



CHAPITRE 255

LOI CONCERNANT LES LIQUEURS ALCOOLIQUES

Titre
abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi des liqueurs alcooliques*. S. R. 1925, c. 37, a. 1.

SECTION I

DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES ET INTERPRÉTATIVES

Applica-
tion.

2. La présente loi s'applique à toute la province, mais l'application en est suspendue dans toute municipalité où la loi de tempérance du Canada est en vigueur.

Inter-
prétation.

Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme défendant ou réglementant les transactions qui ne sont pas soumises à l'autorité législative de la province. S. R. 1925, c. 37, a. 2.

Défini-
tions:

3. Pour l'interprétation de la présente loi, à moins que le contexte ne comporte un sens différent,—

"Alcool";

1° Le mot "alcool" signifie le produit de la distillation d'un liquide fermenté, suivie d'une ou plusieurs rectifications, quelle que soit l'origine de ce liquide, et comprend l'alcool éthylique de synthèse et l'alcool non potable au sens douanier;

"Spiritu-
tueux";

2° Le mot "spiritueux" signifie les boissons dans lesquelles intervient l'alcool obtenu par distillation, mélangé à de l'eau potable et à d'autres substances en dissolution, et comprend, entre autres, l'eau de vie (brandy), le guildive (rum), le whiskey et le genièvre (gin);

"Vins";

3° Le mot "vins" signifie les boissons alcooliques obtenues par la fermentation

CHAPTER 255

AN ACT RESPECTING ALCOHOLIC LIQUOR

1. This act may be cited under the Short name of the *Alcoholic Liquor Act*. R. S. title. 1925, c. 37, s. 1.

DIVISION I

DECLARATORY AND INTERPRETATIVE PROVISIONS

2. This act shall apply to the whole Province, but its application shall be sus- Application. pended in every municipality where the Canada Temperance Act is in force.

Nothing in this act must be interpreted as forbidding or regulating any transac- Interpre- tion which is not subject to the legislative authority of the Province. R. S. 1925, c. 37, s. 2.

3. For the interpretation of this act, unless the context indicates a different Definitions: meaning,—

1. The word "alcohol" means the prod- "Al- uct of distillation of any fermented cohol"; liquid, rectified either once or oftener, whatever may be the origin thereof, and includes synthetic ethyl alcohol and alcohol which is considered non-potable under custom laws;

2. The word "spirits" means any bever- "Spirits"; age which contains alcohol obtained by distillation mixed with drinkable water and other substances in solution, and includes, among other things, brandy, rum, whiskey and gin;

3. The word "wine" means any alco- "Wine"; holic beverage obtained by the fermenta-

des éléments sucrés que les fruits (raisins, pommes, etc.), ou autres produits agricoles (miel, lait, etc.) contiennent à l'état naturel;

"Bières"; 4° Le mot "bières" signifie les boissons obtenues par la fermentation alcoolique d'une infusion ou décoction de malt d'orge et de houblon dans de l'eau potable;

"Liqueurs alcooliques"; 5° Les mots "liqueurs alcooliques" comprennent les quatre espèces de liqueurs ci-dessus définies (alcool, spiritueux, vins et bières), et tous liquides ou solides, brevetés ou non, contenant de l'alcool, des spiritueux, du vin ou de la bière, et susceptibles de consommation par l'homme. Le liquide ou solide contenant plus d'une des quatre espèces de liqueurs ci-dessus définies est considéré comme appartenant à l'espèce supérieure en titrage alcoolique, suivant l'ordre dans lequel elles sont définies;

"Repas"; 6° Le mot "repas" désigne un repas dont le prix est de quarante cents ou plus, abstraction faite du prix de toute liqueur alcoolique servie avec les aliments;

"Club"; 7° Le mot "club" signifie une corporation qui a été constituée par une autorité compétente autre que celle mentionnée à la Loi des clubs de récréation (chap. 304), à la Loi des clubs de pêche et de chasse (chap. 155), et à la Loi des sociétés nationales de bienfaisance (chap. 305),—qui est propriétaire, locataire ou occupant d'un établissement exploité uniquement pour des fins nationales, sociales, patriotiques, politiques ou athlétiques, ou autres objets de ce genre, mais sans gain pécuniaire, dans lequel sont seuls admis les membres et les personnes invitées aux frais d'un membre,—et dont les biens ainsi que les bénéfices appartiennent à tous les membres du club; il signifie aussi l'établissement ainsi exploité;

"Membre d'un club"; 8° Un "membre d'un club" est une personne qui, soit par la charte, soit par les règlements de ce club, en est devenu membre,—qui maintient son titre de membre par le paiement annuel de ses contributions en la manière établie par les règlements, et dont l'adresse et le nom sont inscrits sur la liste des membres qui a été fournie à la commission, lors de la demande d'un permis en vertu de la présente loi, ou dans les trente jours qui suivent l'ad-

tion of the natural sugar contents of fruits (grapes, apples, etc.) or other agricultural product containing sugar (honey, milk, etc.);

4. The word "beer" means any beverage obtained by the alcoholic fermentation of an infusion or decoction of barley malt and hops in drinkable water;

5. The words "alcoholic liquor" include the four varieties of liquor above defined (alcohol, spirits, wine and beer), and every liquid or solid, patented or not, containing alcohol, spirits, wine or beer and capable of being consumed by a human being. Any liquid or solid containing more than one of the four varieties above defined is considered as belonging to that variety which has the higher percentage of alcohol, according to the order in which they are above defined;

6. The word "meal" means a meal, the price whereof is forty cents or more, exclusive of the amount charged for any alcoholic liquor served with the food;

7. The word "club" means a corporation created by competent authority—other than that mentioned in the Amusement Clubs Act (Chap. 304), the Fish and Game Clubs Act (Chap. 155) or the National Benefit Societies Act (Chap. 305),—which is the owner, lessee or occupant of an establishment operated solely for objects of a national, social, patriotic, political, or athletic nature, or the like, but not for pecuniary gain wherein only members and persons invited at the expense of members are admitted, and the property as well as the advantages of which belong to all the members; it also means the establishment so operated;

8. A "member of a club" is a person who, whether as a charter member or admitted in accordance with the by-laws of the club, has become a member thereof,—who maintains his membership by the payment of his annual dues in the manner established by such rules and by-laws, and whose name and address is entered on the list of members supplied to the Commission at the time of the application for a permit under this act, or, if admitted

mission du membre, si cette admission a eu lieu après la demande du permis;

"Taverne";

9° Le mot "taverne" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville et spécialement approprié à la vente au verre de bières devant être consommées sur place;

"Commission";

10° Le mot "commission" signifie la commission créée par la présente loi sous le nom de "Commission des liqueurs de Québec" ou "*The Liquor Quebec Commission*";

"Vendre";

11° Quand il s'agit d'une opération prohibée par la présente loi et relative aux liqueurs alcooliques, le mot "vendre" comprend: en solliciter ou recevoir une commande; en tenir ou exposer en vente; en livrer contre valeur ou autrement qu'à titre purement gratuit; en colporter; en avoir dans le but d'en vendre; en garder ou transporter en contravention avec l'article 45 de la présente loi; en troquer; et, pour une considération onéreuse promise ou obtenue directement ou indirectement et sous quelque prétexte ou par quelque moyen que ce soit, en procurer à une autre personne ou permettre qu'elle s'en procure;—et le mot "vente" comprend l'action de vendre telle que ci-dessus définie;

"Personne";

12° Le mot "personne" inclut: société, corporation et club;

"Quiconque";

13° Le mot "quiconque", en parlant des contrevenants à la présente loi, signifie la personne qui agit pour elle-même ou pour une autre personne, et comprend cette autre personne;

"Résidence";

14° Le mot "résidence" signifie le local où une personne habite permanemment ou temporairement, et comprend l'ensemble des pièces habitées par elle, ainsi que la cave;

"Colporter";

15° Le mot "colporter", en parlant des alcools, spiritueux, vins ou bières, signifie les porter sur soi ou les transporter avec soi ou avec l'aide d'autrui dans le but d'en vendre en dehors d'un établissement où la vente en est permise;—et le mot "colportage" signifie l'action de colporter;

"Colportage";

"Établissement";

16° Le mot "établissement" signifie le local où des liqueurs alcooliques d'une ou de plusieurs espèces sont vendues ou utilisées sous l'autorité de la présente loi ou

thereafter, within thirty days after his admission;

9. The word "tavern" means an establishment situated in a city or town and specially adapted for the sale by the glass of beer to be consumed on the premises;

10. The word "Commission" means the commission created by this act under the name of "The Quebec Liquor Commission" or "*Commission des liqueurs de Québec*";

11. Whenever they refer to anything forbidden under this act, and relating to alcoholic liquor, the words "to sell" include: to solicit or receive an order for; to keep or expose for sale; to deliver for value or in any other way than purely gratuitously; to peddle; to keep with intent to sell; to keep or transport in contravention of section 45 of this act; to traffic in; for any onerous consideration, promised or obtained, directly or indirectly, or under any pretext or by any means whatsoever, to procure or allow to be procured for any other person;—and the word "sale" includes every act of selling as above defined;

12. The word "person" includes partnership, corporation and club;

13. The word "whosoever" when used in reference to any offender under this act, includes every person who acts for himself or for any other person, and includes also such other person;

14. The word "residence" means the premises where a person resides, permanently or temporarily, and includes the aggregation of the rooms inhabited by him, as well as the cellar;

15. The words "to peddle" when used in reference to alcohol, spirits, wine or beer, mean to carry on one's person or to transport with one, or with the aid of another person, with intent to sell the same outside any establishment where the sale thereof is allowed; — and the word "peddling" means the act of doing as aforesaid;

16. The word "establishment" means any place where alcoholic liquor of one or more varieties is sold or used under the authority of this act, or manufactured by

sont fabriquées sous l'empire d'une loi fédérale;

"Voyageur"; 17° Le mot "voyageur" signifie une personne qui, en considération d'un prix donné par jour ou fraction de jour, suivant le mode américain ou européen, ou par repas à table d'hôte ou à la carte, reçoit d'une autre personne la nourriture ou le logement, ou reçoit la nourriture et le logement;

"Café"; 18° Le mot "café" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville de plus de vingt mille âmes et pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et où l'on sert des liqueurs alcooliques aux repas;

"Restaurant"; 19° Le mot "restaurant" désigne un établissement situé dans une cité ou une ville de plus de vingt mille âmes et pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et où l'on sert des bières et vins aux repas;

"Hôtel"; 20° Le mot "hôtel" signifie un établissement exploité régulièrement, pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger, et comprenant au moins cinquante chambres, s'il est situé dans les cités de Québec et Montréal, au moins vingt-cinq chambres, s'il est situé dans une autre cité ou ville, et au moins vingt chambres, dans les autres cas;

"Auberge"; 21° Le mot "auberge" signifie un établissement exploité régulièrement, pourvu d'aménagements spéciaux, où, en considération d'un paiement, les voyageurs trouvent habituellement à manger et à loger, et comprenant au moins trente chambres, s'il est situé dans les cités de Québec et Montréal, au moins vingt chambres, s'il est situé dans une autre cité ou ville, au moins six chambres, s'il est situé ailleurs dans la région A, et au moins dix chambres, dans les autres cas;

"Véhicule"; 22° Le mot "véhicule" signifie tout moyen de transport par terre, par eau ou par air, et comprend tout ce qui sert au transport, de quelque manière que ce soit;

"Maison de désordre"; 23° Les mots "maison de désordre" ont le sens que leur attribue la partie V du Code criminel;

virtue of any act of the Parliament of Canada;

17. The word "traveler" means a person who, in consideration of a given price per day, or fraction of a day, on the American or European plan, or per meal, *à table d'hôte*, or *à la carte*, is furnished by another person with food or lodging, or both;

18. The word "café" means an establishment, situated in a city or town of over twenty thousand souls and provided with special accommodation where, in consideration of payment, food is habitually furnished to travellers and alcoholic liquor is served with meals;

19. The word "restaurant" means an establishment, situated in a city or town of over twenty thousand souls and provided with special accommodation where, in consideration of payment, food is habitually furnished to travellers and beer and wine are served with meals;

20. The word "hotel" means an establishment in regular operation, provided with special accommodation where, in consideration of payment, food and lodging are habitually furnished to travellers, and having at least fifty bedrooms if situated in the cities of Quebec and Montreal, at least twenty-five bedrooms if situated in any other city or town, and at least twenty bedrooms in other cases;

21. The word "inn" means an establishment in regular operation, provided with special accommodation where, in consideration of payment, food and lodging are habitually furnished to travellers, and having at least thirty bedrooms if situated in the cities of Quebec and Montreal, at least twenty bedrooms if situated in another city or town, at least six bedrooms if situated elsewhere in region A, and at least ten bedrooms in other cases;

22. The word "vehicle" means any means of transportation by land, by water or by air, and includes everything made use of in any way whatsoever for such transportation;

23. The words "disorderly house" have the meaning given them by Part V of the Criminal Code;

- "Popula-
tion"; 24° Le mot "population" signifie le nombre d'habitants dans une municipalité, d'après le dernier recensement fédéral; 24. The word "population," means the number of inhabitants in a municipality as determined by the last federal census; "Popula-
tion";
- "Cham-
bre"; 25° Le mot "chambre" désigne une pièce d'un hôtel ou d'une auberge, aménagée pour le coucher des voyageurs ou du personnel et pourvue d'un ameublement convenable à cette fin. Il ne comprend pas les chalets ou camps de tourisme même s'ils font partie d'un établissement exploité comme hôtel ou auberge. Chaque chambre doit avoir une porte donnant sur un corridor et être pourvue d'au moins une fenêtre extérieure; 25. The word "bedroom" means a room in a hotel or inn fitted up as a sleeping apartment for travellers or for the staff and provided with suitable furniture for that purpose. It does not include tourist cabins or camps, even if they form part of an establishment operated as a hotel or inn. Every bedroom must have a door opening into a passage and be provided with at least one exterior window; "Bed-
room";
- "Région
A"; 26° L'expression "région A" désigne l'Île de Montréal et les districts électoraux d'Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brôme, Chambly, Chateauguay-Laprairie, Deux-Montagnes, Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Papineau, Pontiac, Richelieu-Verchères, Rouville, Shefford, Saint-Hyacinthe, Saint-Jean-Napierville, Terrebonne, Trois-Rivières et Vaudreuil-Soulanges; 26. The expression "region A" means the Island of Montreal and the electoral districts of Argenteuil, Bagot, Beauharnois, Berthier, Brome, Chambly, Chateauguay-Laprairie, Two Mountains (*Deux-Montagnes*), Gatineau, Hull, Huntingdon, Iberville, Jacques-Cartier, Joliette, Labelle, L'Assomption, Laval, Maskinongé, Missisquoi, Montcalm, Papineau, Pontiac, Richelieu-Verchères, Rouville, Shefford, St. Hyacinthe, St. John's-Napierville, Terrebonne, Three Rivers and Vaudreuil-Soulanges; "Region
A";
- "Région
B". 27° L'expression "région B" désigne le territoire de la province non compris dans la région A. S. R. 1925, c. 37, a. 3; 3 Geo. VI, c. 22, a. 1; 5 Geo. VI, c. 24, a. 1. 27. The expression "region B" means the territory of the Province not included in region A. R. S. 1925, c. 37, s. 3; 3 Geo. VI, c. 22, s. 1; 5 Geo. VI, c. 24, s. 1. "Region
B".
- Présomp-
tion. 4. Toute livraison de liqueurs alcooliques dans une maison de désordre est une livraison contre valeur et constitue une vente. 4. Every delivery of alcoholic liquor in a disorderly house shall be a delivery for value, and shall constitute a sale. Présomp-
tion.
- Vente. Toute autre livraison de liqueurs alcooliques, faite autrement qu'à titre purement gratuit, constitue une vente. Every other delivery of alcoholic liquor made otherwise than by purely gratuitous title, shall constitute a sale. Vente.
- Fardeau
de la
preuve. Dans toute procédure intentée en vertu de la présente loi, il incombe au défendeur de prouver que la livraison a été faite à titre purement gratuit. S. R. 1925, c. 37, a. 4. In any proceeding instituted under this act, the burden of proof that such delivery was by purely gratuitous title shall be upon the defendant. R. S. 1925, c. 37, s. 4. Burden of
proof.

SECTION II

DE LA COMMISSION DES LIQUEURS

5. Une commission est créée sous le nom de "Commission des liqueurs de Québec" ou "*The Quebec Liquor Commission*", et constitue une corporation revêtue de tous les droits et pouvoirs appartenant en général aux corporations.

DIVISION II

THE QUEBEC LIQUOR COMMISSION

5. A Commission is by this act created under the name of "*The Quebec Liquor Commission*", or "*Commission des liqueurs de Québec*", and shall constitute a corporation, vested with all the rights and powers belonging generally to corporations. Liquor
Commis-
sion.

Gérant.

L'exercice des fonctions, devoirs et pouvoirs de la Commission des liqueurs de Québec est attribué à une seule personne, que désigne le lieutenant-gouverneur en conseil et qui porte le titre de gérant. Le traitement de cette personne est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil et payé sur les revenus de la commission des liqueurs. S. R. 1925, c. 37, a. 5; 1 Éd. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5; 1 Geo. VI, c. 22, aa. 1 et 5.

The exercise of the functions, duties and powers of the Quebec Liquor Commission shall be vested in one person alone, named by the Lieutenant-Governor in Council, with the title of manager. The remuneration of such person shall be determined by the Lieutenant-Governor in Council and be paid out of the revenues of the Liquor Commission. R. S. 1925, c. 37, s. 5; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5; 1 Geo. VI, c. 22, ss. 1 and 5.

Personnel.

6. Les fonctionnaires, inspecteurs, commis et autres employés de la Commission des liqueurs de Québec sont nommés par le gérant qui établit leur traitement ou rémunération, leur assigne des fonctions et titres officiels et définit leurs devoirs et pouvoirs respectifs. Leur traitement est payé sur les revenus de la commission des liqueurs; toutefois ces traitements ou rémunérations sont sujets à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil lorsqu'il le décrète.

6. The officers, inspectors, clerks and other employees of the Quebec Liquor Commission shall be appointed by the manager who shall fix their salary or remuneration, assign to them their official functions and titles and define their respective duties and powers. Their salary or remuneration shall be paid out of the revenues of the Liquor Commission; such salary or remuneration shall, however, be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council whenever he may so enact.

Assistant-gérant.

Cependant le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du gérant, nommer un assistant-gérant qui doit résider dans le district de Québec et qui aura les fonctions et devoirs qui lui seront attribués par le gérant. Le traitement de l'assistant-gérant est déterminé par le lieutenant-gouverneur en conseil et est payé sur les revenus de la Commission des liqueurs de Québec. S. R. 1925, c. 37, a. 6; 1 Éd. VIII(2), c. 14, a. 2; 1 Geo. VI, c. 22, a. 2.

The Lieutenant-Governor in Council may, however, upon the recommendation of the manager, appoint an assistant-manager, who must reside in the district of Quebec and who shall have the functions and duties attributed to him by the manager. The remuneration of the assistant-manager shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council and be paid out of the revenues of the Quebec Liquor Commission. R. S. 1925, c. 37, s. 6; 1 Ed. VIII (2), c. 14, s. 2; 1 Geo. VI, c. 22, s. 2.

Vacance.

7. Une vacance dans la charge de gérant de la commission n'a pas pour effet de la dissoudre, et il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de remplir cette vacance. S. R. 1925, c. 37, a. 7; 1 Éd. VIII (2), c. 14, aa. 1 et 5.

7. No vacancy in the office of manager of the Commission shall have the effect of dissolving it, and the Lieutenant-Governor in Council may fill every such vacancy. R. S. 1925, c. 37, s. 7; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Bureau principal.

8. Le bureau principal de la commission est dans la cité de Montréal. S. R. 1925, c. 37, a. 8; 1 Éd. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5.

8. The head office of the Commission shall be in the city of Montreal. R. S. 1925, c. 37, s. 8; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Fonctions de la commission.

9. Les fonctions, devoirs et pouvoirs de la commission sont les suivants:

9. The functions, duties and powers of the Commission shall be the following:

Fonctions of Commission.

a) Acheter, avoir en sa possession et vendre en son nom des liqueurs alcooliques, en la manière établie par la présente loi;

b) Louer et occuper tous bâtiments et terrains requis pour ses opérations;

c) Subordonnement aux règlements qui peuvent être faits conformément à l'article 15, emprunter des sommes d'argent, garantir le paiement de ces sommes et celui des intérêts à courir, par transport ou mise en gage de biens, ou de toute manière requise ou permise par les lois, et notamment par la loi des banques; émettre, signer, endosser et accepter des chèques, billets à ordre, lettres de change et autres effets négociables;

d) Contrôler la possession, la vente et la livraison de liqueurs alcooliques en se conformant aux dispositions de la présente loi;

e) Octroyer, refuser, annuler tout permis de vente de liqueurs alcooliques ou tout permis qui se rapporte autrement à ces liqueurs, et transporter le permis d'une personne décédée;

f) Dénoncer au procureur général les infractions à la présente loi, dont elle a connaissance;

g) Agir, pour les fins de la présente loi, comme autorité provinciale compétente relativement aux matières de douane et d'accise;

h) Nommer les fonctionnaires, commis et autres employés requis pour ses opérations et les destituer, établir leur traitement ou rémunération, leur assigner des fonctions et titres officiels, définir leurs devoirs et pouvoirs respectifs, et engager les services d'experts ainsi que de personnes exerçant une profession. S. R. 1925, c. 37, a. 9; 24 Geo. V, c. 17, a. 2; 1 Ed. VIII (2), c. 14, aa. 1 et 5.

a. To buy, have in its possession and sell, in its own name, alcoholic liquor in the manner set forth in this act;

b. To lease or occupy any building or land required for its operations;

c. In accordance with the regulations made under section 15, to borrow sums of money, guarantee the payment thereof and of the interest thereon, by the transfer or pledge of goods or in any other manner required or permitted by law and particularly by the Bank act;—to issue, sign, indorse and accept cheques, promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments;

d. To control the possession, sale and delivery of alcoholic liquor in accordance with the provisions of this act;

e. To grant, refuse, or cancel permits for the sale of alcoholic liquor or other permits in regard thereto, and to transfer the permit of any person deceased;

f. To inform the Attorney-General of the infractions of this act, of which it has knowledge;

g. To act, for the purposes of this act, as the competent provincial authority in connection with customs and excise matters;

h. To appoint every officer, clerk, or other employee required for its operations, dismiss them, fix their salaries or remuneration, assign them their official positions and titles, define their respective duties and powers, and engage the services of experts and of persons engaged in the practice of a profession. R. S. 1925, c. 37, s. 9; 24 Geo. V, c. 17, s. 2; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Serment.

10. Le gérant de la commission et toute personne nommée à un emploi par la commission doivent, lors de leur entrée en fonction, prêter serment conformément à l'article 11 de la Loi du contrôle du revenu (chap. 73). S. R. 1925, c. 37, a. 10; 1 Ed. VIII (2), c. 14, aa. 1 et 5.

10. The Manager of the Commission and every person appointed to any position by the Commission must, on entering upon his duties, take an oath in conformity with section 11 of the Provincial Revenue Act (Chap. 73). R. S. 1925, c. 37, s. 10; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Cautionnement.

11. Le gérant et toute personne nommée à un emploi à la Commission des liqueurs de Québec doit, si elle en est requise lors de son entrée en fonctions par le

11. The manager and every person appointed to any employment for the Quebec Liquor Commission shall, if, on his entry into office, required thereto by

lieutenant-gouverneur en conseil, fournir, conformément aux articles 12 à 40 de la Loi des employés publics (chap. 10), un cautionnement par police de garantie au montant fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 37, a. 11; 1 Éd. VIII(2), c. 14, a. 3.

the Lieutenant-Governor in Council, give security, in conformity with sections 12 to 40 of the Public Officers Act (Chap. 10), by a guarantee policy for the amount fixed by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 37, s. 11; 1 Ed. VIII (2), c. 14, s. 3.

Pour-
suites
contre le
gérant.

12. La personne nommée, en vertu de la présente loi, comme gérant de la Commission des liqueurs de Québec, ne peut être poursuivie, pour les actes par elle accomplis ou omis dans l'exercice de ses devoirs que lui prescrit la présente loi, sauf par le gouvernement de la province, ou avec l'autorisation du juge en chef de la province ou, s'il est empêché, par le doyen des juges de la Cour d'appel.

12. No one appointed under this act as manager of the Quebec Liquor Commission may be sued, for acts done or omitted to be done by him in the exercise of the duties vested in him under this act, except by the Government of this Province, or with the authorization of the Chief Justice of the Province or, if he be prevented from granting such authorization, by the senior judge of the Court of Appeal.

Suits
against
man-
ager.

Commis-
sion.

La commission elle-même ne peut être poursuivie qu'avec le consentement du procureur général. S. R. 1925, c. 37, a. 12; 1 Éd. VIII(2), c. 14, a. 4.

The Commission itself may be sued only with the consent of the Attorney-General. R. S. 1925, c. 37, s. 12; 1 Ed. VIII(2), c. 14, s. 4.

Commis-
sion.

Avis de
pour-
suite.

13. Les employés de la commission sont des officiers publics, et l'avis d'un mois qui est requis au cas d'une poursuite en dommages-intérêts à intenter contre l'un d'eux, doit être signifié à la commission comme au défendeur. S. R. 1925, c. 37, a. 13.

13. Every employee of the Commission shall be a public officer, and the one month's notice required in the case of any action for damages against any such officer, must be served upon the Commission as well as upon the defendant. R. S. 1925, c. 37, s. 13.

Notice
of action.

Intérêts
dans le
commerce
de l'al-
cool, etc.

14. Le gérant ni aucun employé de la commission ne doit, directement ou indirectement, soit à titre individuel, soit comme membre d'une société ou corporation ou comme actionnaire d'une compagnie, avoir le moindre intérêt dans le commerce ou la fabrication d'alcools, de spiritueux, de vins ou de bières, ou dans quelque entreprise ou industrie requérant de ces liqueurs alcooliques, ni recevoir une commission ou un bénéfice, ni avoir le moindre intérêt dans les ventes ou achats faits par la commission, ou par les personnes autorisées en vertu de la présente loi à acheter ou à vendre des liqueurs alcooliques.

14. Neither the manager nor any employee of the Commission may, directly or indirectly, individually or as member of a partnership or corporation or as shareholder of a company, have any interest whatsoever in dealing in or in the manufacture of alcohol, spirits, wine or beer, or in any enterprise or industry in which such alcoholic liquor is required, nor receive any commission or profit whatsoever from nor have interest whatsoever in the purchases or sales made by the Commission or by the persons authorized by virtue of this act to purchase or sell alcoholic liquor.

Interest
in com-
mercial
enter-
prise.

Réserve.

Aucune disposition du présent article n'empêche le gérant ou un employé de la commission d'acheter et garder en sa possession, pour ses besoins personnels et ceux de sa famille, les liqueurs alcooliques que toute personne peut acheter et garder en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 14; 1 Éd. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5.

No provision of this section shall prevent the manager or any employee from purchasing and keeping in his possession, for the personal use of himself or members of his family, any alcoholic liquor which may be purchased or kept by any person by virtue of this act. R. S. 1925, c. 37, s. 14; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Proviso.

Règle-
ments du
lt-gouv.
en conseil.

15. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'établir les règlements qu'il juge nécessaires à l'exécution de la présente loi, ainsi que d'amender ou abroger ceux qu'il a établis, concernant :

- a) Les emprunts de la commission;
- b) La comptabilité de la commission, et la reddition et la vérification de ses comptes;
- c) L'état et l'inventaire des biens qu'elle a en sa possession. S. R. 1925, c. 37, a. 15.

Règle-
ments de
la com-
mission.

16. La commission peut établir les règlements qu'elle juge nécessaires à l'exécution de la présente loi relativement à sa régie interne et à la conduite de ses affaires, ainsi qu'amender ou abroger ceux qu'elle a établis. Elle doit, sur demande, transmettre une copie de ces règlements au lieutenant-gouverneur en conseil.

Violation
des règle-
ments.

Si un règlement de la commission est approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil et publié dans la *Gazette officielle de Québec*, toute violation des dispositions de ce règlement constitue une infraction à la présente loi et entraîne les peines qui y sont édictées à l'article 56.

Modifica-
tions, etc.

L'abrogation ou l'amendement d'un règlement fait par la commission, et approuvé et publié comme susdit, ne peut se faire que par un autre règlement de la commission, approuvé et publié de la même manière. S. R. 1925, c. 37, a. 16.

Com-
mandes
de
liqueurs.

17. Toute commande de liqueurs alcooliques que fait la commission doit porter la signature du gérant. Un double de cette commande est gardé au bureau principal de la commission. S. R. 1925, c. 37, a. 17; 1 Éd. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5.

Em-
prunts.

18. Les emprunts de la commission doivent s'effectuer exclusivement à la banque ou aux banques que lui indique, à discrétion, le trésorier de la province.

Dépôt.

Les sommes d'argent perçues par la commission doivent être déposées au nom de la commission dans la ou les banques que lui indique, à discrétion, le trésorier de la province. S. R. 1925, c. 37, a. 18.

15. The Lieutenant-Governor in Council may make any regulation he may deem necessary for the carrying out of this act, and may amend or repeal any such regulation, respecting:

- a. Loans made by the Commission;
- b. The keeping of its books and the rendering and auditing of its accounts;
- c. The condition and inventory of the goods it has on hand. R. S. 1925, c. 37, s. 15.

16. The Commission may make any regulation it may deem necessary for the carrying out of this act respecting its internal economy and the conduct of its business, and may amend or repeal any such regulation. It must, whenever required, transmit a copy of every such regulation to the Lieutenant-Governor in Council.

If any regulation of the Commission be approved by the Lieutenant-Governor in Council and published in the *Quebec Official Gazette*, every contravention of any provision of such regulation shall be an offence under this act, and shall entail the penalty provided therefor by section 56.

No regulation made by the Commission and approved and published as above mentioned, may be repealed or amended save by another regulation of the Commission, approved and published in the same way. R. S. 1925, c. 37, s. 16.

17. Every order given by the Commission for alcoholic liquor must bear the signature of the manager. A duplicate of every order shall be kept at the head office of the Commission. R. S. 1925, c. 37, s. 17; 1 Éd. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

18. Loans by the Commission must be made only at such bank or banks as the Provincial Treasurer, in his discretion, shall indicate.

Every sum of money collected by the Commission must be deposited in the name of the Commission in such bank or banks as the Provincial Treasurer, in his discretion, shall indicate. R. S. 1925, c. 37, s. 18.

Propriété. **19.** Les biens que possède la commission et les profits qu'elle fait sont la propriété de la province.

Fonds consolidé. Les sommes d'argent perçues par la commission et que le trésorier de la province considère comme disponibles sont remises à celui-ci sur sa demande, et dès qu'il les a reçues, elles font partie du fonds consolidé du revenu de la province. S. R. 1925, c. 37, a. 19.

Reddition des comptes. **20.** La commission rend compte au trésorier de la province, en la manière et aux époques qu'il indique, de ses recettes, paiements et déboursés, ainsi que de son actif et de son passif.

Vérification. Ses opérations sont soumises à l'examen et à la vérification de personnes nommées par le lieutenant-gouverneur en conseil. S. R. 1925, c. 37, a. 20.

Magasins et entrepôts. **21.** La commission peut avoir les magasins et entrepôts suivants:

1° Un magasin et entrepôt principal dans la cité de Montréal, à tel endroit qu'indique le lieutenant-gouverneur en conseil;

2° Des succursales de ce magasin et entrepôt principal dans les cités et villes que la commission choisit et dont elle détermine le nombre.

Succursales. Toutefois aucune succursale ne doit être établie:

a) Dans une cité ou ville où est en vigueur une loi de prohibition s'appliquant spécialement à cette municipalité ou au comté dont elle fait partie;

b) Dans une cité ou ville dont la population dépasse cinq mille habitants, et dont le conseil a, par règlement, édicté qu'aucune de ces succursales n'y doit être établie;

c) Dans une cité ou ville dont la population ne dépasse pas cinq mille habitants, à moins que cet établissement ne soit demandé par un règlement du conseil, approuvé par la majorité en nombre des électeurs municipaux qui ont voté, et déposé au bureau de la commission. Un règlement demandant l'établissement d'une succursale de la commission ne peut être révoqué dans le cours des deux années subséquentes. Les dispositions de la Loi

19. All property possessed by the Commission and all profits earned by it are the property of the Province.

Every sum of money collected by the Commission, which the Provincial Treasurer considers available, shall, on demand, be handed over to him, and every such sum of money, after it is so handed over, shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1925, c. 37, s. 19.

20. The Commission shall render an account to the Provincial Treasurer, in the manner and at the times indicated by the latter, of its receipts and disbursements, as well as its assets and liabilities.

Its operations shall be subject to examination and audit by persons appointed therefor by the Lieutenant-Governor in Council. R. S. 1925, c. 37, s. 20.

21. The Commission may have the following stores and warehouses:

1. Its principal store and warehouse in the city of Montreal, in any place indicated by the Lieutenant-Governor in Council;

2. Branches of such principal store and warehouse in such cities and towns as the Commission may choose, and to the number that it decides.

Nevertheless, there must not be established any branch:

a. In any city or town where a prohibition law is in force, applying specially to such municipality or to the county of which it forms part;

b. In any city or town whose population exceeds five thousand inhabitants, and whose council has, by by-law, enacted that no such branch may be established therein;

c. In any city or town whose population does not exceed five thousand inhabitants, unless the establishment of such branch be requested by a by-law of the council, approved by the majority in number of the municipal electors who have voted, and filed in the office of the Commission. A by-law requesting the establishment of a branch of the Commission cannot be revoked during the two years next following. The provisions of

de tempérance de Québec (chap. 257) qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent paragraphe c s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, à l'approbation et à la révocation de ce règlement. S. R. 1925, c. 37, a. 21.

the Quebec Temperance Act (Chap. 257) which are not incompatible with the provisions of this paragraph c, shall apply, *mutatis mutandis*, to the approval and revocation of such by-law. R. S. 1925, c. 37, s. 21.

SECTION III

DE LA VENTE ET DE LA LIVRAISON
DES LIQUEURS ALCOLOLIQUES§ 1.—*Qui peut vendre et livrer des
liqueurs alcooliques et à quelles
conditions*

Vente,
etc.,
défendue.

22. Il est défendu de vendre ou livrer en cette province des alcools, potables ou non potables, des spiritueux, des vins et toutes autres liqueurs alcooliques, excepté les bières auxquelles il est pourvu dans l'article 25.

Excep-
tion.

Toutefois, la vente ou la livraison peut en être faite à ou par la commission, ou par des personnes qu'elle autorise dans les cas que prévoit la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 22.

Enve-
loppe par-
ticulière.

23. 1. Lorsque les alcools ou les spiritueux vendus par la commission sont en bouteille, la bouteille doit être enveloppée ou bouchée de façon à prévenir les fraudes, et la bouteille ou son enveloppe doit porter l'étiquette de la commission et indiquer le prix de vente.

Comp-
tant.

2. Toutes les ventes faites par la commission sont au comptant.

Excep-
tion.

3. Le paragraphe 1 du présent article ne s'applique pas lorsque la commission vend des liqueurs alcooliques en vertu d'un permis émis par elle ou sous l'autorité de l'article 49 ou au gouvernement d'un autre territoire que cette province, ou à une commission, à un bureau ou à un officier qui représente ce gouvernement pour la vente de ces liqueurs dans ce territoire. S. R. 1925, c. 37, a. 23; 17 Geo. V, c. 21, a. 1; 5 Geo. VI, c. 24, a. 2.

Livrai-
son.

24. Si les liqueurs alcooliques vendues par la commission doivent être livrées dans une cité ou ville où la commission a un magasin ou entrepôt, la livraison s'en fait de la manière établie par la commission. Si elles doivent être livrées ailleurs, la commission doit en effectuer la livraison

DIVISION III

SALE AND DELIVERY OF ALCOHOLIC LIQUOR

§ 1.—*Conditions of sale and delivery*

22. It is forbidden to sell or deliver in this Province any alcohol, potable or non-potable, or any spirits, wine or other alcoholic liquor, with the exception of beer, for which provision is made in section 25.

Sale, etc.,
prohib-
ited.

However, it may be sold or delivered to or by the Commission, or by any person authorized by it, or in any case provided for by this act. R. S. 1925, c. 37, s. 22.

Excep-
tion.

23. 1. Whenever the alcohol or spirits sold by the Commission is in a bottle, the latter must be wrapped up or corked so as to prevent fraud, and the bottle or its wrapper must bear the label of the Commission and show the sale price.

Distinc-
tive
wrapping,
etc.

2. Every sale by the Commission shall be for cash.

Cash.

3. Subsection 1 of this section shall not apply when the Commission sells alcoholic liquor in virtue of a permit issued by it or under the authority of section 49 or to the government of a territory other than this Province, or to a commission, to a bureau or to an officer representing that government for the sale of such liquor in such territory. R. S. 1925, c. 37, s. 23; 17 Geo. V, c. 21, s. 1; 5 Geo. VI, c. 24, s. 2.

Excep-
tion.

24. If any alcoholic liquor sold by the Commission is to be delivered in any city or town where the Commission has a store or warehouse, the delivery shall be made in the manner determined by the Commission. If it is to be delivered elsewhere, the delivery shall be made by the

Delivery.

par colis postal ou par l'entremise de voituriers publics ou messageries. S. R. 1925, c. 37, a. 24.

Commission by parcel post, common carrier or express company. R. S. 1925, c. 37, s. 24.

Vente de bières.

25. La vente ou la livraison de bières est prohibée en cette province, à moins que cette vente ou livraison ne soit faite par la commission ou par un brasseur ou une autre personne que la commission a autorisés en vertu de la présente loi, et de la manière ci-après indiquée. S. R. 1925, c. 37, a. 25.

25. The sale or delivery of beer is forbidden in the Province, unless such sale or delivery be made by the Commission or by a brewer or other person authorized by the Commission under this act, and in the manner hereinafter set forth. R. S. 1925, c. 37, s. 25.

Sale, etc., of beer.

Vente par les brasseurs.

26. Aucun brasseur ne peut vendre des bières, ni les expédier en cette province ou de cette province:

26. No brewer may sell beer or ship it, either into or within the Province or from the Province,—

Sale, etc. by brewer.

1° À moins qu'un permis, à cet effet, ne lui ait été octroyé par la commission, sur paiement des droits prescrits;

1. Unless a permit therefor be granted to him by the Commission, upon payment of the duties prescribed;

2° À moins que la vente ou la livraison dans cette province ne soit faite aux personnes que la commission autorise à vendre des bières ou des bières et vins, suivant le cas. S. R. 1925, c. 37, a. 26; 5 Geo. VI, c. 24, a. 3.

2. Unless such sale or delivery within the Province be to a person authorized by the Commission to sell beer, or beer and wine, as the case may be. R. S. 1925, c. 37, s. 26; 5 Geo. VI, c. 24, s. 3.

Rapport des brasseurs.

27. 1. Tout brasseur doit faire mensuellement à la commission, en la manière qu'elle établit, un rapport exact de toutes ses ventes de bières expédiées dans la province et de la province durant le mois de calendrier précédent, en y spécifiant le montant brut de ces ventes.

27. 1. Every brewer must make to the Commission, every month, in the form that it shall determine, an exact return of all his sales of beer shipped into or within the Province or from the Province, during the preceding calendar month, showing the gross amount of such sales.

Return by brewer.

Amende.

2. Un brasseur qui omet de faire ce rapport à la commission dans les quinze jours suivant l'expiration du mois de calendrier pour lequel il doit le faire, commet une infraction à la présente loi et se rend passible d'une amende de cinquante dollars par jour, pour chaque jour de retard à compter de l'expiration desdits quinze jours. S. R. 1925, c. 37, a. 27.

2. Any brewer who fails to make such return to the Commission within the fifteen days following the expiration of any calendar month for which it should be made, shall be guilty of an offence, and liable to a fine of fifty dollars per day, for each day's delay, counting from the expiration of such fifteen days. R. S. 1925, c. 37, s. 27.

Fine.

Examen des livres.

28. 1. La commission peut faire examiner les livres du brasseur ou s'assurer autrement de l'exactitude de son rapport.

28. 1. The Commission may have an examination made of the brewer's books, or may otherwise check the accuracy of any such return.

Examining books.

Amende.

2. Un brasseur qui ne permet pas cet examen ou omet de faire un rapport exact ou conforme aux instructions de la commission, commet une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus des frais, d'une amende de mille dollars. S. R. 1925, c. 37, a. 28.

2. Any brewer who refuses to allow such examination or who fails to make an accurate return according to the instructions of the Commission, shall be guilty of an offence, and shall be liable, in addition to the costs, to a fine of one thousand dollars. R. S. 1925, c. 37, s. 28.

Fine.

Inspection.

29. La Commission peut nommer un inspecteur et l'autoriser à se tenir au local d'un brasseur pour y vérifier les quantités de bière vendue.

Inspection.

Le brasseur, ses officiers et autres employés sont tenus de fournir à l'inspecteur les renseignements qu'il requiert et de lui permettre et faciliter la visite des lieux et l'examen de toute correspondance et de tous livres, connaissements, commandes, factures, documents et pièces quelconques dont il désire prendre connaissance pour vérifier les quantités de bière vendue ou expédiée par le brasseur.

Amende.

Toute personne qui enfreint les dispositions de l'alinéa précédent commet une infraction et se rend passible, en sus des frais, d'une amende de cinq cents dollars pour chaque jour que dure cette infraction.

Responsabilité.

Lorsque le contrevenant est un officier ou un employé d'un brasseur, celui-ci, aussi bien que le véritable délinquant, est personnellement responsable des amendes imposées en raison d'une infraction au présent article et peut être poursuivi pour le recouvrement de ces amendes comme s'il avait lui-même commis l'infraction. S.R. 1925, c. 37, a. 28a; 3 Geo. VI, c. 22, a. 2.

Ventes autorisées:

30. 1. Les personnes suivantes peuvent aussi vendre certaines liqueurs alcooliques dans les cas, aux conditions et de la manière ci-après indiquées, à savoir:

Hôpitaux;

1° Toute personne ayant charge d'un hôpital reconnu comme tel par la commission, a le droit d'administrer à ses patients des liqueurs alcooliques et de leur en charger la valeur;

Nouveau Québec;

2° Toute personne ayant des postes de commerce ou des établissements industriels ou miniers dans le Nouveau-Québec, ou dans les autres territoires du nord de la province désignés à discrétion par le lieutenant-gouverneur en conseil, peut vendre, dans ces postes et établissements, des liqueurs alcooliques à ses employés et aux gens demeurant dans ces territoires, pourvu qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits. Ce permis peut être assujéti aux conditions et restrictions que cette dernière juge à propos d'établir ou d'imposer;

29. The Commission may appoint an inspector and authorize him to remain at the premises of any brewer to verify there the quantity of beer sold.

Inspection.

The brewer, his officers and other employees shall be bound to furnish the inspector with such information as he may require and to allow and facilitate for him the visiting of the premises and the examination of any correspondence, book, bill of lading, order, invoice, document or paper whatsoever whereof he desires to take cognizance in order to verify the quantities of beer sold or shipped by the brewer.

Inspection.

Every person infringing the provisions of the preceding paragraph commits an offence and shall be liable, in addition to the costs, to a fine of five hundred dollars for each day such offence continues.

Fine.

Whenever the offender is an officer or an employee of a brewer, the latter, as well as the actual offender, shall be personally liable for the fines imposed for an offence against this section and may be prosecuted for the recovery of such fines as if he had himself committed the offence. R. S. 1925, c. 37, s. 28a; 3 Geo. VI, c. 22, s. 2.

Liability for fines.

30. 1. The following persons may also, in the cases and under the conditions hereinafter set forth, sell certain alcoholic liquor in the manner hereinafter indicated, to wit:

Sale authorized.

1. Any person in charge of a hospital recognized by the Commission as such, shall have the right to administer alcoholic liquor to its patients, and to charge them the value thereof;

Hospitals;

2. Every person having any trading post or industrial or mining establishment in New Quebec or other territory in the northern parts of the Province, designated from time to time by the Lieutenant-Governor in Council, may sell alcoholic liquor at such post or establishment to its employees and to the people living in such territory,—provided that a permit therefor be granted him by the Commission, upon payment of the prescribed duties. Such permit may be subject to such conditions and restrictions as the latter may establish or impose;

New Quebec, etc.;

- Repas;** 3° a) Toute personne ayant charge d'un hôtel ou d'un café peut, pendant le repas que prend un voyageur, lui vendre des liqueurs alcooliques (sauf des bières en fût) que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits;
- Hôtel, etc.;** b) Toute personne ayant charge d'un hôtel, d'un bateau à vapeur, d'un wagon-restaurant ou d'un club, peut vendre à tout voyageur ou membre du club, suivant le cas, des liqueurs alcooliques (sauf des bières en fût) qui doivent être consommées sur place, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cette fin, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits.
- Régions;** Ce permis n'est pas accordé pour un hôtel situé en dehors des cités et villes et de la région A. Cependant, s'il est démontré, à la satisfaction de la commission, qu'un tel hôtel est nécessaire pour le tourisme, elle peut accorder ce permis dans la région B en dehors des cités et villes.
- Bateaux, etc.;** Le permis pour bateau à vapeur ou wagon-restaurant ne peut être octroyé que pour un bateau à vapeur ou un wagon-restaurant faisant un service régulier entre deux points, dans cette province, situés à une distance d'au moins cinquante milles l'un de l'autre, et n'autorise la vente qu'en route, et non durant les voyages d'occasion;
- Auberge, etc.;** c) Toute personne ayant charge d'une auberge ou d'un restaurant peut, pendant le repas que prend un voyageur, lui vendre des vins et des bières (sauf des bières en fût) que lui et ses convives doivent consommer sur place pendant leur repas, pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits;
- Région A;** d) Toute personne ayant charge d'une auberge dans la région A peut vendre à tout voyageur des vins et bières (sauf des bières en fût) qui doivent être consommés sur place pourvu que la commission ait octroyé un permis, à cet effet, à ladite personne, sur paiement des droits prescrits;
3. a. Any person in charge of a hotel Meals; or a café may, during a meal taken by a traveller, sell to him alcoholic liquor (except draft beer), which he and his guests must consume on the premises during the meal, provided that the Commission has granted a permit for such purpose to the said person, upon payment of the duties prescribed;
- b. Any person in charge of a hotel, Hotel, steamboat, dining-car or club may sell etc. ; to any traveller or member of the club, as the case may be, alcoholic liquor (except draft beer) which must be consumed on the premises, provided that the Commission has granted a permit for such purpose to the said person, upon payment of the duties prescribed.
- No such permit shall be granted for Regions; a hotel situated outside of cities and towns and of region A. If, however, it be established to the Commission's satisfaction that such a hotel is needed for tourist-travel, the Commission may grant such permit in region B, outside of cities and towns.
- The permit for a steamboat or a Boat, dining-car may be granted only for a etc. ; steamboat or dining-car operating a regular service between two points in this Province situated at a distance of at least fifty miles from each other, and shall authorize the sale while in transit only and not during trips outside of its regular service;
- c. Any person in charge of an inn or Inn, etc. ; restaurant may, during a meal taken by a traveller, sell to him wine and beer (except draft beer) which he and his guests must consume on the premises during the meal, provided that the Commission has granted a permit for such purpose to the said person, upon payment of the duties prescribed;
- d. Any person in charge of an inn in Region A may sell to any traveller wine A; and beer (except draft beer), which must be consumed on the premises, provided that the Commission has granted a permit for such purpose to the said person, upon payment of the duties prescribed;

Épicerie;

4° Toute personne ayant charge d'un magasin d'épicerie peut vendre des bières à son magasin, sur commande donnée à son magasin ou par téléphone, à condition: que la quantité vendue ne soit pas inférieure à une bouteille; que ces bières ne soient pas consommées dans le magasin ou ses dépendances; qu'elles soient livrées au magasin, à un autre endroit de la municipalité où est situé le magasin ou à quelque endroit d'une municipalité contiguë à celle-ci et qui n'est pas sous le régime de la prohibition, ou qu'elles soient livrées en dehors de ces municipalités en la manière indiquée à l'article 46; qu'un permis à cet effet lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits, et que ce permis soit en vigueur. Dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, un permis sous ce paragraphe 4° ne peut être octroyé qu'à une personne en charge d'un hôtel ou auberge licenciés sous la Loi des licences (chap. 76), et en même temps permissionnaire sous le paragraphe 3° du présent article. Aux fins du présent paragraphe, l'île de Montréal est tenue pour une seule municipalité;

Tavernes;

5° Toute personne ayant charge d'une taverne peut y vendre des bières au verre, pourvu que la consommation ait lieu sur place et qu'un permis, à cet effet, lui ait été accordé par la commission, sur paiement des droits prescrits;

Banquets.

6° Toute personne ayant charge d'un banquet peut y vendre des vins et bières (sauf des bières en fût) pourvu que la consommation ait lieu sur place et qu'un permis, à cet effet, lui ait été octroyé par la commission sur paiement des droits prescrits.

Fournisseurs.

2. Dans tous ces cas, les alcools, spiritueux et vins doivent avoir été achetés directement de la commission par l'hôpital ou par la personne munie du permis, et les bières doivent avoir été achetées par la personne munie du permis directement du brasseur muni d'un permis ou d'un garde-magasin muni d'un permis.

Demande de permis.

3. La demande de permis et le permis doivent contenir des indications suffi-

4. Any person in charge of a grocery, Grocery; may sell beer at such store, upon order given at his store or by telephone, on condition: that no quantity of less than one bottle be sold; that such beer be not consumed in such store or any dependency thereof; that it be delivered either at such store, at some other place in the municipality in which such store is situated, or at some place in an adjoining municipality not under a prohibitory law, or that it be delivered outside such municipalities in the manner indicated in section 46; that a permit therefor be granted him by the Commission, upon payment of the duties prescribed, and that such permit be in force. In a village or rural municipality, a permit under this paragraph 4 shall not be granted save to a person in charge of a hotel or inn licensed under the Quebec License Act (Chap. 76), and who is, at the same time, the holder of a permit under paragraph 3 of this section. For the purposes of this paragraph, the island of Montreal shall be deemed to be one municipality;

5. Any person in charge of a tavern Tavern; may sell therein beer by the glass, provided that it be consumed on the premises, and that a permit to that effect has been granted to him by the Commission, upon payment of the duties prescribed;

6. Any person in charge of a banquet Banquet. may sell thereat wine and beer (except draft beer), provided that it be consumed on the premises and that a permit therefor has been granted to him by the Commission, upon payment of the duties prescribed.

2. In every such case, the alcohol, spirits Suppliers or wine must have been bought directly from the Commission by the hospital or the holder of the permit, and the beer must have been bought directly by the holder of the permit from a brewer who is also the holder of a permit or from a store keeper who is also the holder of a permit.

3. The application for the permit and the permit itself must contain sufficient Application for permit.

santes pour identifier le local où ce permis peut être exploité.

Entrepôts
des bras-
seurs.

4. Le brasseur peut avoir, aux endroits et en la manière déterminés par la commission, des entrepôts pour la distribution des bières qu'il a fabriquées. Toute personne en charge d'un tel entrepôt peut vendre ou livrer lesdites bières à la condition qu'elle soit elle-même désignée comme garde-magasin dans le permis accordé par la commission pour cet entrepôt, que la vente ou la livraison en cette province soit faite à une personne munie d'un permis pour la vente de la bière et que cette bière ne soit pas consommée dans cet entrepôt ou ses dépendances. S. R. 1925, c. 37, a. 30; 3 Geo. VI, c. 22, a. 3; 4 Geo. VI, c. 20, a. 1; 5 Geo. VI, c. 24, a. 5.

Fonds
spécial.

31. La Commission doit verser à un fonds spécial affecté au remboursement, en capital et intérêts, des emprunts faits ou qui peuvent être faits pour venir en aide aux chômeurs, les montants suivants, sur chaque bouteille vendue:

- a) Cinq centins si la capacité de la bouteille est de treize onces ou moins; ou
- b) Dix centins si la capacité de la bouteille est de plus de treize onces mais n'excède pas vingt-sept onces; ou
- c) Quinze centins si la capacité de la bouteille excède vingt-sept onces.

Taxe du
chômage.

Cette taxe, qui sera désignée comme taxe du chômage, est payable par l'acheteur des alcools ou des spiritueux à la commission qui en ce cas agit comme agent du revenu de la province. S. R. 1925, c. 37, a. 43a; 22 Geo. V, c. 32, a. 1; 3 Geo. VI, c. 22, a. 5.

§ 2.—Des permis de vente

Permis.

32. Un permis n'est octroyé qu'à un individu et en son nom personnel.

Deman-
de.

La demande de permis ne peut être faite que par un sujet britannique, elle doit être signée par lui devant témoins et indiquer ses nom, prénoms, âge, occupation, nationalité et domicile, l'espèce de permis requis, l'endroit où ce permis sera utilisé, et être accompagnée du montant des droits exigibles sur la demande de permis. Le requérant doit fournir toutes

information to identify the place where such permit may be used.

4. A brewer may have, at such places and in such a manner as the Commission may determine, warehouses for the distribution of the beer which he has made. Any person in charge of such a warehouse may sell or deliver the said beer, on condition that he himself be designated as storekeeper in the permit granted by the Commission for such warehouse; that the sale or the delivery in this Province be made to a person holder of a permit for the sale of beer, and that such beer be not consumed in such warehouse or in any dependency thereof. R. S. 1925, c. 37, s. 30; 3 Geo. VI, c. 22, s. 3; 4 Geo. VI, c. 20, s. 1; 5 Geo. VI, c. 24, s. 5.

Brewer's
ware-
houses.

31. The Commission must pay into a special fund set apart for the reimbursement, in capital and interest, of the loans made or which may be made for aiding the unemployed, for each bottle sold, the following amounts:

- a. Five cents if the capacity of the bottle is thirteen ounces or less; or
- b. Ten cents if the capacity of the bottle is over thirteen ounces but not over twenty-seven ounces; or
- c. Fifteen cents if the capacity of the bottle is over twenty-seven ounces.

Such tax to be known as "Unemployment Tax" shall be payable by the purchaser of alcohol or spirits to the Commission which in such case acts as an agent of Provincial Revenue. R. S. 1925, c. 37, s. 43a; 22 Geo. V, c. 32, s. 1; 3 Geo. VI, c. 22, s. 5.

"Unem-
ployment
Tax".

§ 2.—Permits to sell

32. No permit shall be granted other than to an individual, and in his personal name.

Permit.

The application for a permit may be made only by a British subject, must be signed by the applicant before witnesses, and must give his surname, Christian names, age, occupation, nationality and domicile, the kind of permit required and the place where it will be used, and must be accompanied by the amount of the duties payable upon the application for

Appli-
cation.

informations additionnelles que la commission juge à propos de demander.

Société,
etc.

Si le permis doit être exploité au profit d'une société ou corporation, la demande de permis doit aussi être accompagnée d'une déclaration faite à cet effet et dûment signée par cette société ou corporation. Dans ce cas, la société ou corporation est responsable des amendes et des frais auxquels le porteur du permis peut être condamné; et le montant peut en être recouvré devant tout tribunal compétent, sans préjudice de l'emprisonnement, s'il y a lieu.

Date des
demandes.

Toutes les demandes de permis doivent être adressées à la commission avant le 10 janvier de chaque année pour prendre effet le premier mai de la même année. S. R. 1925, c. 37, a. 32; 5 Geo. VI, c. 24, a. 7.

Aménage-
ment des
tavernes,
etc.

33. 1. La commission peut déterminer la manière dont les tavernes, salles à manger, et autres salles doivent être agencées, aménagées et meublées pour que les droits conférés par le permis puissent s'y exercer.

Compar-
timents,
etc.

2. Aucune salle où certaines liqueurs alcooliques sont vendues en vertu d'un permis prévu par la présente loi ne doit être aménagée de compartiments, divisions, cloisons ou autres obstructions qui empêchent à l'intérieur une vue pleine et entière de toute la salle par toute personne présente.*

Salles
désignées.

3. Aucune liqueur alcoolique ne doit être vendue ou servie dans un hôtel, une auberge, un café, un restaurant ou un bateau à vapeur, sauf dans les salles désignées par la commission.

Vente
dans les
cham-
bres.

4. La vente ou la livraison des liqueurs alcooliques dans les chambres d'un hôtel ou d'une auberge est interdite dans tous les cas.

Taverne
dans un
hôtel.

5. Une taverne située dans un hôtel ou dans une auberge, doit être exploitée exclusivement dans une salle indiquée par la commission et séparée des autres salles

the permit. The applicant must furnish all additional information which the Commission may deem expedient to ask for.

If the permit is to be used for the benefit of a partnership or corporation, the application therefor must likewise be accompanied by a declaration to that effect, and duly signed by such partnership or corporation. In such case, the partnership or corporation shall be responsible for any fine and costs, to which the holder of the permit may be condemned; and the amount thereof may be recovered before any court having jurisdiction, without prejudice to imprisonment, if any.

Partner-
ship, etc.

All applications for permits must be addressed to the Commission before the 10th of January in each year, to take effect on the 1st of May in the same year. R. S. 1925, c. 37, s. 32; 5 Geo. VI, c. 24, s. 7.

Date of
applica-
tion.

33. 1. The Commission may determine the manner in which a tavern, dining-room and other room must be fitted up, furnished and equipped in order to allow the exercise therein of the rights conferred by the permit.

Equip-
ment of
taverns,
etc.

2. No room in which alcoholic liquor is sold under a permit contemplated in this act shall be equipped with compartments, divisions, partitions or other obstructions which prevent a full and complete view, in the interior, of the whole room by every person present.*

Compartment,
etc.

3. No alcoholic liquor may be sold or served in a hotel, inn, café, restaurant or steamboat, except in the rooms indicated by the Commission.

Rooms
indicated.

4. The sale or delivery of alcoholic liquor in the bedrooms of a hotel or inn is forbidden in all cases.

Sale in
bedrooms

5. Any tavern situated in a hotel or inn must be operated solely in a room indicated by the Commission and separated from the other rooms for which

Tavern in
hotel.

* En vertu de l'article 30 de la loi 5 Geo. VI, c. 24, cette disposition ne s'applique pas avant le 1er mai 1942 aux établissements où un permis de restaurant était en vigueur le 30 avril 1941, sauf dans la mesure où la commission l'exige.

* Under section 30 of the Act 5 Geo. VI, c. 24, this provision shall not apply, before the 1st of May, 1942, to establishments where a permit for a restaurant was in force on the 30th of April, 1941, except to such extent as the Commission may require.

pour lesquelles un autre permis peut être accordé en vertu de la présente loi.

Propriétaire ou locataire.

6. Aucun permis n'est octroyé à une personne pour vendre certaines liqueurs alcooliques dans un hôtel, une auberge, un café, un restaurant ou une épicerie à moins que cette personne,—ou la société ou corporation au profit de laquelle le permis est demandé,—ne soit propriétaire du local ou locataire en vertu d'un bail fait par écrit pour une période d'un an au moins.

Affichage requis.

7. Toute personne munie d'un permis pour vendre certaines liqueurs alcooliques dans un café, un restaurant ou une épicerie doit apposer sur la vitrine principale de son établissement ou sur la porte de l'entrée principale, son nom et l'inscription suivante: "Détenteur du permis No . . . Commission des liqueurs", en lettres uniformes de pas moins de trois quarts de pouce de hauteur.

Livres, etc.

8. Toute personne munie d'un permis pour vendre certaines liqueurs alcooliques dans un hôtel, une auberge, un café, un restaurant ou une épicerie doit tenir constamment dans son établissement un système de livres et documents concernant ses achats de liqueurs, indiquant la quantité, le prix, la date de chaque achat et le nom du fournisseur. Tels livres et documents doivent constamment être tenus à la disposition de la commission pour examen.

Rapport.

9. La commission peut exiger d'une personne munie d'un permis pour vendre certaines liqueurs alcooliques, en vertu de l'article 30, un rapport de ses achats et ventes fait en la manière et aux époques que la commission détermine.

Épicerie.

10. Aucun permis pour vendre de la bière dans une épicerie ne sera octroyé, à moins que cet établissement ne soit situé au rez-de-chaussée, ne soit pourvu d'une quantité d'autres marchandises jugées suffisante par la commission pour qu'il puisse être considéré comme une véritable épicerie, et que le genre de commerce exploité ne soit pas tel qu'il puisse y être exercé aucun commerce le dimanche.

Spectacles, etc.

11. Nulle personne munie d'un permis pour vendre certaines liqueurs alcooliques dans un hôtel, une auberge, un café ou un restaurant ne doit donner des spectacles ou représentations quelconques ou per-

another permit may be granted under this act.

6. No permit shall be granted to any person to sell alcoholic liquor in a hotel, inn, café, restaurant or grocery store unless such person,—or the partnership or corporation for whose profit the permit is applied for—, is owner of the premises or lessee under a written lease for a period of at least one year.

Owner or lessee.

7. Every holder of a permit to sell certain alcoholic liquor in a café, restaurant or grocery store must affix to the main window of his establishment, or on the door of the main entrance, his name and the following inscription: "Holder of Liquor Commission Permit No. . . .", in uniform letters of not less than three-quarters of an inch in height.

Inscription to be affixed.

8. Every holder of a permit to sell certain alcoholic liquor in a hotel, inn, café, restaurant or grocery store must at all times keep in his establishment a set of books and documents respecting his purchases of liquor, stating the quantity, price and date of each purchase and the name of the supplier. Such books and documents must at all times be kept at the disposal of the Commission for examination.

Books, etc.

9. The Commission may require that every holder of a permit for the sale of certain alcoholic liquor, under section 30, shall make a return of his purchases and sales, in such manner and at such times as may be determined by the Commission.

Return.

10. No permit to sell beer in a grocery store shall be granted, unless such establishment is situated on the ground floor and is provided with a quantity of other merchandise deemed by the Commission sufficient for it to be considered as an actual grocery store, and unless the kind of business carried on is of such nature that no business may be carried on therein on Sunday.

Grocery.

11. No holder of a permit to sell certain alcoholic liquor in a hotel, inn, café or restaurant shall give any performances or shows or allow dancing, even under municipal authorization, without the Com-

Performances, etc.

mettre la danse, même en vertu d'une autorisation municipale, sans le consentement de la commission. S. R. 1925, c. 37, aa. 31, 33-33i; 5 Geo. VI, c. 24, aa. 6-7.

mission's consent. R. S. 1925, c. 37, ss. 31, 33-33i; 5 Geo. VI, c. 24, ss. 6-7.

Permis
refusé.

Règle-
ment de
prohibi-
tion.

Révoca-
tion.

34. 1. Il est loisible à la commission de refuser l'octroi de tout permis.

2. La commission doit refuser l'octroi de tout permis pour la vente de liqueurs alcooliques dans une municipalité où un règlement de prohibition est en vigueur.

Un règlement de prohibition peut, notwithstanding toute loi à ce contraire, être révoqué, en tout temps, quant aux vins et aux bières ou seulement quant aux bières et, dans ce cas, cette révocation non seulement modifie le règlement de prohibition, mais constitue une demande à la commission conformément au paragraphe 4 du présent article. Ce règlement de révocation doit être passé par le conseil et soumis aux électeurs conformément à la loi de prohibition sous laquelle le règlement de prohibition a été passé, et doit établir que la commission peut octroyer tous les permis ou peut restreindre ces octrois quant au nombre et aux espèces de permis.

Refus sur
demande
de la mu-
nicipalité.

3. La commission doit, de plus refuser l'octroi de tout permis pour la vente de liqueurs alcooliques ou d'un certain permis, selon le cas, dans une cité ou ville dont la population dépasse cinq mille habitants et où un règlement de prohibition n'est pas en vigueur, lorsque le conseil municipal a, par règlement, demandé à la commission de refuser l'octroi de tout permis ou de certains permis; pourvu, toutefois, que ce règlement ait été déposé au bureau de la commission et soit en vigueur. Si le dépôt de ce règlement a lieu après que la commission a octroyé un permis dans cette cité ou ville, la commission ne pourra donner effet à la demande avant le 1er mai suivant la date du dépôt.

Refus, à
moins de
demande
par muni-
cipalité.

4. La commission doit, de plus, refuser l'octroi de tout permis dans une municipalité de cité ou de ville dont la population ne dépasse pas cinq mille habitants, ou dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, à moins que cette municipalité ne le demande par un règlement de son conseil, approuvé par la majorité en nombre de ses électeurs municipaux qui ont voté, et déposé au bureau

34. 1. The Commission may refuse to grant any permit. Permit refused.

2. The Commission must refuse to grant any permit for the sale of alcoholic liquor in any municipality where a prohibition by-law is in force. Prohibition by-law.

A prohibition by-law may, at any time, notwithstanding any law to the contrary, be revoked as to wine and beer, or as to beer only, and in such case, such revocation shall not only amend the prohibition by-law but shall constitute a request to the Commission, in conformity with subsection 4 of this section. Such revoking by-law must be passed by the council and be submitted to the electors in accordance with the prohibition act or law under which the prohibition by-law has been passed, and must establish that the Commission may grant all permits or may restrict such grants as to the number and kind of permits. Revocation.

3. The Commission must, in addition, refuse to grant any permit for the sale of alcoholic liquor, or any certain permit, as the case may be, in any city or town whose population exceeds five thousand inhabitants and where a prohibition by-law is not in force, whenever the municipal council has, by by-law, requested the Commission to refuse to grant any permit or certain permits, provided, however, that such by-law be filed in the office of the Commission and be in force. If the filing of such by-law takes place after the Commission has granted a permit in such city or town, the Commission shall be unable to give effect to the request before the first of May next after the date of filing. Refusal at request of municipality.

4. The Commission must in addition refuse to grant any permit in a city or town municipality whose population does not exceed five thousand inhabitants, or in a village or rural municipality, unless such municipality requests it, by a by-law of its council, approved by the majority in number of its municipal electors who have voted, and filed in the office of the Commission. Such request may be re-

Loi de
tempé-
rance.

de la commission. Cette demande peut être restreinte quant au nombre et à l'espèce de permis. Un règlement demandant l'octroi de permis ne peut être révoqué dans le cours des deux années subséquentes. Les dispositions de la Loi de tempérance de Québec (chap. 257) qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent paragraphe s'appliquent, en y faisant les changements nécessaires, à l'approbation et à la révocation de ce règlement.

Exposi-
tions agri-
coles, etc.

5. La commission doit, de plus, refuser l'octroi de tout permis pour vendre des liqueurs alcooliques sur le terrain occupé par une exposition agricole ou manufacturière, ou pour des courses.

Hôtels de
villégiature.

6. Cependant, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 4 du présent article, la commission peut octroyer à toute personne ayant charge d'un hôtel contenant au moins vingt-cinq chambres à coucher disponibles pour recevoir les voyageurs, situé dans une place de villégiature, un permis pour vendre aux voyageurs seulement, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières qu'ils doivent, eux et leurs convives, consommer sur place pendant leurs repas dans cet hôtel. Ce permis est octroyé pour cinq mois seulement et sur paiement des droits et aux conditions que la commission juge à propos d'imposer. S. R. 1925, c. 37, a. 34; 16 Geo. V, c. 21, a. 1; 5 Geo. VI, c. 24, a. 8.

Expira-
tion des
permis.

35. 1. Quelle que soit la date à laquelle un permis octroyé par la commission a été émis, il expire le 30 avril suivant, à moins que ce permis ne soit annulé auparavant par la commission ou que la date à laquelle il doit expirer ne soit antérieure au 30 avril suivant.

Annula-
tion.

La commission peut, à sa discrétion, annuler un permis en tout temps.

Effet.

2. Sauf les dispositions du paragraphe 4 du présent article, l'annulation d'un permis comporte la perte du privilège que ce permis confère et des droits payés pour l'obtenir, ainsi que la saisie et la confiscation, par la commission des liqueurs de Québec, qui se trouvent en la possession du porteur du permis, et des réceptacles qui les contiennent, sans que des procédures judiciaires soient requises pour cette confiscation.

stricted as to the number and kind of permits. A by-law requesting the granting of permits cannot be revoked during the two years next following. The provisions of the Quebec Temperance Act (Chap. 257) which are not incompatible with the provisions of this subsection shall apply, *mutatis mutandis*, to the approval and revocation of such by-law.

Provisions
to apply.

5. The Commission must, in addition, refuse to grant any permit to sell alcoholic liquor upon the grounds occupied by an agricultural or industrial exhibition or for any race-meeting.

Agricul-
tural exhi-
bition,
etc.

6. Nevertheless, notwithstanding the provisions of subsections 2 and 4 of this section, the Commission may grant to any person having charge of a hotel, containing at least twenty-five bedrooms to receive travellers, situated in a summer resort, a permit to sell to travelers only, by the glass or by the bottle, wine and beer which they, themselves and their guests, must consume on the premises during their meals in such hotel. Such permit shall be granted for five months only and upon payment of such duties and on such conditions as the Commission may think proper to impose. R. S. 1925, c. 37, s. 34; 16 Geo. V, c. 21, s. 1; 5 Geo. VI, c. 24, s. 8.

Hotel in
summer
resort.

35. 1. Whatever be the date of issue of any permit granted by the Commission, such permit shall expire on the 30th of April following, unless it be cancelled by the Commission before such date, or unless the date at which it must expire be prior to the 30th of April following.

Expiry of
permit.

The Commission may cancel any permit at its discretion.

Cancellat-
ion.

2. Saving the provisions of subsection 4 of this section, the cancellation of a permit shall entail the loss of the privilege conferred by such permit, and of the duties paid to obtain it, and the seizure and confiscation by the Commission of the alcoholic liquor found in the possession of the holder thereof, and the receptacles containing it, without any judicial proceedings being required for such confiscation.

Effect.

Signification.	L'annulation d'un permis est signifiée par le ministère d'un huissier, qui doit laisser un double de l'ordre d'annulation, signé par trois des membres de la commission, à la personne même qui était munie du permis ou à une autre personne raisonnable, à son domicile ou à sa place d'affaires.	The cancellation of a permit shall be served by a bailiff leaving a duplicate of such order of cancellation, signed by three members of the Commission, with the holder of such permit or with any other reasonable person at his domicile or place of business.	Service.
Effet.	L'annulation prend effet à compter de cette signification.	The cancellation shall take effect as soon as the order is served.	Effect.
Poursuite malgré annulation.	3. L'annulation d'un permis n'empêche pas le procureur général d'intenter une poursuite ou action pour une infraction aux dispositions de la présente loi que la personne munie de ce permis a commise pendant qu'il était en vigueur, ni de demander la confiscation de liqueurs alcooliques saisies avant cette annulation.	3. The cancellation of a permit shall not prevent the Attorney-General from instituting any prosecution or action for any offence under any provision of this act by the person who was the holder of such permit while the same was in force, nor from applying for the confiscation of any alcoholic liquor seized before such cancellation.	Prosecution despite cancellation.
Effet de la condamnation.	Une condamnation obtenue pour une infraction à une ou plusieurs des dispositions des articles 55 ou 56 de la présente loi, n'empêche pas d'annuler le permis du contrevenant, ni d'opérer en même temps la saisie et la confiscation des liqueurs alcooliques trouvées en sa possession.	No conviction obtained for any offence under one or more of the provisions of sections 55 or 56 of this act shall prevent the cancelling of the permit of any offender nor making at the same time a seizure and confiscation of the alcoholic liquor.	Effect of conviction.
Remises.	4. Si l'annulation du permis n'est pas précédée ou suivie de condamnation pour une infraction à la présente loi, que la personne qui était munie de ce permis a commise pendant qu'il était en vigueur, la commission remet à la personne qui en était munie: a) La partie des droits que cette personne a payés pour l'octroi de son permis, proportionnellement au nombre de mois complets de calendrier qui restent à courir avant le 1er mai suivant; b) Le produit de la vente que la commission, après les avoir saisies et confisquées, fait des bières dont le titrage alcoolique ne dépasse pas quatre pour cent en poids, moins dix pour cent de ce produit; c) La valeur, selon que l'établit la commission, des autres liqueurs alcooliques par elle saisies et confisquées, moins dix pour cent de cette valeur.	4. If the cancellation of the permit be not preceded or followed by a conviction for any offence under this act committed by the holder of such permit while it was in force, the Commission shall remit to such holder,— a. Such part of the duties which such person has paid upon the granting of such permit, proportionate to the number of full calendar months still to run up to the 1st of May following; b. The proceeds of every sale by the Commission, after the seizure and confiscation thereof, of beer having an alcoholic content of not more than four per cent, in weight, less ten per cent of such proceeds; c. The value, as determined by the Commission, of the other alcoholic liquor seized and confiscated, less ten per cent of such value.	Remission.
Prête-nom.	5. Sauf le cas où un permis est octroyé à une personne pour le compte d'une société ou corporation conformément à l'article 32, la commission doit annuler tout permis exploité pour le compte d'une personne autre que le permissionnaire. S. R. 1925, c. 37, a. 35; 24 Geo. V, c. 17, a. 3.	5. Save in the case where a permit is granted to an individual on behalf of a partnership or corporation, in accordance with section 32, the Commission must cancel every permit made use of on behalf of any person other than the holder. R. S. 1925, c. 37, s. 35; 24 Geo. V, c. 17, s. 3.	Prête-nom.

Annula-
tion obli-
gatoire.

36. La commission doit annuler tout permis:

1° Sur production d'une condamnation définitive prononcée contre le permissionnaire, son agent ou employé, pour vente, dans l'établissement, de liqueurs alcooliques illégalement fabriquées ou achetées en contravention à la présente loi;

2° Sur production de trois condamnations définitives prononcées contre le permissionnaire pour contravention à la présente loi;

3° S'il appert que le permissionnaire a, sans l'autorisation de la commission, cédé, vendu, donné en gage ou autrement aliéné, les droits conférés par un permis. S. R. 1925, c. 37, a. 35a; 5 Geo. VI, c. 24, a. 9.

36. The Commission must cancel a permit: Cancellation obligatory.

1. Upon the production of a final condemnation, rendered against the permit-holder, his agent or employee, for selling, in the establishment, alcoholic liquor manufactured illegally or purchased in violation of this act;

2. Upon the production of three final condemnations rendered against the permit-holder for violation of this act;

3. If it appears that the permit-holder has, without the Commission's authorization, transferred, sold, pledged or otherwise alienated the rights conferred by the permit. R. S. 1925, c. 37, s. 35a; 5 Geo. VI, c. 24, s. 9.

Trans-
port des
droits.

37. 1. Les droits que confère un permis ne peuvent être transportés par la commission qu'au cas de décès de la personne à qui la commission avait octroyé ce permis ainsi qu'aux autres cas que la commission peut définir et peut admettre sur paiement des droits imposés et aux conditions qu'elle juge à propos d'exiger.

37. 1. The rights conferred by a permit may not be transferred by the Commission, except in case of the death of the person to whom the Commission granted such permit and in the other cases which the Commission may determine and may allow upon payment of the duties imposed and subject to such conditions as it may deem fit to require. Transfer of rights.

Change-
ment de
local.

2. La commission peut permettre à toute personne munie d'un permis de changer de local.

2. The Commission may allow any holder of a permit to move from one premises to another. Changing premises.

Vente
forcée de
liqueurs.

3. Au cas de saisie de liqueurs alcooliques en vertu d'un jugement rendu contre une personne munie d'un permis, et de faillite ou cession de biens de cette personne, le shérif ou l'huissier chargé du bref d'exécution ou, suivant le cas, le syndic ou curateur, ou le cessionnaire pour le bénéfice des créanciers, doit, au lieu de les vendre, livrer à la commission les liqueurs alcooliques trouvées en la possession de ladite personne et les réceptacles qui les contiennent. La commission doit, dans le mois qui suit la date de la livraison, remettre à l'officier qui a fait cette livraison:

3. In case of seizure of alcoholic liquor, under any judgment rendered against the holder of a permit, or in case of the insolvency or abandonment of property of such person, the sheriff or bailiff entrusted with the writ of execution, or, as the case may be, the trustee or curator or the assignee for the benefit of the creditors, must, instead of selling it, deliver to the Commission all alcoholic liquor found in the possession of the said person, and the receptacles containing it. The Commission must, within one month after the date of such delivery, hand over to the officer who has made such delivery,— Forced sale of liquor.

a) Le produit de la vente que fait la commission des bières et des réceptacles ainsi livrés et dont le titrage alcoolique ne dépasse pas quatre pour cent en poids, moins dix pour cent de ce produit;

a. The proceeds of the sale made, by the Commission, of beer and the receptacles so delivered, and the alcoholic content of which is not more than four per cent, in weight, less ten per cent of such proceeds;

b) La valeur, selon que l'établit la commission, des autres liqueurs alcooliques et des réceptacles ainsi livrés, moins dix pour

b. The value, as established by the Commission, of the other alcoholic liquor and the receptacles so delivered, less ten

cent de cette valeur. S. R. 1925, c. 37, a. 36; 16 Geo. V, c. 21, a. 2.

per cent of such value. R. S. 1925, c. 37, s. 36; 16 Geo. V, c. 21, s. 2.

§ 3.—*Des droits payables sur l'octroi de permis*

§ 3.—*Duties payable upon Granting of Permits*

Droits.

38. Les droits payables sur les demandes de permis prévus par la présente loi, l'émission de ces permis et le transfert des droits que ces permis confèrent sont fixés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Applica-
tion.

Si le permis est octroyé, les droits payés sur la demande sont appliqués au paiement des droits payables sur l'émission du permis. S. R. 1925, c. 37, aa. 37-38; 16 Geo. V, c. 21, a. 3; 17 Geo. V, c. 21, a. 2; 19 Geo. V, c. 22, a. 1; 1 Geo. VI, c. 23, a. 1; 5 Geo. VI, c. 24, aa. 10 et 12.

38. The duties payable upon the application for a permit contemplated by this act, the granting of such permit and the transfer of the rights conferred by such permit shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

When any permit is granted, the duties paid upon the application therefor shall be applied to the payment of the duties exigible upon the issuing of such permit. R. S. 1925, c. 37, ss. 37-38; 16 Geo. V, c. 21, s. 3; 17 Geo. V, c. 21, s. 2; 19 Geo. V, c. 22, s. 1; 1 Geo. VI, c. 23, s. 1; 5 Geo. VI, c. 24, ss. 10 and 12.

Permis
octroyé
après le
1er mai.

39. Au cas où une personne commence après le 1er mai à faire le commerce pour lequel un permis est requis, la commission peut accepter un montant de droit proportionnel au nombre de mois courant depuis le 1er du mois dans lequel cette personne commence à exercer ce commerce, jusqu'au 1er mai suivant. S. R. 1925, c. 37, a. 39.

39. In case any person commences after the 1st of May to carry on any business for which a permit is required, the Commission may accept an amount of duty proportionate to the number of months of the year still to run, from the first day of the month in which he begins to carry on such business, to the first day of May following. R. S. 1925, c. 37, s. 39.

Remise de
droits.

40. Au cas où un permis cesse d'être exploité, à raison du décès de la personne qui en était munie et du refus par la commission de transporter à une autre personne, pour le bénéfice des représentants légaux de la personne décédée, les droits conférés par ce permis, la commission remet aux représentants légaux une partie des droits qu'elle a reçus, proportionnellement au nombre de mois complets de calendrier qui restent à courir avant le 1er mai suivant. S. R. 1925, c. 37, a. 40.

40. In case any permit ceases to be used, by reason of the death of the person who was the holder thereof, and the refusal on the part of the Commission to transfer the rights granted by such permit to any other person for the benefit of the legal representatives of such deceased person, the Commission shall hand back to such legal representatives a share of the duties received, proportionate to the number of full calendar months still to run, up to the 1st of May following. R. S. 1925, c. 37, s. 40.

§ 4.—*Du débit des liqueurs*

§ 4.—*Special Provisions*

Bouteilles
de
liqueurs.

41. Les liqueurs alcooliques embouteillées qu'une personne munie d'un permis pour en vendre, se procure dans le but de les distribuer à ses clients ou à ses hôtes, doivent être, pendant qu'ils sont dans le local où cette personne exerce son commerce de liqueurs, gardés dans les bouteilles dans lesquelles ils lui ont été livrés. Tant

41. Bottled alcoholic liquor procured by the holder of a permit for the sale thereof, for the purpose of delivering the same to his customer or guests, must, while in the place where he carries on his commerce in liquor, be kept in the bottles in which it was delivered to him. So long as any such bottle bears the mark or label

que ces bouteilles portent la marque ou étiquette qu'elles portaient lors de leur livraison, il est défendu d'y mettre aucune autre liqueur, substance ou liquide, et ni le permissionnaire ni une personne agissant pour lui, après que la liqueur embouteillée dans une desdites bouteilles en a été retirée, ne peuvent remplir celle-ci, entièrement ou partiellement, en vue de fournir une liqueur, substance ou liquide à un client ou à un hôte.

Marque
ou
étiquette.

Ledit permissionnaire ne doit ni faire usage, ni permettre qu'il soit fait usage, sur une bouteille dans laquelle des liqueurs sont gardées en vente dans son local, d'une marque ou étiquette n'indiquant pas avec précision et clarté la nature du contenu de cette bouteille ou pouvant de quelque manière induire en erreur un client ou un hôte sur la nature, la composition ou la qualité de ce contenu.

Mélange
de
liqueurs.

Ledit permissionnaire ni une autre personne ne doivent, pour aucune raison, mêler, permettre de mêler ou faire mêler une liqueur alcoolique qu'il n'est pas autorisé à vendre, avec une liqueur alcoolique que son permis l'autorise à vendre. S. R. 1925, c. 37, a. 41; 5 Geo. VI, c. 24, a. 13.

Heures de
vente par
la comm.

42. 1. La commission ne doit pas vendre ni livrer, les jours de fête ci-après déterminés, ni avant neuf heures du matin ni après six heures du soir les autres jours.

Idem.

La commission peut cependant vendre et livrer dans ceux de ses magasins qu'elle détermine par règlement et jusqu'à l'heure de l'après-midi, mais pas après onze heures, qu'elle fixe également par règlement.

Bras-
seurs.

2. Il est défendu aux brasseurs de vendre ou livrer les jours de fête ci-après déterminés et avant sept heures du matin et après six heures du soir les autres jours.

Magasins.

3. Il est défendu aux personnes ayant un permis pour vendre des bières dans un magasin, d'en vendre ou livrer les jours de fête ci-après déterminés, et les autres jours avant huit heures du matin et après onze heures du soir.

Tavernes.

4. Il est défendu aux personnes ayant un permis pour vendre des bières dans une taverne, d'en vendre ou livrer les jours

which it bore when delivered, he is forbidden to put therein any other liquor, substance or liquid; and no holder of a permit, nor any one on his behalf, after the liquor bottled in one of the said bottles has been poured out, may refill such bottle, either wholly or in part, with intent to supply liquor or any other substance or liquid to any customer or guest.

No holder of a permit must use or allow the use of any mark or label on a bottle in which liquor is kept for sale in his place which does not precisely and clearly indicate the nature of the contents of such bottle, or which might in any way deceive any customer or guest as to the nature, composition or quality of such contents.

Mark or
label.

No such holder of a permit, nor any other person, must for any reason mix or permit the mixing of or cause to be mixed, any alcoholic liquor which he is not authorized to sell with any alcoholic liquor the sale of which is authorized by his permit. R. S. 1925, c. 37, s. 41; 5 Geo. VI, c. 24, s. 13.

Mixing
liquor.

42. 1. The Commission shall not sell or deliver on any holiday as hereinafter determined, nor before nine o'clock in the morning nor after six o'clock in the evening of any other day.

Hours for
sale by
Com.

Furthermore, the Commission may sell and deliver in such of its stores as it may fix by regulation, until such hour in the afternoon, but not after eleven o'clock, as it may also fix by regulations.

Idem.

2. It is forbidden for any brewer to sell or deliver on any holiday as hereinafter determined, or before seven o'clock in the morning or after six o'clock in the evening of any other day.

Brewer.

3. It is forbidden for any holder of a permit for the sale of beer in a store, to sell or deliver the same on any holiday as hereinafter determined, or on any other day before eight o'clock in the morning or after eleven o'clock in the evening.

Store.

4. It is forbidden for any holder of a permit for the sale of beer in a tavern, to sell or deliver the same on any holiday as

Tavern.

de fête ci-après déterminés, et les autres jours avant huit heures du matin et après onze heures du soir. En dehors des jours et des heures où la vente y est permise, les tavernes doivent être fermées.

Vente la nuit.

5. Il est défendu à une personne ayant un permis pour la vente de liqueurs alcooliques dans un hôtel, une auberge, un café, un restaurant, un club, un bateau vapeur ou un wagon-restaurant, d'en vendre ou en livrer, dans la cité de Montréal entre deux heures et huit heures du matin, dans la cité de Québec entre une heure et huit heures du matin, ailleurs entre minuit et huit heures du matin.

Jours de fête.

Les jours de fête, depuis le commencement du jour à minuit jusqu'au lendemain à huit heures du matin, une personne ayant un tel permis ne peut vendre que des bières et vins à des voyageurs (ou membres, selon le cas), pendant leur repas et cela entre une heure après midi et neuf heures du soir seulement.

Change-ment des heures de fermeture.

La commission pourra cependant, par règlement qui devra être approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, prolonger l'heure de fermeture ou l'avancer, pour tous les établissements licenciés ou pour une ou plusieurs classes d'établissements licenciés, et ces heures pourront varier suivant les localités, mais ne devront cependant pas être prolongés au delà de minuit.

Jours de fête.

6. Aux fins du présent article, sont considérés comme jours de fête:

- a) Les dimanches;
- b) Le premier de l'an;
- c) L'Épiphanie, le mercredi des Cendres, le Vendredi saint, l'Ascension, la Toussaint, la Conception et Noël;
- d) Et, pour la circonscription où a lieu une élection municipale ou l'élection d'un député à la Chambre des communes du Canada ou à l'Assemblée législative, le jour où il est procédé au vote dans cette élection.

Heure avancée.

7. Dans les municipalités où l'avance de l'heure est décrétée, cette avance s'applique aux heures mentionnées au présent article, durant la période de temps où cette avance existe. S. R. 1925, c. 37, a. 42; 16 Geo. V, c. 21, a. 4; 17 Geo. V, c. 21, a. 3; 19 Geo. V, c. 22, a. 2; 20 Geo. V, c. 32, a. 1; 23 Geo. V, c. 19, a. 1; 24 Geo. V,

hereinafter determined, or on any other day before eight o'clock in the morning or after eleven o'clock in the evening. Except on the days and at the hours when the sale is permitted therein, taverns must be closed.

5. It is forbidden for any holder of a permit for the sale of alcoholic liquor in a hotel, inn, café, restaurant, club, steamboat or dining-car, to sell or deliver any such liquor, in the city of Montreal, between two o'clock and eight o'clock in the morning; in the city of Quebec, between one o'clock and eight o'clock in the morning, and, elsewhere, between midnight and eight o'clock in the morning.

On holidays, from the beginning of the day at midnight until eight o'clock in the morning of the following day, the holder of any such permit may only sell beer and wine to travellers (or members, as the case may be), during meals and then only between one o'clock in the afternoon and nine o'clock in the evening.

The Commission may, however, by a regulation which must be approved by the Lieutenant-Governor in Council, retard or advance the hour for closing, for all licensed establishments or for one or more classes of licensed establishments, and such hours may vary according to the locality, but must not, however, be extended beyond midnight.

6. For the purposes of this section, the following shall be considered as holidays:

- a. Sundays;
- b. New Year's Day;
- c. Epiphany, Ash Wednesday, Good Friday, Ascension Day, All Saints Day, Conception Day, Christmas Day; and
- d. For any territory where any municipal election or election of a member of the Canadian House of Commons or of the Legislative Assembly is held, the day upon which the polling for such election takes place.

7. In any municipality where daylight-saving time is enacted, such daylight-saving time shall apply to the hours mentioned in this section, for the period during which such daylight-saving time exists. R. S. 1925, c. 37, s. 42; 16 Geo. V, c. 21, s. 4; 17 Geo. V, c. 21, s. 3; 19 Geo. V, c. 22, s. 2; 20 Geo. V, c. 32, s. 1;

Sale at night.

Holidays.

Changing closing hour.

Holidays.

Daylight-saving time.

c. 18, a. 1; 25-26 Geo. V, c. 20, a. 1; 3 Geo. VI, c. 22, a. 4; 5 Geo. VI, c. 24, a. 14.

23 Geo. V, c. 19, s. 1; 24 Geo. V, c. 18, s. 1; 25-26 Geo. V, c. 20, s. 1; 3 Geo. VI, c. 22, s. 4; 5 Geo. VI, c. 24, s. 14.

Personnes
aux-
quelles il
est
défendu
de vendre.

43. Il est défendu de vendre des liqueurs alcooliques:

1° À toute personne n'ayant pas atteint l'âge de vingt ans;

2° À tout interdit;

3° À tout tenancier ou pensionnaire de maison de désordre;

4° À toute personne déjà condamnée pour ivresse ou pour une infraction causée par l'ivresse;

5° À toute personne qui a l'habitude de boire à l'excès des liqueurs alcooliques et à qui la commission a, après enquête, décidé d'interdire la vente de ces liqueurs, sur la demande qui lui en a été faite par le mari, la femme, le père, la mère, le frère, la sœur, le curateur, le patron ou autre individu à la charge ou ayant charge de ladite personne ou par le curé, pasteur, ou maire de la localité. L'interdiction, dans ce cas, dure jusqu'à ce qu'elle soit levée par la commission;

6° À toute personne qui est manifestement sous l'influence de liqueurs alcooliques.

Avis de la
commis-
sion.

Une vente faite à une des personnes mentionnées aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° ci-dessus ne constitue une infraction pour le vendeur que si la commission l'a informée, par lettre recommandée, qu'il est défendu de vendre à telle personne.

Livrai-
son.

La livraison de liqueurs alcooliques faite à une des personnes mentionnées au présent article équivaut à une vente. Cependant, si cette livraison est faite à l'une des personnes mentionnées aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus par son parent ou une autre personne en ayant charge, et si elle est faite gratuitement, elle ne constitue pas une infraction. S. R. 1925, c. 37, a. 43; 5 Geo. VI, c. 24, a. 15.

Refus de
vendre.

44. La commission peut, à sa discrétion, refuser d'effectuer toute vente de liqueurs alcooliques, sauf les ventes de liqueurs pour les besoins du culte.

Vins pour
fins reli-
gieuses.

La commission devra se procurer et tenir constamment à la disposition des ministres du culte les vins qui sont approuvés

43. It is forbidden to sell any alcoholic liquor,—

Persons to
whom sale
is for-
bidden.

1. To any person who has not reached the age of twenty years;

2. To any interdicted person;

3. To any keeper or inmate of a disorderly house;

4. To any person already convicted of drunkenness or of any offence caused by drunkenness;

5. To any person who habitually drinks alcoholic liquor to excess, and to whom the Commission has, after investigation, decided to prohibit the sale of such liquor upon application to the Commission by the husband, wife, father, mother, brother, sister, curator, employer or other person depending upon or in charge of such person, or by the curé, pastor or mayor of the place. The interdiction in such case shall last until removed by the Commission;

6. To any person obviously under the influence of alcoholic liquor.

No sale made to any of the persons mentioned in paragraphs 2, 3, 4 and 5 above, shall constitute an offence by the vendor unless the Commission have informed him, by registered letter, that it is forbidden to sell to such person. Notice by Commission.

The delivery of alcoholic liquor to any one of the persons mentioned in this section shall be equivalent to a sale. Nevertheless, if such delivery be made to any one of the persons, mentioned in paragraphs 1 and 2 above, by his relation or by any other person having charge of him, and if it be made gratuitously, it shall not constitute an offence. R. S. 1925, c. 37, s. 43; 5 Geo. VI, c. 24, s. 15. Delivery.

44. The Commission may, at its discretion, refuse to make any sale of alcoholic liquor, except for religious purposes. Refusal to sell.

The Commission must procure and keep constantly on hand for ministers of religion, such wine as is approved by Wine for religious purposes.

par les autorités religieuses et requis pour le service divin ou des fins religieuses. S. R. 1925, c. 37, a. 44.

the religious authorities and required for divine service or religious purposes. R. S. 1925, c. 37, s. 44.

Garde des
liqueurs.

45. 1. Aucune liqueur alcoolique ne peut être gardée dans la province, excepté:

45. 1. No alcoholic liquor may be kept in the province, except,— Keeping liquor.

a) Dans les magasins et entrepôts de la commission, ou autres bâtiments dont elle a le contrôle;

a. In stores and warehouses of the Commission or in some other place under its control;

b) Dans les établissements où il est expressément permis par la commission de vendre cette espèce de liqueur;

b. In an establishment where it is expressly permitted by the Commission to sell such variety of liquor;

c) Dans les établissements où il est expressément permis par la commission de garder cette espèce de liqueur;

c. In an establishment where it is expressly permitted by the Commission to keep such variety of liquor;

d) Dans les établissements où, par exception, il est permis par la loi d'en garder;

d. In an establishment where, by exception, it is permitted by law to keep the same;

e) Dans la résidence de toute personne, pourvu que la liqueur ne soit pas gardée dans l'intention d'en vendre (une seule vente suffira à établir cette intention);

e. In the residence of any person, provided such liquor be not kept with intent to sell the same (and one sale shall suffice to establish such intent);

f) Dans les bagages d'un voyageur qui transporte cette liqueur pour son usage personnel;

f. In the baggage of a traveler who is transporting such liquor for his personal use; or

g) Et, pour le vin, dans les églises, chapelles et dépendances.

g. As to wine, in a church, chapel or dependency.

Infrac-
tion.

2. Garder une liqueur alcoolique ailleurs que dans les endroits mentionnés au présent article constitue une infraction à la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 45; 5 Geo. VI, c. 24, a. 16.

2. The keeping of alcoholic liquor elsewhere than in the places mentioned in this section shall constitute an offence under this act. R. S. 1925, c. 37, s. 45; 5 Geo. VI, c. 24, s. 16. Offence.

Trans-
port des
bières.

46. Aucune bière ne peut être transportée dans la province, excepté:

46. No beer may be transported in the Province, except,— Transportation of beer.

1° Directement de l'établissement du brasseur ou du garde-magasin, à l'établissement, en cette province, d'un garde-magasin muni d'un permis ou d'une personne munie d'un permis pour en vendre, ou à un endroit en dehors de la province; ou

1. Directly from the establishment of the brewer or of the store-keeper, to the establishment, in this Province, of a store-keeper who is the holder of a permit to sell such beer, or of any holder of a permit to sell the same, or to a place outside the Province; or

2° Directement du magasin d'une personne munie d'un permis pour en vendre dans un magasin, à la résidence, en cette province, d'une personne qui l'a achetée pour son usage personnel.

2. Directly from the store of a holder of a permit to sell the same in a store, to the residence in this Province of any person who has bought the same for his personal use.

Réserve.

Toutefois en ce dernier cas, si les bières doivent être expédiées à un endroit situé en cette province, leur transport en dehors de la municipalité où est situé le magasin de la personne autorisée à en vendre, ou en dehors d'une municipalité contiguë à celle où est situé cet établissement, ne doit être effectué que par chemin de fer, bateau à

Nevertheless, in such latter case, if the beer is to be shipped to a point within the Province, the transportation thereof outside of the municipality in which the store of the person authorized to sell the same is situated, or outside of an adjoining municipality, must be made only by railway, steamboat, or by the purchaser Proviso.

vapeur, ou par l'acheteur lui-même, à condition qu'il les transporte dans son propre véhicule ou dans un véhicule qu'il a loué, directement à sa résidence ou, s'il est muni d'un permis pour en vendre, à son établissement; mais un pareil transport ne peut être effectué par le vendeur, ni par un employé, agent ou représentant de ce vendeur, non plus que par une autre personne intéressée dans la vente.

Lettre de
voiture.

De plus, si le transport de la bière est effectué par chemin de fer ou bateau à vapeur, la personne transportant cette bière doit avoir sur elle et exhiber à demande une lettre de voiture mentionnant le nom et l'adresse de l'expéditeur, et le nom et l'adresse du destinataire. S. R. 1925, c. 37, a. 46; 16 Geo. V, c. 21, a. 5; 4 Geo. VI, c. 20, a. 2.

Saisie, etc.

47. Toute liqueur alcoolique, gardée ou transportée en contravention à l'article 45 ou 46, peut être saisie, sans mandat, par tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71, et être confisquée. S. R. 1925, c. 37, a. 47; 24 Geo. V, c. 17, a. 4.

§ 5.—*Des alcools employés dans les médicaments et dans certains produits, des liqueurs, vins et alcools, fabriqués dans la province*

Médecins, etc.

48. 1. Aucune disposition de la présente loi n'empêche une personne exerçant en la province la médecine, la chirurgie ou l'obstétrique, et enregistrée comme telle en vertu de la Loi médicale de Québec (chap. 264), ou licenciée comme telle par l'Association homéopathique de Montréal, ou une personne licenciée en chirurgie dentaire et inscrite comme telle dans la province, ou une personne exerçant la profession de médecin vétérinaire et inscrite comme telle en vertu de la Loi des médecins vétérinaires (chap. 269): d'acheter des alcools et de s'en servir pour des fins de dissolution ou de stérilisation dans sa propre pratique, ou dans une préparation pour traitement externe qu'elle donne elle-même; et d'acheter du brandy, tel que défini dans la Pharmacopée britannique, ou du guildive (rhum), pour usage dans la composition de ses remèdes; toute-

himself, on condition that he transports it in his own vehicle or in a vehicle hired by him, directly to his residence or, if he be the holder of a permit to sell, to his establishment; but such transportation must not be by the vendor nor by any employee, agent or representative of such vendor, nor by any other person interested in the sale.

Moreover, if the transportation of the beer be effected by railway or steamboat, the person transporting such beer shall have in his possession and produce upon request a way-bill containing the name and address of the shipper and the name and address of the consignee. R. S. 1925, c. 37, s. 46; 16 Geo. V, c. 21, s. 5; 4 Geo. VI, c. 20, s. 2.

47. Any alcoholic liquor kept or transported in contravention of section 45 or 46 may be seized without warrant by any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71, and confiscated. R. S. 1925, c. 37, s. 47; 24 Geo. V, c. 17, s. 4.

§ 5.—*Alcohol used for certain Medicinal Purposes, and Liquor manufactured in the Province*

48. 1. No provision of this act shall prevent any person practising medicine, surgery or obstetrics in the Province, registered as such under the Quebec Medical Act, (Chap. 264) or licensed as such by the Montreal Homœopathic Association, or any person licensed as a dental surgeon, and registered as such in the Province, or any person practising the profession of veterinary surgeon, and registered as such under the Veterinary Surgeons Act (Chap. 269)—from purchasing alcohol and using the same for purposes of solution or sterilization in his own practice, or in any preparation for external application administered by himself, or from purchasing brandy, such as defined in the British Pharmacopeia, or rum,—for use in compounding his medicines;— provided, however, that no such person may sell any such alcohol or spirits

fois, cette personne ne peut vendre ces alcools ou spiritueux autrement qu'en les employant elle-même aux fins susdites.

Pharmaciens.

2. Aucune disposition de la présente loi n'empêche une personne inscrite comme licenciée en pharmacie conformément à la Loi de pharmacie (chap. 267) et ayant une pharmacie:

a) D'acheter des liqueurs alcooliques pour ses préparations médicales, officinales ou pharmaceutiques, pourvu qu'elle ne vende pas ces liqueurs alcooliques autrement qu'en les employant elle-même aux fins susdites;

b) D'acheter de l'alcool éthylique à quatre-vingt quatorze pour cent (65 O. P.), et de vendre cet alcool pour des fins d'obstétrique ou d'antisepsie seulement, en quantité n'excédant pas deux onces, sur prescription d'un médecin autorisé à pratiquer la médecine dans la province, ou sur son simple certificat, si la vente lui est faite personnellement; pourvu que cette vente ait lieu pendant les heures et les jours où la commission ne peut vendre.

Achat de la commission.

3. Toute personne mentionnée au présent article doit acheter ces liqueurs alcooliques directement de la commission. Celle-ci peut, à sa discrétion, refuser de vendre la quantité demandée. S. R. 1925, c. 37, a. 48; 5 Geo. VI, c. 24, a. 17.

Distillateurs, etc.

49. Aucune disposition de la présente loi n'empêche un distillateur dûment licencié par le gouvernement du Canada pour fabriquer des alcools et des spiritueux en cette province, ou un fabricant de vin en cette province, d'avoir ou de garder pour les vendre, dans son établissement en cette province, les liqueurs alcooliques qu'il a ainsi fabriquées, et de les y vendre et livrer.

Réserve.

Toutefois, si ces liqueurs alcooliques doivent être expédiées à un endroit situé en cette province, ce distillateur ou ce fabricant ne peut les vendre qu'à la commission; et ce distillateur ou ce fabricant doit, dans tous les cas, se conformer aux autres dispositions de la présente loi qui lui sont applicables.

Permis spécial.

La commission peut aussi, aux conditions qu'elle établit, octroyer à un distillateur, dûment licencié par le gouvernement du Canada pour fabriquer des alcools et

except when used by him for the purposes above mentioned.

2. No provision of this act shall prevent any person entered as a licentiate in pharmacy in accordance with the Quebec Pharmacy Act (Chap. 267) and keeping a drug store,—

Drug-gista.

a. From purchasing alcoholic liquor, for use in medicinal, officinal or pharmaceutical preparations,—provided, however, that no such person may sell such alcoholic liquor except when used by him for such purposes; or

b. From purchasing ethyl alcohol at ninety-four per cent (65 O. P.), and selling the same for obstetrical or antiseptic purposes only, in quantities not exceeding two ounces, upon prescription of a physician authorized to practise medicine in this Province, or upon the mere certificate of the latter if the sale be made to him personally;—provided, however, that such sale shall take place only at such hours and upon such days during which the Commission may not sell.

3. Every such person must purchase such alcoholic liquor directly from the Commission. The latter may, at its discretion, refuse to sell the quantity applied for. R. S. 1925, c. 37, s. 48; 5 Geo. VI, c. 24, s. 17.

Purchase from Commission.

49. No provision of this act shall prevent any distiller duly licensed by the Government of Canada for the manufacture of alcohol or spirits in the Province, or any wine manufacturer in the Province, from having or keeping for sale in his establishment in the Province, alcoholic liquor so manufactured by him, or from selling or delivering the same.

Distillers, etc.

However, if such alcoholic liquor is to be shipped to a place in the Province, such distiller or manufacturer may sell it only to the Commission; and such distiller or manufacturer must, in every case, comply with every other provision of this act which may be applicable.

Proviso.

The Commission may likewise, upon the conditions it determines, grant to any distiller, duly licensed by the Government of Canada for the manufacture of

Special permit.

des spiritueux en cette province, un permis spécial autorisant ce distillateur à acheter et à importer de personnes autorisées à en vendre, des vins ou des spiritueux, à seule fin de les mélanger à ces produits et de leur donner la saveur. S. R. 1925, c. 37, a. 49; 5 Geo. VI, c. 24, a. 18.

alcohol and spirits in the Province, a special permit authorizing such distiller to purchase and import, from such persons as are entitled to sell the same, wines or spirits to be used for the sole purpose of blending with and flavoring such products. R.S. 1925, c.37, s.49; 5 Geo. VI, c. 24, s.18.

Alcool pour fabrication d'articles.

50. 1. Aucune disposition de la présente loi n'empêche la commission de consentir à la vente et à la livraison d'alcool potable ou non potable, par les distillateurs, directement aux fabricants d'articles requérant cet alcool, pourvu que chaque quantité d'alcool ainsi vendue et livrée ne soit pas moindre qu'un baril, et pourvu que telle vente et telle livraison soient faites sujettes à telles conditions et pour telle considération que la commission peut établir.

Rapport à la commission.

2. Les manufacturiers d'articles dont la fabrication ou la conservation requiert de l'alcool, des spiritueux ou des vins doivent, le premier mai de chaque année, faire rapport à la commission de la quantité de chaque espèce de ces liqueurs alors en leur possession, des endroits où elles se trouvent, des quantités de chaque espèce de ces liqueurs qui sont entrées dans la fabrication des produits qu'ils sont autorisés à fabriquer, des noms et adresses de ceux à qui ces produits ont été livrés, et en même temps, aviser la commission de la quantité approximative de chaque espèce qu'ils requerront dans les douze mois de cette date. S. R. 1925, c. 37, a. 50; 5 Geo. VI, c. 24, a. 19.

Produits contenant de l'alcool.

51. Aucune disposition de la présente loi n'empêche, pour la seule raison qu'il contient des liqueurs alcooliques, de vendre:

1° Un parfum, lotion, teinture, cirage (*dressing*), vernis, extrait, essence, fluide ou vinaigre;

2° Une préparation officinale, médicinale ou pharmaceutique, ni un médicament particulier, *proprietary* ou breveté, uniquement destiné à des fins médicinales; pourvu que ce produit ne contienne pas de l'alcool en excès de la quantité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou pourvu qu'il soit suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir de breuvage. S. R. 1925, c. 37, a. 51.

Réserve.

Alcohol for manufacturing purposes.

50. 1. No provision of this act shall prevent the Commission from agreeing to the sale and delivery of potable or non-potable alcohol from a distiller direct to a manufacturer of articles requiring such alcohol, provided that each quantity of alcohol so sold and delivered be not less than one barrel, and provided that such sale and delivery be made subject to such conditions and for such consideration as the Commission may establish.

Return to Commission.

2. Every manufacturer of articles, for the manufacture or the conservation of which alcohol, spirits or wine is necessary, must, on the first of May of every year, make a return to the Commission of the quantity of each variety of such liquor at that time in his possession, of the places where it is kept, of the quantities of each variety of such liquor which has entered into the manufacture of the products which he is authorized to manufacture, of the names and addresses of the persons to whom such products have been delivered and, at the same time, advise the Commission of the approximate quantity of each variety that he may require within the twelve months next after such date. R. S. 1925, c. 37, s. 50; 5 Geo. VI, c. 24, s. 19.

Products containing alcohol.

51. No provision of this act shall, by reason only that such product contains any alcoholic liquor, prevent,—

1. The sale of any perfume, lotion, tincture, varnish, dressing, fluid extract or essence, or vinegar;

2. The sale of any officinal, medicinal or pharmaceutical preparation, or of any patent or proprietary medicine intended solely for medicinal purposes,—

Proviso.

provided that such product does not contain alcohol in any greater quantity than the amount required as a solvent or preservative, or provided that it be so compounded as to render it unsuitable for use as a beverage. R. S. 1925, c. 37, s. 51.

Produits
servant
comme
breuvage.

52. Cependant, si la commission est d'opinion qu'un des produits énumérés au paragraphe 1^o de l'article 51 contient des liqueurs alcooliques et sert pour des fins de breuvage, elle peut aviser le fabricant ou le vendeur à cet effet, et, à compter de la date de cet avis, la présente loi s'applique à ce produit, et le fabricant ou le vendeur ainsi avisé commet une infraction à la présente loi s'il vend ce produit après cet avis, et est passible des peines mentionnées à l'article 55 de la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 52.

52. However, if the Commission be of opinion that one of the products enumerated in paragraph 1 of section 51 contains alcoholic liquor and is used for beverage purposes, it may notify the manufacturer or the vendor to that effect, and from and after the date of such notice this act shall apply to such product, and the manufacturer or the vendor so notified shall commit an offence under this act if he sells such product after such notice, and shall be liable to the penalties mentioned in section 55 of this act. R. S. 1925, c. 37, s. 52.

Product
used as
beverage.

Analyse
de médi-
caments
brevetés.

53. Afin de constater si un médicament particulier, *proprietary* ou breveté, contient de l'alcool en excès de la quantité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou s'il est suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir de breuvage, la commission peut faire analyser, par une personne qu'elle choisit, un échantillon de ce médicament qu'elle a acheté de qui ce soit.

53. In order to determine whether any particular preparation, proprietary or patented, contains alcohol in excess of the amount required as a solvent or preservative, or whether it is so compounded as to render it unsuitable for use as a beverage, the Commission may have a sample of such preparation, purchased from any person whomsoever, analysed by such person as it may select.

Analysis
of patent
medicine,
etc.

Avis au
fabricant,
etc.

S'il appert de l'analyse de cet échantillon que ce médicament contient de l'alcool en excès de la quantité nécessaire à titre de dissolvant ou de préservatif, ou qu'il n'est pas suffisamment dosé pour le rendre impropre à servir de breuvage, la commission peut aviser le fabricant, ou l'agent en cette province du fabricant de ce liquide ou solide, ou la personne qui a acquis, pour le revendre, ce liquide ou solide, que ce dernier n'est pas un médicament au sens de l'article 51, mais est une liqueur alcoolique à laquelle la présente loi s'applique, et, à compter de la signification de cet avis, la présente loi s'applique à ce liquide ou solide, et le fabricant, l'agent en cette province du fabricant, ou la personne qui l'a acquis pour le revendre, qui est ainsi avisé, commet une infraction à la présente loi s'il vend ce liquide ou solide après la date de la signification qui lui est faite de cet avis.

If it appear from the analysis of such sample that such preparation contains alcohol in excess of the amount required as a solvent or preservative, or that it is not so compounded as to render it unsuitable for use as a beverage, the Commission may notify the manufacturer, or the agent in this Province of the manufacturer, of such liquid or solid, or the person who has acquired such liquid or solid to resell, that the same is not a medicine within the meaning of section 51, but is an alcoholic liquor to which this act applies, and from the service of such notice this act shall apply to such liquid or solid, and the manufacturer, the agent in this Province of the manufacturer, or the person who has acquired the same to resell, so notified, shall commit an offence against this act if he sell such liquid or solid after the date of the service upon him of such notice.

Notice to
manufac-
turer, etc.

Contenu.

Cet avis consiste en une copie, certifiée par le secrétaire de la commission ou par son gérant, d'une résolution passée par la commission, publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et établissant que le liquide ou solide désigné dans la résolution n'est pas un médicament, au sens de l'article 51, mais est une liqueur alcoolique à laquelle

Such notice shall consist of a copy, certified by the secretary of the Commission or by its manager, of a resolution passed by the Commission, published in the *Quebec Official Gazette*, and stating that the liquid or solid specified in the resolution is not a medicine in the sense of section 51, but is an alcoholic liquor

Contents.

Signification. la présente loi s'applique, et cet avis est signifié en envoyant cette copie par lettre recommandée au fabricant, à l'agent en cette province du fabricant, ou à la personne qui l'a acquis pour le revendre.

Application. Le présent article s'applique à toute préparation indiquée à l'article 51 autre que celle qui n'est préparée par le pharmacien qu'au moment de la prescription du médecin et d'après sa teneur, ou qui est préparée par le médecin pour ne servir qu'à un patient actuellement sous ses soins. S. R. 1925, c. 37, a. 53; 1 Éd. VIII (2), c. 14, aa. 1 et 5.

Application. This section shall apply to every preparation indicated in section 51 other than that which is only prepared by the pharmacist at the time of the prescription of the physician and in accordance with its tenor, or which is prepared by the physician for the use only of a patient actually under his care. R. S. 1925, c. 37, s. 53; 1 Éd. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

SECTION IV

DES INFRACTIONS ET DES PEINES

Infractions. **54. Quiconque:—**
 1° Colporte des liqueurs alcooliques; ou
 2° Garde des liqueurs alcooliques dans une maison de désordre; ou
 3° Étant employé de la commission, contrevient à une des dispositions de la présente loi, autrement qu'en achetant des liqueurs alcooliques de la manière indiquée à l'article 66 de la présente loi; ou
 4° N'étant pas muni d'un permis en vigueur à cet effet ou n'y étant pas autorisé en vertu de la présente loi, vend des liqueurs alcooliques en cette province;—

Peines. Commet une infraction à la présente loi, peut être arrêté sans mandat, pourvu qu'il soit traduit sans délai devant un magistrat compétent, et se rend passible, en sus des frais: pour la première infraction, d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus deux cents dollars, et pour toute infraction subséquente, d'un emprisonnement pour une période de trois mois que le tribunal peut réduire jusqu'à un mois. S. R. 1925, c. 37, a. 54; 5 Geo. VI, c. 24, a. 20.

Infractions. **55. Quiconque:—**
 1° Étant muni d'un permis, vend des liqueurs alcooliques d'une autre espèce que celle que son permis ou que la présente loi l'autorise à vendre; ou
 2° Étant muni d'un permis, vend des liqueurs alcooliques que son permis ou la présente loi l'autorise à vendre, mais à une autre personne que celles à qui son permis ou la présente loi lui permet d'en vendre ou;

to which this act applies; and such notice shall be served by sending such copy by registered letter to the manufacturer, to the agent in this Province of the manufacturer, or to the person who has acquired the same to resell.

Application. This section shall apply to every preparation indicated in section 51 other than that which is only prepared by the pharmacist at the time of the prescription of the physician and in accordance with its tenor, or which is prepared by the physician for the use only of a patient actually under his care. R. S. 1925, c. 37, s. 53; 1 Éd. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

DIVISION IV

OFFENCES AND PENALTIES

54. Whosoever,—
 1. Peddles any alcoholic liquor; or
 2. Keeps alcoholic liquor in a disorderly house; or
 3. Being an employee of the Commission, infringes any of the provisions of this act, otherwise than by purchasing any alcoholic liquor in the manner mentioned in section 66 of this act, or
 4. Not being the holder of a permit to that effect, still in force, or not being authorized thereto by this act, sells any alcoholic liquor in the Province,—

Shall be guilty of an offence against this act, and may be arrested without warrant, provided that, without delay, he be brought before a magistrate having jurisdiction, and shall be liable, in addition to the costs: for the first offence, to a fine of not less than fifty dollars nor more than two hundred dollars, and, for any subsequent offence, to imprisonment for a term of three months, which the court may reduce to one month. R. S. 1925, c. 37, s. 54; 5 Geo. VI, c. 24, s. 20.

55. Whosoever,—
 1. Being the holder of a permit, sells any alcoholic liquor of a kind other than that of which his permit or this act authorizes the sale; or
 2. Being the holder of a permit, sells the alcoholic liquor which his permit or this act authorizes him to sell, but to any person other than those to whom his permit or this act authorizes him to sell; or

3° Étant muni d'un permis pour vendre des bières, dans une taverne ou dans un magasin, reçoit, directement ou indirectement, par échange ou autrement, autre chose que des deniers pour ces bières; ou

4° Étant muni d'un permis, garde ou tolère qu'il soit gardé, ailleurs que dans sa résidence et pour son usage personnel, des liqueurs alcooliques autres que celles qu'il est autorisé à vendre en vertu de son permis; ou

5° Étant le fabricant ou l'agent en cette province du fabricant d'un liquide ou solide contenant des liqueurs alcooliques, vend ce liquide ou ce solide comme médicament ou préparation après que la commission l'a avisé conformément à l'article 53 de la présente loi; ou

6° Garde ou tolère qu'il soit gardé des liqueurs alcooliques dans sa résidence, pour lui-même ou pour d'autres personnes, en dépôt ou autrement, dans le but d'en faire la vente; ou

7° Étant muni d'un permis pour vendre certaines liqueurs alcooliques dans un hôtel, une auberge, un café, un restaurant ou une taverne, consent ou permet dans son établissement l'encaissement de chèques ou autres titres de créance émis en paiement de salaires; ou

8° A en sa possession ou vend frauduleusement des enveloppes, étiquettes, bouchons, capsules ou timbres qui imitent ceux dont se sert la commission, ou qui vend ou trafique, de quelque manière que ce soit, ceux qui ont été fabriqués pour la commission et pour son usage,—

Peines.

Commets une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus du paiement des frais: au cas d'une première infraction, d'une amende de pas moins de cinq cents dollars et de pas plus de mille dollars et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement dans la prison commune pour une période de trois mois que le tribunal peut réduire jusqu'à un mois; et, au cas d'une infraction subséquente, d'une amende de pas moins de mille dollars et de pas plus de deux mille dollars et, à défaut du paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement de trois mois dans la prison commune. S. R. 1925, c. 37, a. 55; 20 Geo. V, c. 32, a. 2; 5 Geo. VI, c. 24, a. 21.

3. Being the holder of a permit to sell beer in a tavern or in a store, receives, directly or indirectly, by exchange or otherwise, anything other than money for such beer; or

4. Being the holder of a permit, keeps or allows the keeping, other than in his residence and for his personal use, of any alcoholic liquor other than that which he is authorized to sell in virtue of his permit; or

5. Being the manufacturer or the agent in this Province for the manufacturer of any liquid or solid containing alcoholic liquor, sells such liquid or solid as a medicine or preparation after the Commission has notified him in accordance with section 53, of this act; or

6. Keeps or allows the keeping of any alcoholic liquor in his residence, either for himself or for other persons, on deposit or otherwise, with intent to sell the same; or

7. Being the holder of a permit to sell certain alcoholic liquor in a hotel, inn, café, restaurant or tavern, consents to or permits the cashing in his establishment of cheques or other evidences of indebtedness issued in payment of wages; or

8. Has in his possession or fraudulently sells wrappers, labels, corks, caps, or stamps, imitating those used by the Commission, or sells or deals in any manner whatsoever with those manufactured for the Commission and for its use,—

Shall be guilty of an offence under this act, and shall be liable, in addition to the payment of the costs, for the first offence, to a fine of not less than five hundred dollars nor more than one thousand dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment in the common gaol for a term of three months, which the court may reduce to one month; and, for any subsequent offence, to a fine of not less than one thousand dollars nor more than two thousand dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment in the common gaol for three months. R. S. 1925, c. 37, s. 55; 20 Geo. V, c. 32, s. 2; 5 Geo. VI, c. 24, s. 21. Penalty.

Infrac-
tions.**56. Quiconque,—**

1° Étant muni d'un permis pour vendre des bières ou des bières et vins, selon le cas, vend des bières qui ont un titrage alcoolique dépassant quatre pour cent en poids; ou

2° Étant muni d'un permis, vend des bières additionnées de vins, de spiritueux ou d'alcools ou de plusieurs de ces espèces, ou vend des vins qui ont été additionnés de spiritueux ou d'alcools ou de ces deux espèces, autrement que pour en rendre l'importation possible; ou

3° Étant muni d'un permis, vend des liqueurs alcooliques que son permis ou la présente loi l'autorise à vendre, mais dans un endroit autre que celui où son permis l'autorise à vendre ou d'une manière ou en une quantité autres que celles que son permis autorise; ou

4° Étant muni d'un permis pour vendre des bières dans une taverne ou des vins et des bières dans une salle à manger, n'a pas agencé, aménagé et meublé, de la manière et au point indiqués par la commission, cette taverne ou cette salle à manger; ou

5° Étant muni d'un permis pour vendre des bières ou des bières et des vins, suivant le cas, ne se conforme pas aux prescriptions de l'article 41 de la présente loi ou à quelque disposition dudit article; ou

6° Étant muni d'un permis, vend en temps prohibé par l'article 42 de la présente loi quelque liqueur alcoolique que son permis l'autorise à vendre, ou, si son permis est pour vendre dans une taverne, ne ferme pas cette taverne ainsi que le prescrit ledit article 42; ou

7° Étant muni d'un permis, vend à une personne qui est en état d'ivresse ou à une personne qui n'a pas atteint l'âge de vingt ans les liqueurs alcooliques que son permis l'autorise à vendre ou vend ou livre à une personne âgée de vingt ans ou plus quelque liqueur alcoolique que son permis l'autorise à vendre et à livrer alors qu'il sait que cette liqueur est achetée par celle-ci pour une personne qui est manifestement sous l'influence de liqueurs alcooliques ou âgée de moins de vingt ans et est destinée à être bue par cette dernière; ou

8° Étant muni d'un permis, vend sciemment quelque liqueur alcoolique que son

56. Whosoever,—

1. Being the holder of a permit for the sale of beer, or of beer and wine, as the case may be, sells any beer which has an alcoholic content of over four per cent, in weight; or

2. Being the holder of a permit, sells beer to which wine, spirits or alcohol, or more than one of any such liquors, has been added, or sells wine to which spirits or alcohol, or both, have been added, otherwise than to render possible the importation thereof; or

3. Being the holder of a permit, sells any alcoholic liquor that his permit or this act authorizes him to sell, but in any place, or in any manner, or in any quantity other than his permit authorizes him to sell; or

4. Being the holder of a permit to sell beer in a tavern, or beer and wine in a dining-room, has not such tavern or dining-room furnished, fitted up or equipped in the manner or to the extent indicated by the Commission; or

5. Being the holder of a permit to sell beer, or beer and wine, as the case may be, does not comply with the requirements of section 41 of this act, or any provision of said section; or

6. Being the holder of a permit, sells any alcoholic liquor which he is authorized by his permit to sell, at any time forbidden by section 42 of this act, or, if his permit be to sell in a tavern, does not close such tavern as required by the said section 42; or

7. Being the holder of a permit, sells, to any person who is in a drunken condition or to any person who has not reached the age of twenty years, alcoholic liquor for the sale of which he is authorized by his permit, or sells or delivers, to any person of the age of twenty years or more, any alcoholic liquor for the sale or delivery of which he is authorized by his permit, knowing that such liquor is so bought for a person obviously under the influence of alcoholic liquor or whose age is less than twenty years and is to be drunk by the latter; or

8. Being the holder of a permit, knowingly sells to any of the persons men-

Offences.

permis l'autorise à vendre à une des personnes mentionnées aux paragraphes 2°, 3°, 4° et 5° de l'article 43 de la présente loi, après qu'il lui a été transmis un avis par la commission conformément audit article; ou

9° Étant muni d'un permis pour vendre des bières dans une taverne, y emploie comme commis une femme qui n'est pas son épouse, ou y permet un jeu intéressé; ou

10° Étant muni d'un permis pour vendre des bières dans une épicerie, permet que des bières qui y sont vendues soient bues dans cette épicerie ou ses dépendances, soit par l'acheteur, soit par une autre personne qui ne réside pas avec le vendeur ou qui n'est pas à son emploi, ou en livre contrairement aux dispositions de l'alinéa 4° du paragraphe 1 de l'article 30 de la présente loi; ou

11° Étant muni d'un permis pour la vente de liqueurs alcooliques dans une taverne, un hôtel, une auberge, un café, un restaurant, un club, un bateau à vapeur ou un wagon-restaurant, ne tient pas ce permis constamment affiché à la vue du public dans le local où la vente est autorisée; ou

12° Étant muni d'un permis, garde une liqueur alcoolique ou transporte de la bière en contravention avec les articles 45 ou 46 de la présente loi; ou

13° Ayant acquis pour le revendre un liquide ou un solide contenant des liqueurs alcooliques, le vend comme médicament ou préparation après que la commission l'a avisé conformément à l'article 53 de la présente loi; ou

14° Étant une des personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 50 de la présente loi, ne se conforme pas aux prescriptions de ce paragraphe; ou

15° N'étant pas muni d'un permis, induit, au moyen d'enseignes, inscriptions, annonces ou circulaires, le public ou les voyageurs à croire qu'il est autorisé à vendre des liqueurs alcooliques; ou

16° Étant âgé de moins de vingt ans, est trouvé dans une taverne dans laquelle se vendent des bières et ne rend pas un compte satisfaisant de sa présence, ou achète des bières pour son propre usage, ou remplit les fonctions de commis dans une taverne; ou

tioned in paragraph 2, 3, 4 or 5 of section 43 of this act, after notice sent to him by the Commission in compliance with the said section, any alcoholic liquor for the sale of which he is authorized by his permit; or

9. Being the holder of a permit to sell beer in a tavern, employs therein any woman who is not his wife, or allows gambling therein; or

10. Being the holder of a permit to sell beer in a grocery store, allows any beer sold therein to be drunk in such grocery store or its dependencies, either by the purchaser or by any other person not residing with the vendor nor in his employ, or delivers the same contrary to the provisions of sub-paragraph 4 of subsection 1 of section 30 of this act; or

11. Being the holder of a permit for the sale of alcoholic liquor in a tavern, hotel, inn, café, restaurant, club, steamboat or dining-car, does not keep such permit constantly posted up in view of the public in the premises wherein such sale is authorized; or

12. Being the holder of a permit, keeps any alcoholic liquor or transports any beer in contravention of section 45 or 46 of this act; or

13. Having acquired for the purpose of re-sale any liquid or solid containing alcoholic liquor, sells it as a medicine or preparation after having been notified by the Commission in accordance with section 53 of this act; or

14. Being one of the persons mentioned in subsection 2 of section 50 of this act, does not comply with the requirements of such paragraph; or

15. Not being the holder of a permit, leads the public or travelers to believe, by means of signs, inscriptions, advertisements or circulars, that he is authorized to sell alcoholic liquor; or

16. Being of an age of less than twenty years, is found in any tavern in which any beer is sold, and gives no satisfactory reason for his presence, or who buys any beer for his own use, or performs the duty of clerk in any tavern; or

17° Achète ou reçoit à titre onéreux des alcools ou spiritueux d'une personne non autorisée à vendre des liqueurs de cette espèce; ou

18° Obtient, même gratuitement, pendant le temps où la vente en est prohibée, des bières d'une personne munie d'un permis pour les vendre dans une taverne; ou

19° Cause du désordre dans une taverne, ou y apporte ou y boit une liqueur alcoolique autre que de la bière; ou

20° Moyennant une rémunération quelconque, achète une liqueur alcoolique pour une autre personne; ou

21° Ayant charge du transport par chemin de fer ou bateau à vapeur, transporte de la bière sans porter sur lui et exhiber à demande une lettre de voiture mentionnant le nom et l'adresse de l'expéditeur et le nom et l'adresse du destinataire, ou portant une lettre de voiture donnant un faux nom ou une fausse adresse; ou,

22° Contrevient aux dispositions de la présente loi de toute autre manière que celles mentionnées aux articles 54 et 55 et aux paragraphes ci-dessus du présent article,—

17. Buys or receives, by onerous title, any alcohol or spirits from any person not authorized to sell such variety of liquor; or

18. Obtains, even gratuitously during the time when the sale thereof is forbidden, any beer from any holder of a permit for the sale thereof in a tavern; or

19. Causes any disturbance in a tavern or brings thereinto or drinks therein any alcoholic liquor other than beer; or

20. Buys, for any remuneration whatsoever, any alcoholic liquor for another person; or

21. Being in charge of the transportation by railway or steamboat, transports beer without having with him and showing when asked a way-bill giving the name and address of the shipper and the name and address of the consignee, or having a way-bill giving a false name or a false address; or

22. Contravenes any provision of this act otherwise than as mentioned in sections 54 and 55 and the foregoing paragraphs of this section,—

Peines.

Commets une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus du paiement des frais: au cas d'une première infraction, d'une amende n'excédant pas cent dollars et, à défaut du paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois dans la prison commune; et, au cas d'une infraction subséquente, d'un emprisonnement d'un mois dans la prison commune. S. R. 1925, c. 37, a. 56; 16 Geo. V, c. 21, a. 6; 18 Geo. V, c. 25, a. 1; 19 Geo. V, c. 22, a. 3; 1 Éd. VIII(2), c. 15, a. 1; 3 Geo. VI, c. 22, a. 6; 5 Geo. VI, c. 24, a. 22.

Shall be guilty of an offence under this act, and shall be liable, in addition to the payment of the costs, for the first offence to a fine of not more than one hundred dollars, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment in the common gaol for one month; and, for any subsequent offence, to imprisonment in the common gaol for one month. R. S. 1925, c. 37, s. 56; 16 Geo. V, c. 21, s. 6; 18 Geo. V, c. 25, s. 1; 19 Geo. V, c. 22, s. 3; 1 Ed. VIII (2), c. 15, s. 1; 3 Geo. VI, c. 22, s. 6; 5 Geo. VI, c. 24, s. 22.

Penalties.

Infraction et peine.

57. Toute personne qui, sans excuse légitime, est trouvée dans un établissement où l'on vend des liqueurs alcooliques sans permis commet une infraction à la présente loi et est passible, en sus des frais, d'une amende d'au moins dix dollars et d'au plus cent dollars et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois.

57. Any person who, without lawful excuse, is found in an establishment where alcoholic liquor is sold without a permit shall be guilty of an offence against this act and shall be liable, in addition to the payment of the costs, to a fine of not less than ten dollars nor more than one hundred dollars, and, on failure to pay the fine and costs, to imprisonment for one month.

Offence and penalties.

Perquisitions.

Tout juge des sessions, magistrat de district, magistrat de police et tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix qui est convaincu, à la suite d'une

Any Judge of the Sessions, District Magistrate, Police Magistrate and any other officer having the powers of two justices of the peace who, following a

Entry and search.

dénonciation faite sous serment, qu'il y a un motif raisonnable de croire que des liqueurs alcooliques sont vendues sans permis dans un établissement, peut autoriser, par un ordre écrit, tout constable ou autre agent de la paix à entrer et à perquisitionner dans cet établissement avec le nombre de constables ou autres agents de la paix qu'il juge nécessaire d'employer, et ce ou ces constables ou agents de la paix peuvent dès lors entrer et perquisitionner dans toutes les parties de cet établissement et, si nécessaire, avoir recours à la force pour y entrer, et arrêter et prendre sous leur garde toutes les personnes qui s'y trouvent sans excuse légitime. S. R. 1925, c. 37, a. 56a; 3 Geo. VI, c. 22, a. 7.

Entraver
un officier,
etc.

58. Quiconque entrave ou gêne un officier ou un inspecteur dûment autorisé à découvrir une infraction à la présente loi ou à faire quelque recherche, examen ou saisie, dans l'exécution de ses devoirs à cette fin, est coupable d'une infraction à la présente loi et se rend passible, en sus de toute peine qui peut lui être infligée par application des articles 54, 55 ou 56 et, en sus du paiement des frais, d'une amende de cent dollars pour chaque infraction et, à défaut du paiement de cette amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois dans la prison commune. S. R. 1925, c. 37, a. 58; 24 Geo. V, c. 17, a. 6.

Négligence de
faire
rapport.

59. Quiconque, étant muni d'un permis pour vendre des bières en vertu de l'article 30, refuse ou néglige de faire à la commission, dans les dix jours qui suivent la date qu'elle a indiquée, un rapport de ses achats et de ses ventes de bières à cette date, commet une infraction à la présente loi et se rend passible d'une amende de dix dollars par jour, pour chaque jour de retard à compter de l'expiration de ces dix jours. S. R. 1925, c. 37, a. 59.

Restitu-
tion.

60. Au cas de condamnation pour infraction prévue par le paragraphe 3° de l'article 55, le tribunal peut, tout en infligeant une peine, décerner un mandat enjoignant au délinquant de restituer les choses qu'il a reçues et de payer les frais occasionnés, et ordonnant, à défaut de telle

complaint made under oath, is convinced that there are reasonable grounds to believe that alcoholic liquor is sold without a permit in any establishment, may authorize, by a written order, any constable or other peace officer to enter and search such establishment with as many constables or other peace officers as he may deem necessary to use, and such constable or constables or peace officer or peace officers may thereupon enter and search any part of such establishment and, if necessary, use force to enter therein, and may arrest and take into custody any person found therein without lawful excuse. R. S. 1925, c. 37, s. 56a; 3 Geo. VI, c. 22, s. 7.

58. Whosoever interferes with or hinders any officer or inspector duly authorized to investigate any infringement of this act, or to make any search, examination or seizure, in the performance of his duties to that end, shall be guilty of an offence under this act, and shall be liable, in addition to any penalty which may be imposed upon him under section 54, 55 or 56, and in addition to the payment of the costs, to a fine of one hundred dollars, for each offence, and, on failure to pay such fine and costs, to imprisonment in the common gaol for one month. R. S. 1925, c. 37, s. 58; 24 Geo. V, c. 17, s. 6.

Hinder-
ing officer,
etc.

59. Whosoever, being the holder of a permit for the sale of beer under section 30, neglects or refuses to make a return to the Commission, within ten days immediately following the date indicated by the Commission, of his purchases and sales of beer, up to such date, shall be guilty of an offence under this act, and shall be liable to a fine of ten dollars per day for each day's delay, to run from the expiration of such ten days. R. S. 1925, c. 37, s. 59.

Neglect to
make
return.

60. In any case of conviction for any offence under paragraph 3 of section 55, the court may, in addition to the penalty, issue its warrant for the restitution of the things he has received and the payment of the costs, and ordering that, on failure to make such restitution or payment, an

Restitu-
tion.

restitution et de tel paiement, de prélever, par la vente des biens meubles du délinquant, un montant suffisant pour couvrir la valeur de ces choses et le montant des frais. S. R. 1925, c. 37, a. 60.

amount sufficient to cover the value of such things, and the costs, shall be levied by the sale of the moveable property of the accused. R. S. 1925, c. 37, s. 60.

Fardeau de la preuve.

61. Dans toute poursuite pour une infraction mentionnée au paragraphe 7° de l'article 56, il incombe au défendeur de prouver que la personne à qui ou pour qui la liqueur alcoolique a été vendue est âgée d'au moins vingt ans. S. R. 1925, c. 37, a. 61; 5 Geo. VI, c. 24, a. 23.

61. In any trial for the offence mentioned in paragraph 7 of section 56, the burden shall be upon the defendant to prove that the person to whom or for whom the alcoholic liquor was sold is of the age of more than twenty years. R. S. 1925, c. 37, s. 61; 5 Geo. VI, c. 24, s. 23. Burden of proof.

Domnages exemplaires.

62. Nonobstant les peines portées par l'article 56, toute personne qui, étant munie d'un permis pour vendre des bières dans une taverne ou dans une épicerie, en vend sciemment, après avoir été avertie par la commission conformément à l'article 43 de la présente loi, à une personne à qui il est défendu d'en vendre en vertu dudit article parce qu'elle a l'habitude de boire à l'excès des liqueurs alcooliques, peut être condamnée, sur poursuite de la personne qui a fait la demande mentionnée au paragraphe 5° de l'article 43, à payer à cette dernière une somme ne dépassant pas cinq cents dollars à titre de dommages exemplaires, et est, en outre, solidairement responsable avec ladite personne à qui il est défendu de vendre, pour toutes voies de fait que celle-ci a commises ou tout dommage à la propriété qu'elle a causé après s'être enivrée avec la liqueur alcoolique que le permissionnaire lui a livrée. S. R. 1925, c. 37, a. 62; 5 Geo. VI, c. 24, a. 24.

62. Notwithstanding the penalties imposed by section 56, every person who, being the holder of a permit for the sale of beer in a tavern or in a grocery store, sells knowingly after having been notified by the Commission, in accordance with section 43 of this act, to any person to whom it is forbidden under such section to sell, because he habitually drinks alcoholic liquor to excess,—may be condemned, in an action taken by the person who has made the application mentioned in paragraph 5 of section 43, to pay to the latter a sum of not more than five hundred dollars by way of exemplary damages, and shall, moreover, be responsible jointly and severally with the person to whom he was forbidden to sell, for any act of violence committed, or damage to property caused, by such person intoxicated by the alcoholic liquor so delivered to him. R. S. 1925, c. 37, s. 62; 5 Geo. VI, c. 24, s. 24. Exemplary damages.

Domnages en cas de suicide, etc.

63. Nonobstant les peines portées par la présente loi, toute personne munie d'un permis pour vendre des bières dans une taverne et toute personne qu'elle y emploie sont solidairement responsables de dommages-intérêts envers les représentants d'une personne qui s'est enivrée dans cette taverne, par suite de l'absorption de liqueurs alcooliques que lui a livrées ce permissionnaire ou cet employé, et qui, en conséquence de son ivresse, s'est suicidée ou est morte à raison d'un accident causé par cette ivresse.

63. Notwithstanding the penalties imposed by this act, any holder of a permit for the sale of beer in a tavern, and every person employed by him, shall be jointly and severally liable in damages, towards the representatives of any person who becomes intoxicated in such tavern, by reason of the drinking of alcoholic liquor delivered to him by such holder, or such employee, and who, by reason of such drunkenness, commits suicide or is killed by some accident caused by such drunkenness. Damages in case of suicide, etc.

Prescription, etc.

Le droit d'action doit être exercé dans les trois mois à compter du décès; les représentants de la personne ainsi décédée

The right of action must be exercised within three months after the death; the representatives of the person who has Prescription, etc.

peuvent recouvrer une somme d'au moins cent dollars, mais qui n'excède pas mille dollars.

Applica-
tion.

Les dispositions du présent article s'appliquent également à la personne qui, sans être munie d'un permis, vend des liqueurs alcooliques qui causent l'enivrement avec les suites indiquées au présent article. S. R. 1925, c. 37, aa. 63-64.

so died may recover a sum of not less than one hundred dollars nor more than one thousand dollars.

The provisions of this section shall likewise apply to anyone who, not being the holder of a permit, sells any alcoholic liquor causing drunkenness which brings about the consequences therein mentioned. R. S. 1925, c. 37, ss. 63-64.

Femme
mariée.

64. Toute femme mariée peut, nonobstant l'article 176 du Code civil, intenter, en son propre nom et sans l'autorisation de son mari, les actions en dommages-intérêts mentionnées aux articles 62 et 63 de la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 65.

64. Any married women may, notwithstanding article 176 of the Civil Code, institute, in her own name, without the authorization of her husband, any action in damages mentioned in section 62 or 63 of this act. R. S. 1925, c. 37, s. 65.

Pas
d'action.

65. Nulle action en recouvrement du prix de liqueurs alcooliques vendues en contravention avec la présente loi ne peut être reçue.

Ne peut non plus être reçue une action en recouvrement du prix de bières vendues par une personne munie d'un permis pour en vendre dans une taverne. S. R. 1925, c. 37, a. 70.

65. No action to recover the price of any alcoholic liquor sold in contravention of this act may be maintained.

Nor may any action be maintained to recover the price of any beer sold by the holder of a permit for the sale of beer in a tavern. R. S. 1925, c. 37, s. 70.

Immu-
nité des
officiers,
etc.

66. Les officiers, inspecteurs et autres personnes que le procureur général emploie pour la mise à exécution de la présente loi, lorsqu'ils agissent en leur qualité officielle, de même que les personnes qui agissent d'après les instructions de ces officiers, inspecteurs ou autres employés, n'encourent aucune des peines que la présente loi édicte contre ceux qui obtiennent des liqueurs alcooliques, soit d'une personne munie d'un permis octroyé en vertu de la présente loi, soit de personnes non munies de permis. S. R. 1925, c. 37, a. 66; 24 Geo. V, c. 17, a. 7.

66. No officer, inspector or other person employed by the Attorney-General for the enforcement of this act, when acting in his official capacity, nor any person acting under the instructions of any such officer, inspector or other employee, shall incur any of the penalties enacted by this act for the punishment of those who obtain alcoholic liquor, either from a holder of a permit granted under this act or from a person who is not the holder of a permit. R. S. 1925, c. 37, s. 66; 24 Geo. V, c. 17, s. 7.

Compa-
gnie à
fonds
social.

67. Quand la pénalité pour une infraction commise ne consiste qu'en un emprisonnement et que l'accusé est une compagnie à fonds social, cette pénalité est remplacée par une amende de deux mille dollars, en sus des frais. S. R. 1925, c. 37, a. 57.

67. Whenever the penalty for an offence committed consists of imprisonment only and the accused is a joint-stock company, such penalty shall be replaced by a fine of two thousand dollars, in addition to the costs. R. S. 1925, c. 37, s. 57.

Infrac-
tions sub-
séquen-
tes.

68. Si, dans les douze mois qui suivent la date à laquelle une infraction a été commise, le contrevenant se rend coupable d'une nouvelle infraction après que la poursuite de l'infraction précédente lui

68. If, within twelve months following the date at which an offence has been committed, the offender be guilty of a new offence, after the prosecution for the previous offence has been served upon

a été signifiée, ou après qu'une saisie a été pratiquée contre lui à raison de cette infraction précédente, la nouvelle infraction constitue une infraction subséquente au sens de la présente loi, et le tribunal qui en est saisi doit la punir comme telle, pourvu que condamnation ait été prononcée à raison de l'infraction précédente.

Infraction subséquente. Pour être subséquente, une infraction n'a pas besoin de violer la même disposition de la présente loi que violait l'infraction précédente.

Devoir du tribunal. Le tribunal devant lequel une poursuite est intentée à raison d'une infraction à la présente loi doit s'assurer si cette infraction est une première infraction ou est subséquente à une première infraction, et, s'il est constaté que la plainte n'est pas conforme aux faits à cet égard, il doit ordonner qu'elle soit amendée en conséquence et rendre jugement sur la plainte telle qu'amendée. S. R. 1925, c. 37, aa. 67-68.

Pas de modification.

69. Toute action ou poursuite intentée pour infraction à l'article 54 de la présente loi ne peut être par la suite modifiée et elle doit être entendue et jugée telle qu'intentée. S. R. 1925, c. 37, a. 69; 4 Geo. VI, c. 20, a. 3; 5 Geo. VI, c. 24, a. 25.

him, or after a seizure has been taken against him by reason of such previous offence, such new offence shall constitute a subsequent offence within the meaning of this act, and the court which is seized thereof must punish it as such, provided there was a conviction for the previous offence.

In order to be subsequent, an offence need not be a violation of the same provision of this act as that which was violated by the previous offence. **Subsequent offence.**

The court before which any proceeding is instituted for any offence under this act must ascertain if the offence be a first offence or a subsequent offence, and, if it be found that the complaint is not according to the facts in that respect, it must order that such complaint be amended accordingly, and render judgment on the complaint as amended. R. S. 1925, c. 37, ss. 67-68. **Duty of court.**

69. No action or prosecution instituted for an offence against section 54 of this act may be amended afterwards but must be heard and adjudged as instituted. R. S. 1925, c. 37, s. 69; 4 Geo. VI, c. 20, s. 3; 5 Geo. VI, c. 24, s. 25. **No amendment.**

SECTION V

DES ARRESTATIONS SANS MANDAT

Arrestation sans mandat.

70. Dans les cas où la présente loi autorise l'arrestation sans mandat, celle-ci peut être faite par tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71. S. R. 1925, c. 37, a. 70a; 24 Geo. V, c. 17, a. 8.

DIVISION V

ARRESTS WITHOUT WARRANT

70. In cases in which this act authorizes arrest without warrant, the arrest may be made by any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71. R. S. 1925, c. 37, s. 70a; 24 Geo. V, c. 17, s. 8. **Arrest without warrant.**

SECTION VI

DE LA SAISIE ET DE LA CONFISCATION DES LIQUEURS

SECTION VI

SEIZURE AND CONFISCATION OF LIQUOR

Recherches, etc.

71. Le procureur général peut, par un document signé de sa main, autoriser généralement ou spécialement tout officier ou inspecteur, qu'il désigne, à faire des recherches, des examens et des saisies concernant les liqueurs alcooliques, dans tous les cas où ces recherches, ces examens ou ces saisies sont autorisés par la loi, et ce document fait preuve *prima facie* devant

71. The Attorney-General may, by a document signed by him, authorize, generally or specially, any officer or inspector, whom he designates, to make searches, examinations and seizures in connection with alcoholic liquor, in every case where such search, examination or seizure is authorized by law; and such document shall be *prima facie* proof before any **Searches, etc.**

tout tribunal. S. R. 1925, c. 37, a. 71; 24 Geo. V, c. 17, a. 9.

court. R. S. 1925, c. 37, s. 71; 24 Geo. V, c. 17, s. 9.

Trans-
port de
liqueurs.

72. 1. Lorsque des liqueurs alcooliques sont transportées, en cette province, dans des récipients qui sont étiquetés ou marqués ou qui ne sont pas étiquetés ou marqués comme contenant des liqueurs alcooliques ou comme contenant d'autres marchandises:

a) Si ces liqueurs alcooliques sont en quantité suffisante pour faire soupçonner qu'elles sont ainsi transportées pour être vendues; ou

b) Si elles sont adressées à une personne non munie, en vertu de la présente loi, d'un permis pour vendre des liqueurs alcooliques de cette espèce, et qu'il y ait lieu de soupçonner que cette personne a déjà été condamnée pour infraction à la présente loi; ou

c) Si lesdites liqueurs sont transportées dans des circonstances qui justifient de présumer qu'elles sont ainsi transportées pour être vendues sans permis,—

Saisie.

Tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71, peut ouvrir ces récipients partout où ils se trouvent, avec toute l'aide nécessaire et même par force en cas de résistance, et en examiner le contenu; et, si ces récipients contiennent des liqueurs alcooliques, il doit, sans qu'un mandat soit requis, les saisir ainsi que les vaisseaux qui les contiennent et les remettre à la commission, qui en a la garde jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement.

Colpor-
tage.

2. Les mêmes pouvoirs peuvent s'exercer lorsqu'il s'agit du colportage des liqueurs alcooliques. S. R. 1925, c. 37, a. 72; 24 Geo. V, c. 17, a. 10.

Droit de
visite.

73. Tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71 peut, même par force si on lui en refuse l'entrée, monter dans tout bateau ou véhicule et pénétrer sur tout terrain, dans tout endroit ou dans tout bâtiment où il y a lieu de soupçonner que des liqueurs alcooliques sont gardées ou vendues en contravention avec la présente loi, faire toute recherche et ouvrir, avec toute l'aide nécessaire et même de force si on refuse de le faire, les armoires et réceptacles où il croit que ces

Trans-
portation
of liquor.

72. 1. Whenever any alcoholic liquor is transported in this Province in receptacles of any kind, whether or not they be labeled or marked as containing alcoholic liquor or other wares,—

a. If such alcoholic liquor be in sufficient quantity to give rise to suspicion that it is being transported for the purpose of selling the same; or

b. If it be addressed to a person not the holder, under this act, of a permit for the sale of alcoholic liquor of such variety, and if there be reason to believe that such person has already been convicted for any offence under this act; or

c. If the said liquor be transported under circumstances justifying the presumption that it is being so transported to be sold without a permit,—

Any officer or inspector, authorized in accordance with the provisions of section 71, may open any such receptacle wherever it may be, with all the necessary aid and even by force in case of resistance, and may examine the contents thereof; and, if such receptacle contain alcoholic liquor, he shall, without a warrant being required, seize the same, as well as the receptacle containing it, and hand them over to the Commission, which shall keep them in its custody until the court has disposed of them by a judgment.

Seizure.

2. The same powers may be exercised in a case of peddling of alcoholic liquor. R. S. 1925, c. 37, s. 72; 24 Geo. V, c. 17, s. 10.

Peddling.

73. Any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71, may, even by force if entrance be refused him, go on board any boat or vehicle, and enter any place, lot, or building in which he has reason to suspect that any alcoholic liquor is kept or sold in contravention of this act, make every search, and open, with all the necessary aid and even by force in case of refusal to do so, any cupboard or receptacle in which he thinks such liquor is contained;

Rights of
entry.

- Saisie.** liqueurs sont enfermées; et, s'il y découvre des liqueurs alcooliques, il doit, sans qu'un mandat soit requis, les saisir ainsi que les vaisseaux qui les contiennent, et les remettre à la commission, qui en a la garde jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement. S. R. 1925, c. 37, a. 73; 24 Geo. V, c. 17, a. 11.
- and, if he discover any alcoholic liquor, he must, without a warrant being required, seize it, as well as every receptacle containing it, and hand them over to the Commission, which shall keep them in its custody until the court has disposed of them by a judgment. R. S. 1925, c. 37, s. 73; 24 Geo. V, c. 17, s. 11.
- Saisie dans une municipalité sous règlement de prohibition.** **74.** Tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71, peut saisir, sans qu'un mandat soit requis, toutes liqueurs alcooliques, ainsi que les vaisseaux qui les contiennent, expédiées dans une municipalité dans laquelle un règlement de prohibition est en vigueur ou dont le conseil a décidé, en la manière indiquée par la présente loi, que des permis ou certaines espèces de permis ne seront pas octroyés, excepté si chaque colis qui contient des liqueurs est clairement et visiblement adressé à un acheteur de bonne foi. Le fait que ce colis est ainsi adressé ne constitue pas, cependant, un empêchement à la saisie de ces liqueurs et des réceptacles qui les contiennent, si ces liqueurs ont été expédiées ou vendues en contravention avec une des dispositions de la présente loi.
- 74.** Any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71, may seize, without a warrant, any alcoholic liquor, as well as any receptacle containing it, shipped into a municipality in which a prohibitory by-law is in force or whose council has decided, in the manner set forth in this act, that any permit or any certain kind of permit shall not be granted, unless each parcel containing such liquor be clearly and visibly addressed to the *bona fide* purchaser. The fact that such parcel is so addressed shall not however prevent the seizure of the liquor and of the receptacles containing it if such liquor be shipped or sold contrary to any provision of this act.
- Seizure in municipality under prohibiting by-law.**
- Garde des liqueurs.** Les liqueurs saisies, ainsi que les réceptacles qui les contiennent, doivent être remis à la commission, qui en a la garde jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement. S. R. 1925, c. 37, a. 74; 24 Geo. V, c. 17, a. 12.
- The liquor seized as well as the receptacles containing it shall be handed over to the Commission, which shall keep it in its custody until the court has disposed of the same by a judgment. R. S. 1925, c. 37, s. 74; 24 Geo. V, c. 17, s. 12.
- Custody of liquor.**
- Saisie dans une maison de désordre.** **75.** Tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71, peut, sans qu'un mandat soit requis, saisir toutes liqueurs alcooliques trouvées dans une maison de désordre, ainsi que les vaisseaux qui les contiennent, et les remettre à la commission, qui en a la garde jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement. S. R. 1925, c. 37, a. 75; 24 Geo. V, c. 17, a. 13.
- 75.** Any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71, may, without a warrant, seize alcoholic liquor found in a disorderly house, as well as any receptacle containing the same, and hand them over to the Commission, which shall keep them in its custody until the court has disposed of them by a judgment. R. S. 1925, c. 37, s. 75; 24 Geo. V, c. 17, s. 13.
- Seizure in disorderly house.**
- Autres saisies.** **76.** Tout officier ou inspecteur autorisé suivant l'article 71, peut, sans qu'un mandat soit requis, saisir toutes liqueurs alcooliques qui, sont, autrement que ci-dessus indiqué, gardées, transportées ou vendues en contravention avec la présente loi, ainsi que les vaisseaux qui les contiennent, et les remettre à la commission,
- 76.** Any officer or inspector authorized in accordance with the provisions of section 71, may, without a warrant, seize any alcoholic liquor which is, in any way other than above indicated, kept, transported or sold in contravention of this act, as well as any receptacles containing it, and hand them over to the Commis-
- Other seizures.**

qui en a la garde jusqu'à ce que le tribunal en ait disposé par un jugement. S. R. 1925, c. 37, a. 76; 24 Geo. V, c. 17, a. 14.

sion, which shall keep them in its custody until the court has otherwise disposed of them by a judgment. R. S. 1925, c. 37, s. 76; 24 Geo. V, c. 17, s. 14.

Saisie de véhicules.

77. Lorsque les liqueurs alcooliques sont saisies sur ou dans un véhicule, si ce véhicule est de telle nature qu'il puisse être confisqué par le tribunal si les liqueurs y étaient transportées en contravention avec la présente loi, l'officier ou l'inspecteur opérant la saisie peut détenir ce véhicule et s'en servir, sans frais, pour transporter et mettre sous la garde de la commission les liqueurs alcooliques saisies, de même que les vaisseaux qui les contiennent; de plus, l'officier ou l'inspecteur peut saisir ce véhicule et il le met sous la garde du chef de la sûreté provinciale de la division de Québec ou de Montréal, selon que la saisie a lieu dans la division d'appel de Québec ou de Montréal, jusqu'à ce que le tribunal en ait prononcé la confiscation au profit de la couronne. S. R. 1925, c. 37, a. 77; 24 Geo. V, c. 17, a. 15.

77. When any alcoholic liquor is seized in a vehicle, and such vehicle is of such a nature that it can be confiscated by the court if such liquor was being transported in contravention of this act, the officer or inspector effecting the seizure may detain such vehicle and use it, without charge, for transporting the alcoholic liquor so seized, as well as the receptacles containing it, to the custody of the Commission; further, the officer or inspector may seize such vehicle and must place it in the custody of the chief of the Provincial police of the Quebec or Montreal division, according as the seizure took place in the appellate division of Quebec or of Montreal, until the court, by its judgment, declares it confiscated for the benefit of the Crown. R. S. 1925, c. 37, s. 77; 24 Geo. V. c. 17, s. 15.

Confiscation.

78. Lorsque les liqueurs alcooliques sont saisies en vertu de la présente loi, la confiscation, sauf les cas autrement prévus, doit en être prononcée par un tribunal, sur preuve qu'il y a eu contravention à la loi.

78. Whenever any alcoholic liquor is seized under this act, it must be declared by the court to be confiscated, upon proof of any contravention of the law, save in cases otherwise provided for.

Demande de confiscation.

Sauf les cas autrement prévus par la présente loi, le procureur général au nom de la commission doit, dans les délais établis par l'article 144, demander au tribunal de prononcer la confiscation de toutes choses susceptibles d'être confisquées en vertu de la présente loi.

Saving the cases otherwise provided for by this act, the Attorney-General in the name of the Commission must, within the delays fixed by section 144, apply to the court for the confiscation of anything of such a nature that it can be confiscated under this act.

Confiscation par jugement.

Tout jugement infligeant une peine en vertu de la présente loi doit prononcer la confiscation des liqueurs, vaisseaux, véhicules ou autres choses qui ont été saisis. Néanmoins, la confiscation peut être prononcée sans qu'une peine soit infligée, si le juge est d'opinion que la personne poursuivie n'est pas coupable de la contravention qui lui est reprochée, mais que les liqueurs alcooliques saisies étaient gardées ou transportées en contravention avec la présente loi.

Every judgment inflicting a penalty under this act must order the confiscation of the liquor, vessels, vehicles or other things which have been seized. Nevertheless the confiscation may be ordered without the infliction of a penalty; if the judge be of the opinion that the person prosecuted is not guilty of the offence which he is accused of, but that the alcoholic liquor seized was kept or transported in violation of this act.

Vaisseaux, etc.

La confiscation des liqueurs comporte en outre la confiscation des vaisseaux, véhicules ou autres choses qui, lors de la saisie,

The confiscation of the liquor shall carry with it the confiscation of the vessels, vehicles or other things which, at

contenaient ces liqueurs ou servaient à les transporter, à moins que le tribunal n'en ordonne autrement.

Possesseur inconnu.

Si le nom, ainsi que l'adresse en cette province, de la personne chez qui ou en la possession de qui des liqueurs, vaisseaux, véhicules ou autres choses ont été saisis, ne sont pas connus du procureur général, ces liqueurs, vaisseaux, véhicules ou autres choses saisis doivent être considérés comme confisqués à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la saisie.

Comment on dispose des liqueurs, etc.

Lorsque la confiscation a été ordonnée par un tribunal ou a eu lieu comme résultant de l'expiration du délai des deux mois susdit, la commission vend la bière saisie dont la teneur alcoolique n'excède pas quatre pour cent en poids, avec les réceptacles qui la contiennent, à un brasseur ou à une autre personne ayant un permis pour la vente, dans cette province, de la bière ou de la bière et du vin, et prend possession, comme propriétaire, des autres liqueurs alcooliques saisies, avec leurs réceptacles, et dispose à titre onéreux des autres choses saisies sauf les véhicules dont il est disposé conformément à l'alinéa suivant.

Véhicules.

Le chef de la sûreté provinciale en la possession duquel avait été mis un véhicule confisqué en vertu du présent article, dispose à titre onéreux de ce véhicule ou le conserve pour l'usage d'un service public du gouvernement de la province, selon les instructions du procureur général.

Remise du véhicule.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, si la bonne foi du propriétaire d'un véhicule confisqué est établie à sa satisfaction, ordonner la remise du véhicule à ce propriétaire. S. R. 1925, c. 37, a. 78; 24 Geo. V, c. 17, a. 16.

the time of seizure, contained such liquor or were used to transport the same, unless the court orders otherwise.

If the name or the address in this Province of the person at whose residence or in whose possession such liquor, vessels, vehicles or other things have been seized, be unknown to the Attorney-General, such liquor, vessels, vehicles or other things shall be deemed confiscated at the expiry of two months from the date of seizure.

Address, etc., unknown.

When the confiscation has been ordered by any court, or has taken place as a result of the expiration of the two months' delay aforesaid, the Commission shall sell any beer seized, the alcoholic content of which is not more than four per cent, in weight, with the receptacles containing the same, to a brewer or other person holding a permit for the sale in this Province of beer, or of beer and wine, as the case may be, and shall take possession, as owner, of all other alcoholic liquor seized, with the receptacles containing the same, and shall dispose by onerous title of the other things seized except the vehicles which shall be disposed of in accordance with the following paragraph.

Disposal of liquor, etc.

The chief of the Provincial police in whose custody a confiscated vehicle has been placed under this section shall dispose by onerous title of such vehicle or retain it for the use of a public service of the Government of the Province, according to the instructions of the Attorney-General.

Vehicle.

The Lieutenant-Governor in Council may, if the good faith of the owner of a confiscated vehicle be established to his satisfaction, order the remittance of the vehicle to such owner. R. S. 1925, c. 37, s. 78; 24 Geo. V, c. 17, s. 16.

Remittance of vehicle.

SECTION VII

DES POURSUITES

§ 1.—*Des procédures à suivre avant le jugement*

Nom du poursuivant.

79. Les actions ou poursuites pour infraction à la présente loi sont intentées au nom de la commission ou au nom de la corporation de la municipalité locale où

DIVISION VII

PROSECUTIONS

§ 1.—*Procedure before Judgment*

79. Every action or prosecution for any offence under this act shall be instituted in the name of the Commission or in the name of the corporation of the local

Name of prosecutor.

cette infraction a été commise. S. R. 1925, c. 37, a. 79.

municipality where the offence has been committed. R. S. 1925, c. 37, s. 79.

Commis-
sion.

80. Nonobstant les dispositions des deuxième et troisième alinéas de l'article 82, une poursuite peut être intentée au nom de la commission lorsqu'il y a lieu de croire qu'une infraction à la présente loi a été commise et que la poursuite sera jugée fondée. S. R. 1925, c. 37, a. 80; 24 Geo. V, c. 17, a. 18.

80. Notwithstanding the provisions of the second and third paragraphs of section 82, a prosecution may be taken in the name of the Commission, whenever there is reason to believe that any infringement of this act has been committed and that such prosecution will be held to be well founded. R. S. 1925, c. 37, s. 80; 24 Geo. V, c. 17, s. 18.

Dépôt.

81. Lorsqu'une personne a demandé qu'une poursuite soit intentée, le procureur général peut, à sa discrétion, avant ou pendant l'instance, exiger de cette personne le dépôt d'une somme d'argent suffisante pour acquitter les frais dus au cas de rejet de la poursuite. S. R. 1925, c. 37, a. 81; 24 Geo. V, c. 17, a. 19.

81. Whenever any person has demanded the taking of any prosecution, the Attorney-General may, in his discretion, either before or during the suit, exact, from such person, the deposit of a sum of money sufficient to cover the costs due in case the prosecution is dismissed. R. S. 1925, c. 37, s. 81; 24 Geo. V, c. 17, s. 19.

Demande
d'une
conseil
municipal.

82. Le procureur général doit poursuivre en justice les contrevenants à la présente loi, s'il en est requis par une corporation municipale et que cette corporation ait assumé la responsabilité des frais à encourir.

82. The Attorney-General must prosecute every offender under this act, whenever he is called upon to do so by a municipal corporation, and when such corporation has assumed responsibility for the costs to be incurred.

Poursuite
par un
conseil
municipal.

Dans toute municipalité où une loi de prohibition est en vigueur ou dont le conseil municipal a décidé, en la manière indiquée dans la présente loi, que des permis ou certaines espèces de permis ne doivent pas être octroyés, le conseil de la municipalité doit poursuivre toute infraction à la présente loi; et, dans ce cas, la municipalité est responsable des frais et reçoit les amendes perçues.

In any municipality where a prohibitory law is in force, or whose municipal council has decided, in the manner set forth in this act, that permits or certain kinds of permits shall not be granted, the council of the municipality must prosecute every contravention of this act, in which case the municipality shall be responsible for costs and shall receive the fines collected.

Refus de
pour-
suivre.

Si le conseil refuse ou néglige de poursuivre une infraction qui lui a été dénoncée, le procureur général peut poursuivre les contrevenants au nom de la commission et aux frais de la municipalité. S. R. 1925, c. 37, a. 82; 24 Geo. V, c. 17, a. 20.

If the council refuse or neglect to prosecute any infringement after having been notified thereof, the Attorney-General may prosecute the offender, in the name of the Commission and at the expense of the municipality. R. S. 1925, c. 37, s. 82; 24 Geo. V, c. 17, s. 20.

Recou-
vrement
des
amendes,
etc.

83. Les amendes et les peines édictées par la présente loi ou par les règlements qu'elle autorise, ainsi que les frais, droits et honoraires qu'elle déclare exigibles, sont recouvrés en la forme et devant les tribunaux ci-dessous indiqués. S. R. 1925, c. 37, a. 83.

83. Fines and penalties enacted by this act or by the regulations made under its authority, and costs, duties and fees declared by it to be exigible, shall be recovered in the manner and before the courts hereinafter indicated. R. S. 1925, c. 37, s. 83.

- District.** **84.** Toute poursuite doit être portée dans le district judiciaire où l'infraction a été commise, ou dans celui où réside le contrevenant. **District.** **84.** Every prosecution shall be instituted in the judicial district where the offence was committed, or in that in which the offender resides.
- Districts adjacents.** Si l'infraction a eu lieu sur les confins de deux districts adjacents et qu'il soit difficile de déterminer l'endroit où l'infraction a été commise, la poursuite peut être intentée dans l'un ou l'autre de ces districts. **Adjoining districts.** If the offence be committed upon or near the boundary of two adjoining districts, where it is difficult to determine in which of such districts the offence was committed, the prosecution may be instituted in either one or the other.
- Infraction sur un véhicule.** Si l'infraction a été commise sur ou dans un véhicule, la poursuite peut être intentée dans tout district judiciaire que ce véhicule a traversé pendant le voyage ou le trajet au cours duquel l'infraction a été commise. S. R. 1925, c. 37, a. 84. **Offence on vehicle.** If the offence be committed on or in a vehicle, the prosecution may be instituted in any judicial district through which such vehicle has passed in the course of the journey or voyage during which the offence was committed. R. S. 1925, c. 37, s. 84.
- Verchères.** **85.** Pour les poursuites en justice intentées en vertu de la présente loi, le comté de Verchères forme partie du district de Montréal. S. R. 1925, c. 37, a. 85. **Verchères.** **85.** For every judicial proceeding instituted under this act, the county of Verchères shall form part of the district of Montreal. R. S. 1925, c. 37, s. 85.
- Jurisdiction.** **86.** Toute action ou poursuite peut, au choix du poursuivant, être intentée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, ou devant deux juges de paix, le magistrat de police, le magistrat de district ou tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix, sauf les dispositions de l'article 5 de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29). **Jurisdiction.** **86.** Any action or prosecution may, at the choice of the party prosecuting, be instituted before the Circuit Court or the Magistrate's Court, or before two justices of the peace, the police magistrate, the district magistrate or any other officer having the powers of two justices of the peace, saving the provisions of section 5 of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29).
- Juges de paix.** Aux fins du présent article, toute chose nécessaire à l'exécution des dispositions de la présente loi relativement aux poursuites contre le contrevenant, y compris la signature des assignations et mandats d'arrestation et les ajournements accordés, peut être faite par un seul juge de paix. Cependant l'audition et le jugement sont régis par les dispositions des articles 117 à 123, inclusivement. S. R. 1925, c. 37, a. 86. **Justices of the peace.** For the purposes of this section, whatever is necessary for the execution of any provision of this act respecting any proceeding against any offender, including the signing of summonses and warrants of arrest, and the adjournments granted, may be done by a single justice of the peace. Nevertheless the hearing and the judgment shall be governed by the provisions of sections 117 to 123, inclusive. R. S. 1925, c. 37, s. 86.
- Procédure.** **87.** Les délais d'assignation et toutes les autres procédures dans les actions et poursuites portées devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, sont régis par les dispositions du Code de procédure civile concernant les actions mues entre locateurs et locataires. S. R. 1925, c. 37, a. 87. **Procedure.** **87.** The delays upon summonses and all other procedure in actions and proceedings brought before the Circuit Court or the Magistrate's Court shall be governed by the provisions of the Code of Civil Procedure respecting actions between lessor and lessee. R. S. 1925, c. 37, s. 87.

Significa-
tion de la
somma-
tion.

88. Sauf dans les actions et poursuites intentées devant la Cour de circuit, ou la Cour de magistrat, la signification de la sommation est faite par tout huissier ou constable nommé pour le district judiciaire où la poursuite ou action est intentée. Une copie certifiée par le magistrat, juge ou fonctionnaire qui a signé l'original ou par l'avocat du poursuivant, doit être laissée au défendeur personnellement, ou à une personne raisonnable de sa famille ou de son personnel, à son domicile ou à sa place d'affaires, selon le cas.

Mode de
signifi-
cation.

Toutefois, si le défendeur se soustrait à la signification de la sommation ou s'il s'agit de l'occupant d'un bâtiment situé sur la ligne frontière entre cette province et les États-Unis d'Amérique ou entre cette province et une autre province, le juge, magistrat ou juge de paix peut, sur procès-verbal constatant ces faits, prescrire le mode de signification qu'il juge convenable ou ordonner l'arrestation sommaire du défendeur. S. R. 1925, c. 37, a. 88.

Preuve de
la signifi-
cation.

89. La signification, lorsqu'elle est faite par un huissier, se prouve par le procès-verbal qu'il a dressé sous son serment d'office et, lorsqu'elle est faite par un constable, par son rapport attesté sous serment devant le tribunal ou devant un juge de paix dans le district judiciaire où la poursuite est intentée.

Cour de
circuit,
etc.

Devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, la signification des procédures et des condamnations se fait de la même manière que celle de la sommation. S. R. 1925, c. 37, a. 89.

Procé-
dure.

90. Devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, toute poursuite intentée en vertu de la présente loi est soumise à la procédure qu'établissent, pour les actions mues entre locataires et locataires, les articles 1150 à 1162 du Code de procédure civile. S. R. 1925, c. 37, a. 90.

Loi appli-
cable.

91. Sauf les cas autrement prévus par la présente loi, dans toute poursuite, autre que celles qui sont intentées devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, les dispositions de la Loi des convictions sommaires de Québec (chap. 29) sont applicables. Toutefois les mots, dans le

Service of
sum-
mons.

88. Except in proceedings instituted before the Circuit Court or the Magistrate's Court the service of the summons shall be made by any bailiff or constable appointed for the judicial district where the action or prosecution is instituted. A copy certified by the magistrate, judge or official who signed the original, or by the plaintiff's attorney, must be left with the defendant personally, or with a responsible person of his family or of his staff, at his domicile or at his place of business, as the case may be.

Mode of
service.

Nevertheless, in case the defendant evades the service of the summons, or in the case of a person occupying any premises situated on the frontier between this Province and the United States of America, or between this Province and another Province, the judge, magistrate or justice of the peace may, on a return to that effect, prescribe whatever mode of service he deems proper, or order the summary arrest of the defendant. R. S. 1925, c. 37, s. 88.

Proof of
service.

89. The service, when made by a bailiff, shall be proven by a return under his oath of office, and, when made by a constable, shall be proven by his return duly sworn to before the court or before a justice of the peace of the judicial district in which the proceeding is instituted.

Circuit
Court,
etc.

Before the Circuit Court or the Magistrate's Court, the service of proceedings and convictions shall be made in the same manner as that of the summons. R. S. 1925, c. 37, s. 89.

Proce-
dure.

90. Before the Circuit Court or the Magistrate's Court, the procedure relating to any suit taken according to this act shall be that provided for by articles 1150 to 1162 of the Code of Civil Procedure for actions between lessor and lessee. R. S. 1925, c. 37, s. 90.

Law
appli-
cable.

91. Except in any case otherwise provided for by this act, in every prosecution other than those instituted before the Circuit Court or the Magistrate's Court, the provisions of the Quebec Summary Convictions Act (Chap. 29) shall apply. Nevertheless the words in sub-

paragraphe 1 de l'article 42 de ladite loi des convictions sommaires, savoir: "mais aucun ajournement ne peut être de plus de quinze jours, sauf avec le consentement des parties", ne s'appliquent pas aux poursuites intentées en vertu de la présente loi. Aucun ajournement, au cours de ces poursuites ne peut cependant être de plus de trente jours. S. R. 1925, c. 37, a. 91.

section 1 of section 42 of the said Summary Convictions Act: "but no such adjournment shall be for more than fifteen days, except with the consent of the parties", shall not apply to prosecutions instituted under this act. However, no such adjournment, during any such prosecution, shall be for more than thirty days. R. S. 1925, c. 37, s. 91.

Récusation.

92. Les dispositions des articles 237 à 250 du Code de procédure civile s'appliquent aussi, en y changeant ce qui doit être changé, aux poursuites intentées en vertu de la présente loi, devant les magistrats de district ou de police. S. R. 1925, c. 37, a. 92.

92. The provisions of articles 237 to 250 of the Code of Civil Procedure shall also apply, *mutatis mutandis*, to any prosecution instituted under this act before any district or police magistrate. R. S. 1925, c. 37, s. 92.

Recusation.

Émission du mandat, etc.

93. Nonobstant toute loi à ce contraire, aucune déclaration, dénonciation ou plainte sous serment n'est requise pour obtenir l'émission d'un mandat d'arrestation ou l'émission d'une sommation; l'un et l'autre peuvent être émis sur la simple production de la déclaration, de la dénonciation ou de la plainte signée conformément à l'article 94 de la présente loi, sans comparution devant le magistrat, du déclarant, du dénonciateur ou plaignant. S. R. 1925, c. 37, a. 93.

93. Any law to the contrary notwithstanding, no sworn declaration, information or complaint shall be required to obtain the issuing of a warrant or of a summons; the one or the other may be issued upon the mere production of the declaration, information or complaint signed in accordance with section 94 of this act, without the declarant, informer or complainant appearing before the magistrate. R. S. 1925, c. 37, s. 93.

Issuing warrant, etc.

Pas de résolution.

94. Aucune résolution de la commission n'est requise pour qu'une action ou poursuite pour infraction à la présente loi soit intentée en son nom.

94. No resolution of the Commission shall be required for a suit or prosecution for an offence against this act to be taken in its name.

No resolution.

Poursuite pour la commission.

Pour toute telle action ou poursuite la plainte doit être signée et l'action ou poursuite intentée au nom de la commission:

In every such suit or prosecution the complaint must be signed and the suit or prosecution taken in the name of the Commission:

Suit, etc., for Commission.

1° Par toute personne que le procureur général autorise généralement à intenter telle action ou poursuite et à signer telles plaintes; ou;

1. By any person authorized generally by the Attorney-General to take such suits or prosecutions and to sign such complaints; or;

2° Par le percepteur du revenu de la province nommé pour le district du revenu où l'infraction a été commise et que le procureur général a autorisé généralement à intenter telles actions ou poursuites et à signer telles plaintes.

2. By the collector of provincial revenue appointed for the revenue district where the offence was committed and whom the Attorney-General has authorized generally to take such suits or prosecutions and to sign such complaints.

Preuve de la signature.

Une plainte déposée fait preuve de la signature de cette personne ou de ce percepteur et de l'autorisation que le procureur général lui a donnée en vertu du présent article, à moins que le contraire

A complaint deposited shall make proof of the signature of such person or of such collector and of the authorization conferred upon him by the Attorney-General under this section, unless the contrary be

Proof of signature.

ne soit établi. S. R. 1925, c. 37, a. 94; 24 Geo. V, c. 17, a. 21; 1 Geo. VI, c. 23, a. 2.

established. R. S. 1925, c. 37, s. 94; 24 Geo. V, c. 17, s. 21; 1 Geo. VI, c. 23, s. 2.

Procé-
dures an-
nulées.

95. Toute action intentée par une corporation municipale et tout jugement rendu sur icelle deviennent nuls et sans effet si une autre poursuite est intentée par le procureur général pour prévenir la collusion entre les parties. Cette action et ce jugement ne peuvent être opposés à cette seconde poursuite, à moins que le montant réclamé par la corporation n'ait été payé de la manière prescrite par la loi ou que le défendeur n'ait subi l'emprisonnement auquel il a été condamné faute de paiement. S. R. 1925, c. 37, a. 95; 24 Geo. V, c. 17, a. 22.

95. Every proceeding instituted by a municipal corporation, and the judgment rendered on the same, shall become null and of no effect if another prosecution be instituted by the Attorney-General in order to prevent collusion between the parties. Such proceeding or judgment cannot be opposed against such second prosecution unless the amount claimed by the corporation has been paid according to law or the defendant has been imprisoned for the term for which he has been sentenced in default of payment. R. S. 1925, c. 37, s. 95; 24 Geo. V, c. 17, s. 22.

Excep-
tion.

Excep-
tion.

Signature
du gérant.

96. Dans toute procédure faite en vertu de la présente loi, lorsqu'un document porte la signature d'une personne connue comme étant le gérant de la commission, ce document fait preuve, à moins que le contraire ne soit établi, de sa nomination et de son entrée en fonction antérieurement à la date de ce document. S. R. 1925, c. 37, a. 96; 1 Éd. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5.

96. In every proceeding under this act, whenever a document bears the signature of a person known as being the manager of the Commission, such document shall be sufficient proof, saving proof to the contrary, of his appointment and of his having entered upon his duties prior to the date of such document. R. S. 1925, c. 37, s. 96; 1 Éd. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Manager's
signature.

Allégués.

97. Dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, il n'est pas nécessaire d'alléguer, dans la déclaration, la dénonciation, la plainte ou la sommation, des faits négatifs ni des faits qu'il appartient au défendeur de prouver. S. R. 1925, c. 37, a. 97.

97. In any prosecution instituted under this act, it shall not be necessary to allege in the declaration, information, complaint or summons, any negative fact, nor any fact the burden of proof of which is upon the defendant. R. S. 1925, c. 37, s. 97.

Allega-
tions.

Personnes
punissables.

98. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, le véritable délinquant, aussi bien que le propriétaire, locataire ou occupant des lieux où l'infraction a été commise et, dans le cas de maison de désordre, toute habituée d'icelle, sont personnellement responsables des amendes et peines qui peuvent être imposées à raison d'une infraction à la présente loi, même si cette infraction a été commise par une autre personne et qu'on ne puisse prouver que celle-ci agissait sous et d'après la direction de ce propriétaire, locataire ou occupant. La preuve que l'infraction a été commise par une personne qui est à l'emploi de ce propriétaire, locataire ou occupant, ou dont on souffre la présence dans

98. In any prosecution under this act the real offender as well as the owner, lessee or occupant of the premises where the offence was committed, and in the case of a disorderly house any inmate thereof, shall be personally responsible for the fines and penalties which may be imposed for any offence under this act, even if such offence have been committed by another person against whom it cannot be proved that he has so acted under or according to the directions of such owner, lessee or occupant. The proof that such offence has been committed by any person in the employ of such owner, lessee or occupant or present on sufferance in the establishment of such owner, lessee or

Persons
punish-
able.

l'établissement de ce propriétaire, locataire ou occupant, est une preuve concluante que l'infraction a eu lieu avec l'autorisation et sous la direction dudit propriétaire, locataire ou occupant. Au choix du poursuivant, le véritable délinquant et ce propriétaire, locataire ou occupant peuvent être poursuivis conjointement ou séparément; mais ils ne peuvent être condamnés l'un et l'autre pour la même infraction, et la condamnation de l'un suffit à empêcher la condamnation de l'autre pour la même infraction.

Autre infraction dans un même lieu.

Lorsqu'une condamnation a été prononcée pour une infraction à la présente loi commise dans un certain lieu et que, dans les douze mois qui suivent cette infraction, le locataire, l'acquéreur ou toute autre personne qui, après avoir, par suite d'un bail, d'un acte de vente ou d'un autre contrat, verbal ou écrit, remplacé dans le même lieu la personne condamnée, y commet une infraction à la présente loi, cette nouvelle infraction est tenue pour une infraction subséquente, notwithstanding les dispositions de l'article 68.

Loi des maisons de désordre.

Lorsqu'une condamnation a été prononcée à l'effet que des liqueurs alcooliques ont été vendues sans permis, dans un local, les dispositions de la Loi des maisons de désordre (chap. 50) s'appliquent. S. R. 1925, c. 37, a. 98.

Preuve de la vente, etc.

99. Pour prouver que la vente ou la consommation de liqueurs alcooliques a été faite en contravention avec la présente loi, il n'est pas nécessaire d'établir qu'il y a eu tradition réelle d'argent ni consommation réelle des liqueurs, si le magistrat ou le tribunal qui entend la cause est convaincu qu'une opération de la nature d'une vente ou d'un autre mode d'aliénation a eu réellement lieu ou que la consommation de liqueurs allait avoir lieu. Lorsqu'il est établi que, dans un local pour lequel un permis est requis en vertu de la présente loi, une personne, autre que l'occupant de ce local, a effectivement consommé ou allait consommer des liqueurs alcooliques, il est par là même présumé, contre la personne munie du permis ou contre l'occupant dudit local, que ces liqueurs alcooliques ont été vendues à la personne qui en a fait ou allait en faire la consommation ou qui

occupant, shall be conclusive proof that such offence was committed with the authorization and under the direction of the said owner, lessee or occupant. At the option of the party prosecuting, the real offender and such owner, lessee or occupant, may be prosecuted jointly or separately; but both may not be convicted for the same offence, and the conviction of one shall suffice to prevent the conviction of the other for the same offence.

Whenever any person has been convicted, under this act, of an offence committed in a certain place, and when, within the twelve months following the commission of such offence, the lessee, the purchaser or any other person who, in virtue of a lease, a deed of sale or any other contract, verbal or written, replaces the person convicted, commits, in the same place, any offence under this act, such new offence shall be held to be a subsequent offence, notwithstanding the provisions of section 68.

Further offence in same place.

Whenever any person has been convicted of selling alcoholic liquor without a permit, in any premises, the provisions of the Disorderly House Act (Chap. 50) shall apply. R. S. 1925, c. 37, s. 98.

Disorderly House Act.

99. In order to prove a sale or consumption of intoxicating liquor in contravention of this act, it shall not be necessary to prove that there has been any actual handing over of money, nor actual consumption of such liquor, if the magistrate or the court hearing the case be convinced that a transaction in the nature of a sale or of any other mode of alienation has actually taken place, or that the consumption of liquor was about to take place. Whenever it is established that, in any premises for which a permit is required under this act, any person, other than the occupant of the said premises, has consumed or was about to consume any alcoholic liquor, it shall, by reason thereof, be presumed, against the holder of the permit, or the occupant of the said premises, that such alcoholic liquor has been sold to the person who has consumed

Proof of sale, etc.

les emportait ou allait les emporter. S. R. 1925, c. 37, a. 99.

or was about to consume the same, or who took it away or was about to take it away. R. S. 1925, c. 37, s. 99.

Choix de l'accusation.

100. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi contre une personne non munie d'un permis, cette poursuite peut être intentée soit pour vente de liqueurs alcooliques sans permis ou soit pour l'infraction spéciale que cette personne a commise et à raison de laquelle elle serait passible d'être poursuivie, même si elle était munie d'un permis. S. R. 1925, c. 37, a. 100; 24 Geo. V, c. 17, a. 23.

100. In any prosecution instituted under this act against any person not the holder of a permit, such prosecution may be instituted either for the sale of alcoholic liquor without a permit, or for the special offence which he has committed and for which he would be liable to be prosecuted, even if he had been the holder of a permit. R. S. 1925, c. 37, s. 100; 24 Geo. V, c. 17, s. 23.

Option as to charge.

Double peine.

101. Lorsqu'une personne est poursuivie et déclarée coupable à raison d'une infraction à la présente loi, le montant de l'amende et la durée de l'emprisonnement dont elle serait passible en tout autre cas doivent être doublés si, au cours de l'instance, il est prouvé que les liqueurs alcooliques que cette personne a vendues sont de mauvaise qualité, sont impropres à la consommation, ont été fabriquées frauduleusement, sont falsifiées ou représentent ce qu'elles ne sont pas. S. R. 1925, c. 37, a. 101.

101. Whenever any person is prosecuted and found guilty of any offence under this act, the amount of the fine, and the length of the term of imprisonment, to which such person would be, otherwise liable, shall be doubled, if, at the trial, it be proved that the alcoholic liquor sold by such person was of bad quality, was unfit for consumption, had been made fraudulently, was adulterated or misrepresented as to its character. R. S. 1925, c. 37, s. 101.

Double punishment.

Cumul d'actions.

102. On peut, dans une déclaration, dénonciation, plainte ou sommation, poursuivre contre une même personne plusieurs infractions et le recouvrement de plusieurs amendes ou peines dont elle est responsable, pourvu que cette déclaration, dénonciation, plainte ou sommation indique, de façon précise, le temps et le lieu où chacune des infractions a été commise; toutefois les honoraires accordés aux avocats sont les mêmes que s'il n'y avait eu qu'une infraction. S. R. 1925, c. 37, a. 102; 3 Geo. VI, c. 22, a. 8.

102. The prosecution of one person for several offences and for the recovery of several fines or penalties for which he is responsible may be included in one declaration, complaint, information or summons, provided the said declaration, complaint, information or summons contain a specific statement of the time and place of the commission of each offence; but the fees allowed the advocates shall be the same as if there had been only one offence. R. S. 1925, c. 37, s. 102; 3 Geo. VI, c. 22, s. 8.

Cumulation of charges.

Amendements.

103. Sauf devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, où les règles ordinaires de procédure concernant les amendements doivent recevoir leur application, toute déclaration, plainte ou sommation portée devant un tribunal peut, sur requête du poursuivant, être amendée sans frais, quant au fond et quant à la forme.

103. Except before the Circuit Court or the Magistrate's Court, where the ordinary rules of procedure concerning amendments shall be applied, any declaration, complaint or summons laid before a court may, on petition of the party prosecuting, be amended, either as to substance or form, without costs.

Amendment.

Délai.

Si l'amendement est permis, le défendeur peut obtenir un délai additionnel pour préparer ses moyens de défense et de preuve. S. R. 1925, c. 37, a. 103.

If the amendment be allowed, the defendant may obtain further delay for the preparation of his defence and of his evidence. R. S. 1925, c. 37, s. 103.

Delay.

Frais de
remise.

104. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, s'il est demandé une suspension de la procédure ou une remise de l'instruction ou audition par la défense, cette suspension ou remise n'est accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais doivent comprendre un honoraire de cinq dollars à l'avocat de la poursuite. S. R. 1925, c. 37, a. 104.

Respon-
sabilité du
mari.

105. Tout homme marié qui vit et réside avec sa femme à l'époque où celle-ci commet une infraction à la présente loi peut, qu'elle soit ou non marchande publique, être poursuivi et condamné de la même manière que s'il s'était lui-même rendu coupable de cette infraction. S. R. 1925, c. 37, a. 105.

Témoins.

106. Sauf devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, où les règles de procédure applicables entre locateurs et locataires doivent être suivies, le tribunal peut, dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, assigner devant lui toute personne qui lui est indiquée comme étant un témoin important de la cause. Si cette personne refuse ou néglige de comparaître en conformité de cette assignation et si, à raison d'affidavit déposé ou des circonstances de la cause, le tribunal est d'opinion que le témoin refuse ou néglige de comparaître pour empêcher la justice d'atteindre ses fins, ce tribunal peut émettre un mandat ordonnant l'arrestation de ce témoin. Si le témoin est arrêté, il doit être conduit devant le tribunal; et, s'il refuse de prêter serment ou de répondre à quelque question relative à la cause, il peut être incarcéré dans la prison commune et y être détenu jusqu'à ce qu'il consente à prêter serment et à rendre témoignage. S. R. 1925, c. 37, a. 106.

Témoin
récalci-
trant.

107. Si une personne assignée à comparaître pour rendre témoignage devant un tribunal au sujet de toute matière que vise la présente loi, néglige ou refuse de comparaître aux temps et lieu fixés pour cette fin, sans cause jugée raisonnable par le tribunal chargé de connaître de la poursuite, ou si cette personne, lors de sa comparution, refuse de prêter serment et de rendre témoignage, elle encourt, pour cha-

Costs on
adjourn-
ment.

104. In any prosecution instituted under this act, if a suspension of proceedings or an adjournment of the inquiry or the hearing be requested by the defence, such suspension or adjournment shall not be granted unless the costs of the day be previously paid by the defence, which costs shall include a fee of five dollars to the lawyer of the prosecution. R. S. 1925, c. 37, s. 104.

Husband
respon-
sible.

105. Any married man living and residing with his wife at the time of any contravention of this act committed by his said wife, whether she be a public trader or not, may be prosecuted and convicted in the same manner as if he had committed the offence himself. R. S. 1925, c. 37, s. 105.

Witnesses.

106. Except before the Circuit Court or the Magistrate's Court, where the rules of procedure between lessor and lessee shall be followed, the court may, in any proceeding taken under this act, summon to appear before it any person who is shown to be an important witness in the case. If such person refuse or neglect to appear in obedience to the said summons, and if, by reason of any affidavit filed, or owing to the circumstances of the case, the court be of opinion that the witness is refusing or neglecting to appear in order to defeat the ends of justice, the court may issue a warrant for the arrest of such witness. The witness, if arrested, must be brought before the court; and, if he refuse to be sworn, or to answer any question relating to the case, he may be imprisoned in the common gaol and be therein imprisoned until he consents to be sworn and to give his evidence. R. S. 1925, c. 37, s. 106.

Recalcit-
rant
witness.

107. If any person summoned to appear to give evidence before a court in connection with any matter arising under this act, neglect or refuse to appear at the time and place set for the purpose without cause deemed reasonable by the court before whom such proceeding is taken, or if such person at the time of his appearance refuse to be sworn or to give evidence, such person shall be liable, for each refusal or

Punition. que refus ou négligence, une amende de pas moins de cinq et de pas plus de quarante dollars et, à défaut du paiement de l'amende, un emprisonnement de pas moins de dix ni de plus de trente jours, le tout à la discrétion du tribunal. Cette peine peut être infligée, même si la cause a été décidée sans que ladite personne ait comparu ou ait été interrogée. S. R. 1925, c. 37, a. 107.

Penalty. omission, to a fine of not less than five dollars nor more than forty dollars, and, on failure to pay such fine, to imprisonment for not less than ten nor more than thirty days, the whole at the discretion of the court. Such penalty must be imposed even in the event of the case being decided without such person having appeared or having been heard as a witness. R. S. 1925, c. 37, s. 107.

Dépositions. **108.** Les dépositions des témoins doivent être prises par écrit ou à la sténographie. S. R. 1925, c. 37, a. 108.

Depositions. **108.** The depositions of the witnesses shall be taken down in writing or shorthand. R. S. 1925, c. 37, s. 108.

Témoignage incriminant. **109.** 1. Subordonnément aux dispositions des paragraphes 2 et 3 du présent article, toute personne autre que le défendeur, interrogée comme témoin dans une action ou poursuite intentée en vertu de la présente loi, est tenue de répondre à toutes les questions qui lui sont posées et qui sont jugées pertinentes à la contestation, même si ses réponses peuvent faire connaître des faits tendant à la rendre passible d'une peine imposée par la présente loi. Toutefois, ce témoignage ne peut être invoqué contre elle dans une poursuite.

Incriminating evidence. **109.** 1. Subject to the provisions of subsections 2 and 3 of this section, any person other than the defendant, examined as a witness in any action or proceeding brought under this act, shall be obliged to answer all questions put to him and judged pertinent to the issue, even if such answers may reveal facts tending to make him liable to any penalty imposed under the provisions of this act. However such evidence cannot be adduced against him in any prosecution.

Dénonciateur. 2. Un témoin, interrogé au cours d'une poursuite intentée en vertu de la présente loi, ne peut être contraint de dire s'il est le dénonciateur dans cette poursuite. Il ne peut non plus lui être posé de question ayant pour objet d'établir que la poursuite a été intentée sur la plainte d'un dénonciateur ou tendant à faire connaître le nom du dénonciateur.

Informant. 2. No witness examined in any proceeding under this act may be compelled to state that he is the informer in such proceeding. Nor shall any question be put to him with the object of showing whether the action was taken on a complaint by an informer, or of revealing the name of the informer.

Dépôt. 3. Il ne peut être demandé à un témoin, qui a été assigné dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, si le dépôt mentionné à l'article 81 a été exigé ou effectué. S. R. 1925, c. 37, a. 109.

Deposit. 3. No witness called in any proceeding under this act may be asked whether the deposit mentioned in section 81 has been required or made. R. S. 1925, c. 37, s. 109.

Espèce de liqueur, etc. **110.** Dans les poursuites pour vente de liqueurs alcooliques, il n'est pas nécessaire de prouver l'espèce exacte, ni de mentionner la quantité de liqueur alcoolique vendue, à moins que l'espèce ou la quantité ne soit essentielle pour créer l'infraction. En ce qui concerne la quantité, il suffit d'alléguer la vente en quantité prohibée. S. R. 1925, c. 37, a. 110.

Variety of liquor, etc. **110.** In any prosecution for the sale of alcoholic liquor it shall not be necessary to prove the exact variety, nor to mention the quantity of alcoholic liquor sold, except in the case where the variety or quantity are essential to establish the offence. As regards quantity, it shall be sufficient to allege the sale of a quantity the sale of which quantity is not allowed. R. S. 1925, c. 37, s. 110.

Date de
l'infraction.

111. Pour obtenir une condamnation, il n'est pas nécessaire de prouver exactement l'époque à laquelle, d'après la plainte, l'infraction a été commise. Il suffit de prouver que le délai que la loi accorde pour poursuivre cette infraction n'est pas expiré. S. R. 1925, c. 37, a. 111.

111. In order to obtain a conviction, it shall not be necessary that the precise time mentioned in the complaint as the time of the commission of the offence be exactly proved. It shall be sufficient to prove that the delay granted by the law for the prosecution of such offence has not expired. R. S. 1925, c. 37, s. 111.

Disposi-
tions ap-
plicables.

112. Les dispositions de l'article 111 s'appliquent à toutes les poursuites, y compris les poursuites intentées pour vente de liqueurs alcooliques aux jours et aux heures pendant lesquels la vente en est prohibée. S. R. 1925, c. 37, a. 112.

112. The provisions of section 111 shall apply to all proceedings, including proceedings instituted for the sale of alcoholic liquor on days and in hours during which such sale is forbidden. R. S. 1925, c. 37, s. 112.

Identité
du défen-
deur.

113. Dans toute poursuite intentée contre une personne non munie d'un permis en vertu des dispositions de la présente loi, il n'est pas nécessaire, pour justifier une condamnation, de prouver de façon précise le nom du défendeur; il suffit que l'identité du défendeur ait été constatée par le témoignage assermenté d'un des fonctionnaires, officiers, inspecteurs ou employés visés par le paragraphe 1^o du deuxième alinéa de l'article 94 ou du percepteur du revenu de la province mentionné au paragraphe 2^o dudit alinéa de l'article 94.

113. In any proceeding instituted against a person who is not the holder of a permit under the provisions of this act, proof of the correct name of the defendant shall not be necessary to justify a conviction; it shall suffice that the identity of the defendant be established by the sworn testimony of one of the officials, officers, inspectors or employees contemplated by paragraph 1 of the second paragraph of section 94, or of the collector of provincial revenue mentioned in paragraph 2 of the said second paragraph of section 94.

Erreur
dans le
nom.

Aucune erreur dans le nom du défendeur n'invalide la condamnation ou le mandat d'emprisonnement. S. R. 1925, c. 37, a. 113; 24 Geo. V, c. 17, a. 24.

No error in the name of the defendant shall invalidate the conviction or the warrant of imprisonment. R. S. 1925, c. 37, s. 113; 24 Geo. V, c. 17, s. 24.

Preuve
par cer-
tificat.

114. Si, dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, la preuve d'un permis est requise, un certificat, signé par le gérant de la commission ou par une personne qu'elle y autorise, ou par le percepteur du revenu de la province visé par le paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 94, fait preuve de l'existence du permis et de l'identité de la personne à laquelle il a été octroyé. Ce certificat est une preuve suffisante de son contenu et de l'autorité de la commission. S. R. 1925, c. 37, a. 114; 24 Geo. V, c. 17, a. 25; 1 Ed. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5.

114. If, in any proceeding under this act, evidence be required respecting a permit, a certificate signed by the manager of the Commission, or by a person authorized thereto by it, or by the collector of provincial revenue contemplated by paragraph 2 of the second paragraph of section 94; shall be sufficient evidence of the existence of such permit and of the identity of the person to whom it was issued. Such certificate shall be sufficient evidence of the contents thereof and of the authority of the Commission. R. S. 1925, c. 37, s. 114; 24 Geo. V, c. 17, s. 25; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5.

Présomp-
tion du
paiement
du droit.

115. La production du permis, ou d'une copie que la commission en a délivrée, fait preuve du paiement du droit exigible sur ce permis, à moins que la

115. The production of a permit or of a copy thereof delivered by the Commission, shall be sufficient evidence of the payment of the duty payable thereon,

poursuite n'établisse que le droit n'a pas été payé; et, dans ce cas, le permis obtenu sans ce paiement est considéré comme non valide. S. R. 1925, c. 37, a. 115.

unless the prosecuting party prove that the duty has not been paid, in which case the permit obtained without such payment shall be held to be null. R. S. 1925, c. 37, s. 115.

Coût
d'analyse.

116. Si la cour juge nécessaire aux fins de la présente loi de faire analyser une liqueur réputée alcoolique, le coût de cette analyse est inclus dans les frais taxés de l'action.

116. Whenever the court deems it necessary for the purposes of this act that any liquor suspected of being alcoholic be analysed, the costs of such analysis shall be included in the taxed costs of the case.

Costs of
analysis.

Certificat
d'analyse.

Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi, le certificat relatif à l'analyse d'une liqueur et signé par l'analyste de la commission est accepté comme preuve *prima facie* des faits qui y sont déclarés et de l'autorité de la personne qui donne ou émet ce certificat, sans autre preuve de sa nomination ou de sa signature. Le coût de cette dernière analyse est aussi compris dans les frais taxés de l'action. S. R. 1925, c. 37, a. 116; 24 Geo. V, c. 17, a. 26; 1 Éd. VIII(2), c. 16, a. 1.

In any proceeding instituted under this act, the certificate relating to the analysis of any liquor, and signed by the analyst of the Commission, shall be accepted as proof, *prima facie*, of the facts set forth therein and of the authority of the person giving or issuing such certificate, without further evidence of his appointment or of his signature. The cost of such latter analysis shall also be included in the taxed costs of the case. R. S. 1925, c. 37, s. 116; 24 Geo. V, c. 17, s. 26; 1 Ed. VIII(2), c. 16, s. 1.

Certifi-
cate of
analysis.

§ 2.—Du jugement

§ 2.—Judgments

Prononcé
du juge-
ment.

117. Le jugement rendu dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi et instruite devant deux juges de paix, peut être prononcé par l'un d'eux en l'absence de l'autre, pourvu qu'il soit rédigé par écrit et signé par ces deux juges de paix. S. R. 1925, c. 37, a. 117.

117. The judgment rendered in any proceeding instituted in virtue of this act, and tried before two justices of the peace, may be delivered by one of them in the absence of the other, provided that such judgment be drawn up in writing and that it be signed by the two justices of the peace. R. S. 1925, c. 37, s. 117.

Render-
ing judg-
ment.

Désaccord
entre
juges de
paix.

118. Si deux juges de paix qui ont entendu ensemble une poursuite ne sont pas d'accord sur le jugement à rendre, l'un ou l'autre de ces juges peut signer un certificat à cet effet et le transmettre au procureur général. Celui-ci, sur réception de ce certificat, peut intenter une nouvelle poursuite au nom de la commission pour la même infraction. Le temps écoulé entre la signification de la première poursuite et la date à laquelle le certificat est transmis au procureur général ne compte pas aux fins de la prescription. S. R. 1925, c. 37, a. 118; 24 Geo. V, c. 17, a. 27.

118. Whenever any proceeding has been heard by two justices of the peace, and they do not agree as to the judgment to be rendered, either of such justices may sign a certificate to that effect, and transmit the same to the Attorney-General. The latter, on receipt thereof, may institute a new proceeding, in the name of the Commission, for the same offence. Prescription shall not run between the service of the first proceeding and the date at which the certificate is transmitted to the Attorney-General. R. S. 1925, c. 37, s. 118; 24 Geo. V, c. 17, s. 27.

Dissent
between
justices.

Emprison-
nement à
défaut de
payer.

119. S'il ne paie pas les frais, l'amende ou la somme qu'il a été condamné à payer en vertu de la présente loi, le contrevenant

119. If he does not pay the costs, the fine imposed or the sum he has been condemned to pay, by virtue of this act, the

Imprison-
ment on
failure to
pay.

doit être emprisonné et détenu dans la prison commune durant une période de trois mois, à moins qu'une autre période de détention ne soit prescrite par la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 119.

offender shall be imprisoned and held during a term of three months in the common gaol, unless some other term of imprisonment has been provided for in this act. R. S. 1925, c. 37, s. 119.

Récidive. **120.** À moins qu'il n'en soit autrement prévu, la peine infligée, en cas de récidive, à une personne qui a déjà été condamnée pour deux infractions à la présente loi, est d'un emprisonnement de six mois, si la nouvelle infraction est de même nature et espèce que celle pour laquelle elle a été antérieurement condamnée. S. R. 1925, c. 37, a. 120.

120. Unless otherwise provided for, the penalty for any subsequent offence, for any person already convicted of two offences under this act, shall be imprisonment for six months if the new offence be of a similar nature and kind as that of which he was previously convicted. R. S. 1925, c. 37, s. 120.

Dispositif dans le jugement. **121.** Dans les cas prévus aux articles 119 et 120, et dans les autres cas où une semblable disposition législative existe, le jugement ou la condamnation doit contenir un dispositif condamnant le défendeur audit emprisonnement. S. R. 1925, c. 37, a. 121.

121. In the cases mentioned in sections 119 and 120 and in other cases where a similar provision of law exists, the judgment or sentence shall contain a provision condemning the defendant to the said imprisonment. R. S. 1925, c. 37, s. 121.

Prononcé du jugement en l'absence du juge. **122.** Si un juge, un magistrat ou un juge de paix qui a entendu une cause est incapable, par suite de maladie, d'absence ou pour une autre raison, de prononcer lui-même le jugement, il peut en transmettre la minute, dûment certifiée par lui, au greffier de la cour, du magistrat, du juge ou des juges de paix qu'il appartient, avec instruction d'enregistrer ce jugement et de le faire connaître ou de le communiquer, sur demande, aux parties ou à leurs procureurs, le jour qu'il fixe à cet effet.

122. Whenever a judge, magistrate or justice of the peace who has heard a case is unable, on account of sickness, absence or any other reason, to himself deliver judgment, he may transmit his judgment in writing, duly certified by him, to the clerk of the court, of the magistrate, or of the justice or justices of the peace, to whom the matter appertains, with instructions to register the judgment, and, on request, to deliver or communicate it to the parties or their attorneys on the day fixed by him for the purpose.

Effet. Le greffier, sur réception de la minute du jugement et des instructions qui l'accompagnent, doit se conformer à ces instructions. Le jugement ainsi enregistré a le même effet que s'il avait été prononcé par le juge, le magistrat ou le juge de paix, à l'audience. S. R. 1925, c. 37, a. 122.

The clerk on receipt of such written judgment, and the instructions which accompany it, must comply with such instructions. The judgment thus registered shall have the same effect as if it were delivered by the judge, the magistrate, or the justice of the peace at the trial. R. S. 1925, c. 37, s. 122.

Rapport à la commission. **123.** Toute condamnation prononcée en vertu de la présente loi doit, dans les quinze jours qui suivent la date du jugement, être portée, sous peine d'une amende de vingt dollars, à la connaissance du procureur général par le greffier de la cour devant laquelle l'action a été prise, ou, à défaut de greffier, par le juge de paix ou le

123. Every conviction under this act shall, in the fifteen days which follow the date of the judgment, be brought, under penalty of a fine of twenty dollars, to the knowledge of the Attorney-General by the clerk of the court before whom the action was taken, or, failing a clerk, by the justice of the peace or magistrate before

magistrat qui a prononcé la condamnation. S. R. 1925, c. 37, a. 123; 24 Geo. V, c. 17, a. 28.

whom such conviction was had. R. S. 1925, c. 37, s. 123; 24 Geo. V, c. 17, s. 28.

Applica-
tion du
jugement.

124. Le jugement rendu dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi s'applique aux seules infractions alléguées dans la plainte, et non pas à une autre qui aurait pu être commise avant la date de ce jugement. S. R. 1925, c. 37, a. 124.

124. The judgment rendered in any proceeding instituted under this act, shall apply only to the offences alleged in the complaint, and to no other offence which might have been committed before the date of such judgment. R. S. 1925, c. 37, s. 124.

Applica-
tion of
judg-
ment.

§ 3.—Des dépens

§ 3.—Costs

Tarif des
hono-
raires.

125. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut établir, amender, remplacer et abroger le tarif des honoraires qui peuvent être accordés aux greffiers, huissiers, officiers de la paix, constables, avocats, témoins, inspecteurs et officiers chargés de l'application de la présente loi dans toute poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 125; 24 Geo. V, c. 17, a. 29.

125. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace or repeal the tariff of fees which may be granted to any clerk, bailiff, peace officer, constable, advocate, witness, inspector or officer charged with the enforcement of this act, in any suit or action instituted under this act. R. S. 1925, c. 37, s. 125; 24 Geo. V, c. 17, s. 29.

Tariff of
fees.

Pas de
frais
contre la
commis-
sion.

126. Dans les actions ou poursuites intentées en vertu de la présente loi, la commission ne peut être condamnée aux dépens. Toutefois, sur la recommandation du tribunal, la commission, si un jugement a été rendu contre elle, peut, à sa discrétion, payer à la personne en faveur de laquelle il a été prononcé, les frais ou l'indemnité qu'elle juge équitable de lui verser. S. R. 1925, c. 37, a. 126.

126. In any action or proceeding instituted under this act, the Commission may not be condemned to pay costs. Nevertheless, upon the recommendation of the court, the Commission, if judgment have been rendered against it, may, in its discretion, pay, to the person in whose favour judgment has been given, such costs or such indemnity as it may deem just to pay him. R. S. 1925, c. 37, s. 126.

No costs
against
Commis-
sion.

Dépenses
du percep-
teur assi-
gné com-
me
témoin.

127. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi ou en vertu de la Loi de tempérance de Québec (chap. 257), si le percepteur du revenu de la province, visé par le paragraphe 2^o du deuxième alinéa de l'article 94, assiste aux séances du tribunal comme témoin et parcourt, pour s'y rendre, une distance de plus de trois milles à partir de son domicile, le magistrat, le juge de paix ou les juges de paix chargés de l'instruction de la cause peuvent alors taxer contre le défendeur qui a été trouvé coupable, à titre de frais dans la cause, les montants suivants, savoir:

127. In every proceeding under this act, or under the Quebec Temperance Act (Chap. 257) if the collector of provincial revenue contemplated by paragraph 2 of the second paragraph of section 94, be present at the sittings of the court, as a witness, and in order to attend the sittings of such court travel a distance of over three miles from his domicile, the magistrate, justice or justices of the peace seized with the trial of the case may then tax against the defendant, if he be found guilty, as costs in the case, the following amounts, to wit,—

Costs of
collector
attending
as wit-
ness.

1^o Le prix que ledit percepteur, a dû payer, s'il voyage en chemin de fer ou en diligence;

1. If he travel by railway or stage, the sum that such collector has had to pay;

2° Les sommes qu'il lui en a réellement coûté pour un cheval, une voiture et les droits de péage, s'il voyage dans une voiture de louage;

3° Vingt centins par mille, pour aller seulement, s'il voyage dans sa propre voiture;

4° Une somme additionnelle de deux dollars par jour, pour couvrir toutes autres dépenses.

Ajournement.

Dans le cas où la cause est ajournée à la demande du défendeur, celui-ci peut être condamné au paiement de semblables frais additionnels lorsque ledit perceuteur assiste réellement aux séances du tribunal.

Attestation.

Ce perceuteur, doit certifier sous serment ses frais de route et autres dépenses. S. R. 1925, c. 37, a. 127; 24 Geo. V, c. 17, a. 30; 2 Geo. VI, c. 76, a. 31.

Frais des dépositions.

128. Dans toute poursuite intentée en vertu de la présente loi ou de la Loi de tempérance de Québec (chap. 257), les frais de témoignages consignés par écrit, par sténographie ou autrement, font partie des frais taxés de l'action. S. R. 1925, c. 37, a. 128.

2. If he travel in a hired vehicle, the sum actually charged for such horse and vehicle, and the tolls;

3. If he travel in his own conveyance, twenty cents a mile for a trip one way only;

4. To cover all other expenses, an additional sum of two dollars per day.

In the event of the trial being adjourned upon application of the defendant, the latter may be condemned to the payment of like additional costs when such collector is actually present at the sitting of the court. Adjournment.

Travelling and other expenses shall be attested under oath by such collector. R. S. 1925, c. 37, s. 127; 24 Geo. V, c. 17, s. 30; 2 Geo VI, c. 76, s. 31. Attestation.

128. In every proceeding instituted under this act or under the Quebec Temperance Act (Chap. 257) the cost of evidence taken in writing, stenography or otherwise shall be included in the taxed costs of the action. R. S. 1925, c. 37, s. 128. Cost of evidence.

§ 4.—De l'exécution du jugement

Option du poursuivant.

129. À défaut du paiement immédiat de l'amende et des frais, le poursuivant peut, lors du prononcé du jugement ou de la condamnation, ou en tout temps au cours du délai accordé au défendeur, opter pour l'emprisonnement de celui-ci pendant le temps mentionné dans le jugement ou la condamnation, ou pour l'émission immédiate d'un mandat de saisie contre les biens du défendeur.

Saisie, etc.

Dans ce dernier cas, le montant de l'amende et des frais est prélevé par mandat de saisie et vente des meubles et effets du défendeur. À défaut de meubles et effets, ou si le montant qu'a rapporté la vente n'acquitte pas intégralement les sommes dues, le défendeur est emprisonné. Toutefois, dans l'un ou l'autre de ces cas, il peut se libérer de l'emprisonnement en payant en entier l'amende, les frais encourus jusqu'à sa condamnation et les frais subséquents. S. R. 1925, c. 37, a. 129.

§ 4.—Execution of Judgments

129. In default of the immediate payment of the fine and costs, the prosecuting party may, at the time of the rendering of the judgment or of the conviction, or at any time during the delay, if any be granted to the defendant, make option for the imprisonment of the defendant during the time mentioned in the judgment or the conviction, or for the immediate issue of a seizure against his property. Prosecutor's option.

In the latter case the amount of the fine and costs shall be levied by a warrant of seizure and sale of the furniture and effects of the defendant. Failing any furniture and effects, or in case the amount realized by the sale be insufficient to cover the sums due, the defendant shall be imprisoned. However, in either case he may free himself from such imprisonment by paying in full the fine, the costs incurred up to the conviction, and the subsequent costs. R. S. 1925, c. 37, s. 129. Distress.

Libération.

130. Sauf au cas d'un paiement intégral comme susdit, nul défendeur emprisonné en vertu d'une disposition de la présente loi n'est libéré par suite d'un défaut de forme dans le mandat d'emprisonnement, ni sans qu'avis d'une demande de libération ait été dûment signifié au procureur général si l'action ou poursuite a été prise au nom de la commission, ou à la corporation municipale qui avait intenté l'action ou poursuite. Pour ce qui est de l'emprisonnement, aucun paiement partiel n'affecte ni ne modifie les termes du jugement prononcé contre le défendeur. S. R. 1925, c. 37, a. 130; 24 Geo. V, c. 17, a. 31.

Paiement partiel.

130. Save in the case of payment in full as above mentioned, no defendant imprisoned under any provision of this act shall be set free by reason of any defect of form in the warrant of imprisonment, nor without a notice of the application being duly served upon the Attorney-General if the suit or prosecution has been taken in the name of the Commission or upon the municipal corporation which instituted the suit or prosecution. No partial payment shall affect or modify the terms of the judgment pronounced against him in so far as the imprisonment is concerned. R. S. 1925, c. 37, s. 130; 24 Geo. V, c. 17, s. 31.

Freeing prisoner.

Partial payment.

Entrave à l'arrestation.

131. Quiconque, sachant ou ayant raison de croire qu'un mandat d'emprisonnement a été émis contre une personne en vertu de la présente loi, empêche l'arrestation du défendeur ou, par ses conseils, par ses actes ou d'une autre manière, procure ou facilite au défendeur les moyens d'éviter l'arrestation, est coupable d'une infraction à la présente loi et se rend passible d'une amende de quarante dollars. S. R. 1925, c. 37, a. 131.

131. Whosoever, knowing or having reason to believe that a warrant of imprisonment has been issued against any person under this act, hinders the arrest of the defendant, or procures the means of or facilitates, by advice, action or in any other manner, the avoiding of arrest by the defendant, shall be guilty of an offence under this act, and liable to a fine of forty dollars. R. S. 1925, c. 37, s. 131.

Hindering arrest, etc.

Exécution sans délai.

132. L'exécution d'un jugement rendu sur une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi peut avoir lieu sans délai. Si ce jugement condamne à l'emprisonnement seulement, il doit être exécuté immédiatement. S. R. 1925, c. 37, a. 132.

132. The execution of a judgment upon any prosecution or action instituted under this act may take place forthwith. If the judgment condemn the offender to imprisonment only, it must be executed immediately. R. S. 1925, c. 37, s. 132.

Execution without delay.

Contrainte par corps.

133. Lorsque la contrainte par corps est exercée devant la Cour de circuit ou la Cour de magistrat, elle est accordée par un des juges de la Cour supérieure ou de la Cour de circuit ou par le magistrat de district, ou par le greffier de la Cour de circuit ou de la Cour de magistrat, sur requête sommaire exposant que le défendeur n'a pas payé intégralement l'amende ou la somme réclamée et les frais de la poursuite.

133. When coercive imprisonment lies to enforce a judgment of the Circuit Court or the Magistrate's Court, it shall be granted by one of the judges of the Superior Court or of the Circuit Court or by the District Magistrate, or by the clerk of the Circuit Court or the Magistrate's Court, on summary petition, alleging that the defendant has not paid in full the fine or the sum claimed and the costs of the prosecution.

Coercive imprisonment.

Il n'est pas nécessaire de donner au défendeur un avis de cette requête. S. R. 1925, c. 37, a. 133.

It shall not be necessary to give notice to the defendant of such petition. R. S. 1925, c. 37, s. 133.

Emprisonnement.

134. Le terme d'emprisonnement prononcé en vertu de la présente loi se calcule

134. Every term of imprisonment under this act shall run from the date of

Imprisonment.

à compter du jour de l'incarcération après incarceration after sentence. R. S. 1925, condamnation. S. R. 1925, c. 37, a. 134; c. 37, s. 134; 25-26 Geo. V, c. 20, s. 2. 25-26 Geo. V, c. 20, a. 2.

Exécution sur bateaux, etc.

135. Si la condamnation est pour avoir vendu ou pour avoir laissé vendre, sans permis, des liqueurs alcooliques à bord d'un bateau ou dans un wagon de chemin de fer, l'amende et les frais peuvent être recouvrés par saisie et vente des agrès et ameublement du bateau ou wagon où ces liqueurs ont été vendues. S. R. 1925, c. 37, a. 135.

135. If the conviction be for having sold or allowed the sale of alcoholic liquor on board a boat or a railway car, without a permit, the fine and costs may likewise be levied by the seizure and sale of the fittings and furniture of the boat or car on board which such liquor was sold. R. S. 1925, c. 37, s. 135. Seizure on vessel, etc.

Délai pour paiement.

136. Dans le cas d'une première infraction commise par la personne munie d'un permis en vertu de la présente loi, le tribunal peut, à discrétion, si l'amende et les frais ne sont pas immédiatement payés, fixer un jour ultérieur auquel le paiement doit en être effectué. Il peut aussi ordonner que le défendeur soit mis en état d'arrestation, à moins qu'il ne s'engage à comparaître au jour indiqué, en fournissant un cautionnement qui garantisse, à la satisfaction du tribunal, le paiement d'une somme égale au montant de l'amende et des frais. La présente loi autorise le tribunal à recevoir ce cautionnement sous forme d'obligation ou autrement, à sa discrétion. Si, au jour indiqué, l'amende et les frais ne sont pas payés, le plaignant peut exercer le droit d'option que lui confère l'article 129, et le défendeur est traité d'après les dispositions dudit article. S. R. 1925, c. 37, a. 136.

136. In the case of a first offence committed by the holder of a permit under this act, the court may, in its discretion, if the fine and costs be not paid forthwith, fix a later date for such payment. It may also order that the defendant be arrested, unless he binds himself to appear on the day set, by giving security, to the satisfaction of the court, for the payment of a sum equal to the amount of the fine and costs. The court is hereby authorized to receive the security, in the form of a bond or otherwise, in its discretion. If, on the day so fixed, such fine and costs be not paid, the complainant may exercise his right of option, as provided in section 129, and the defendant shall be dealt with according to the terms of such section. R. S. 1925, c. 37, s. 136. Delay to pay. Arrest. Security. Option.

Arrestation.

Cautionnement.

Option.

Femme mariée.

137. Lorsqu'une femme mariée vivant habituellement avec son mari a été condamnée dans une poursuite intentée en vertu de la présente loi, le plaignant peut faire saisir et vendre les biens de cette femme mariée ou ceux de son mari. Dans le cas où les biens de l'un d'eux sont insuffisants, il peut exercer son recours contre les biens de l'autre. S. R. 1925, c. 37, a. 137.

137. When a married woman, living habitually with her husband, has been convicted in any proceeding instituted under this act, the complainant may cause the seizure of the goods of such married woman, or of her husband. In case the goods of one should be found insufficient, he may exercise his recourse against the goods of the other. R. S. 1925, c. 37, s. 137. Married woman.

Associé.

138. Sur condamnation, en vertu de la présente loi, d'un membre d'une société, le procureur général si l'action ou poursuite a été intentée au nom de la commission ou la corporation municipale qui a intenté l'action ou poursuite peut, dans le cas où les biens et effets du défendeur sont insuffisants, faire saisir et vendre les biens et

138. Upon conviction of a member of any partnership under this act, the Attorney-General if the suit or prosecution has been instituted in the name of the Commission, or the municipal corporation which instituted the suit or prosecution, may, in case the goods and effects of the defendant are found insufficient,

effets de la société qui se trouvent dans les lieux où l'infraction a été commise, S. R. 1925, c. 37, a. 138; 24 Geo. V, c. 17, a. 32.

cause the seizure and sale of the goods and effects of the partnership which are found in the place where the offence was committed. R. S. 1925, c. 37, s. 138; 24 Geo. V, c. 17, s. 32.

SECTION VIII

DES RECOURS

Bref de *quo warranto*.

139. 1. Aucun bref de *quo warranto* ne peut être émis à l'égard de la charge occupée ou d'une prérogative exercée par la commission ou par son gérant.

Bref de *mandamus*.

2. Aucun bref de *mandamus* ne peut être émis pour ordonner à la commission ou à son gérant d'accomplir un devoir ou un acte.

Bref d'injonction.

3. Aucun bref d'injonction ne peut être émis pour empêcher temporairement ou permanentement la commission ou son gérant d'accomplir une action ou d'exécuter une opération, ou de continuer à accomplir une action ou à exécuter une opération.

Bref de *certiorari*.

4. Aucun bref de *certiorari* ne peut être émis pour évoquer une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi.

Bref de prohibition.

5. Aucun bref de prohibition ne peut être émis relativement à toute chose faite ou qu'on veut faire en vertu de la présente loi.

Appel.

6. Aucun appel ne peut être interjeté d'un jugement rendu dans une poursuite ou action intentée en vertu de la présente loi, excepté:

a) Au cas où le tribunal qui a rendu ce jugement a excédé sa juridiction;

b) Au cas où l'infraction pour laquelle la poursuite ou l'action a été intentée rend le contrevenant passible d'un emprisonnement seulement;

c) Au cas où des liqueurs alcooliques ont été saisies en vertu de la présente loi et où, aux termes de cette loi, le tribunal doit prononcer la confiscation.

Requête.

Dans chacun de ces cas, l'appel doit être interjeté par requête devant un des juges de la Cour du banc du roi, à l'endroit où les appels du district sont portés. Il doit être logé dans les huit jours de la date du jugement et il est soumis à la Cour du banc du roi, composée de cinq juges, à sa prochaine séance, avec préséance sur tou-

DIVISION VIII

APPEALS AND OTHER REMEDIES

139. 1. No writ of *quo warranto* may be granted with respect to the office held or any power exercised by the Commission or by the manager thereof. *Quo warranto*.

2. No writ of *mandamus* may be issued to order the Commission or the manager thereof to discharge any duty or to do any act. *Mandamus*.

3. No writ of injunction may be granted to prevent, either temporarily or permanently, the Commission or the manager thereof from doing anything or carrying out any operation, or continuing to do anything or to carry out any operation. *Injunction*.

4. No writ of *certiorari* may be granted to evoke any action or proceeding instituted under this act. *Certiorari*.

5. No writ of prohibition may be issued with respect to anything done or proposed to be done under this act. *Prohibition*.

6. There shall be no appeal from any judgment rendered in any prosecution or action instituted under this act, except:

a. In any case wherein the court which rendered the judgment has exceeded its jurisdiction;

b. In any case wherein the offence in respect of which the prosecution or the action was instituted, renders the offender liable to imprisonment only;

c. In any case wherein alcoholic liquor has been seized under this act, and where, under the provisions thereof, the court must order confiscation.

In each such case the appeal must be taken, by petition, before one of the judges of the Court of King's Bench at the place where appeals in the district are brought. It must be taken within eight days from the date of the judgment and be tried before a division of five judges of the Court of King's Bench at its next

tes les autres causes lorsqu'il s'agit d'un jugement comportant l'emprisonnement.

Dépôt.

L'appel peut être interjeté par les deux parties à la poursuite ou action. S'il est interjeté par le défendeur, ce dernier doit en même temps déposer trois cents dollars entre les mains du greffier des appels. Si l'appel est rejeté, ce dépôt est confisqué et forfait en faveur de la couronne, et le défendeur est en outre passible des peines et frais auxquels il a été condamné.

Avis d'appel.

Lorsque le défendeur est représenté par procureur en la cour de première instance, la signification de l'avis d'appel à ce procureur est un avis suffisant, et, lorsque le défendeur n'est pas représenté par procureur en la cour de première instance, l'avis d'appel est donné en signifiant une copie de la requête en appel au défendeur personnellement ou à sa dernière adresse connue.

Cet appel est final.

Procédure en appel.

7. Le dossier original de la cause, ainsi que les dépositions des témoins consignées par écrit, conformément aux dispositions de l'article 108 de la présente loi, doivent être soumis à la Cour du banc du roi qui doit décider du fond de la cause, sans tenir compte d'aucun défaut relatif à la forme ou au fond, pourvu qu'il apparaisse, par le jugement, que la condamnation a été prononcée, pour une infraction prévue en la présente loi, par la Cour de circuit, par la Cour de magistrat, par deux juges de paix ou par un magistrat de police, un magistrat de district ou tout autre officier ayant les pouvoirs de deux juges de paix, agissant dans les limites de leur juridiction, et qu'il apparaisse en outre, dans ce jugement, que la peine applicable à cette infraction a été infligée. S'il appert que la plainte a été décidée sur le fond et que la condamnation est valide en vertu de la présente loi, cette condamnation ne doit pas être mise de côté.

Dossier.

Le dossier original de la cause est renvoyé au tribunal inférieur, après que jugement a été rendu sur l'appel. S. R. 1925, c. 37, a. 139; 18 Geo. V, c. 93, a. 7; 19 Geo. V, c. 22, a. 4; 1 Ed. VIII(2), c. 14, aa. 1 et 5; 1 Geo. VI, c. 23, a. 3.

term, with priority over all other cases, when it relates to a judgment entailing imprisonment.

The appeal may be taken by either party to the prosecution or action. If it be taken by the defendant, he must at the same time make a deposit of three hundred dollars in the hands of the clerk of appeals. If the appeal be dismissed such deposit shall be confiscated and forfeited to the Crown, and the defendant shall be liable, in addition, to the penalties and costs to which he has been condemned.

When the defendant is represented by attorney in the court of first instance, the service of the notice of appeal upon such attorney shall be sufficient notification, and when the defendant is not represented by attorney in the court of first instance notice of appeal shall be given by serving a copy of the petition for appeal upon the defendant personally or at his last known address.

Such appeal shall be final.

7. The original record in the case, as well as the depositions of the witnesses taken in writing in accordance with section 108 of this act, shall be submitted to the Court of King's Bench, which must decide the question on the merits, without taking into account any defect, either as to form or matter, provided that it appears by the judgment that conviction has been had for an offence against any provision of this act before the Circuit Court, the Magistrate's Court, two justices of the peace, a police magistrate, district magistrate, or other officer having the powers of two justices of the peace, acting within their jurisdiction, and that it appears moreover by such judgment that the penalty or punishment applicable to that offence has been applied. If it appears that the case has been decided on the merits and that the conviction is valid, under this act, such conviction shall not be set aside.

The original record of the case shall be sent back to the court below, after the rendering of the judgment in appeal. R. S. 1925, c. 37, s. 139; 18 Geo. V, c. 93, s. 7; 19 Geo. V, c. 22, s. 4; 1 Ed. VIII (2), c. 14, ss. 1 and 5; 1 Geo. VI, c. 23, s. 3.

SECTION IX

DES AMENDES INFLIGÉES

Commission.

140. Lorsqu'une poursuite est intentée au nom de la commission, l'amende appartient à la couronne. S. R. 1925, c. 37, a. 140; 24 Geo. V, c. 17, a. 33.

Poursuite par municipalité.

141. Lorsque, conformément aux dispositions du deuxième alinéa de l'article 82, la poursuite est intentée par une corporation municipale, l'amende recouvrée est employée de la manière suivante:

1° Si l'amende et les frais ont été recouvrés en entier, une moitié appartient à la couronne et l'autre à la municipalité;

2° Si l'amende et les frais n'ont pas été recouvrés en entier, le montant recouvré est d'abord appliqué au paiement des frais, et le reste est réparti de la manière et dans la proportion qu'indique le paragraphe 1° du présent article. S. R. 1925, c. 37, a. 141; 24 Geo. V, c. 17, a. 34.

Dispositions applicables.

142. Les dispositions de la Loi du paiement des amendes (chap. 30) s'appliquent aux amendes et aux frais visés par les articles 140 et 141. S. R. 1925, c. 37, a. 142; 24 Geo. V, c. 17, a. 35.

Pas de remise, etc.

143. Il ne doit être accordé aucune remise d'amende imposée en vertu de la présente loi, ni aucune suspension, avant ou après jugement, des procédures intentées en vertu d'icelle, sauf les délais que le tribunal peut juger à propos d'accorder dans l'intérêt des parties en cause.

Idem.

Le pouvoir de remise que confère au lieutenant-gouverneur en conseil l'article 44 de la Loi du contrôle du revenu (chap. 73) ne s'applique pas aux amendes imposées en vertu de la présente loi. S. R. 1925, c. 37, a. 143.

DIVISION IX

FINES AND COSTS

140. Whenever any proceeding is taken in the name of the Commission, the fine shall belong to the Crown. R. S. 1925, c. 37, s. 140; 24 Geo. V, c. 17, s. 33.

141. Whenever, in accordance with the provisions of the second paragraph of section 82, the prosecution is taken by a municipal corporation, the fine recovered shall be employed in the following manner:

1. If the fine and costs have been recovered in full, one half shall belong to the Crown and the other half to the municipality;

2. If the fine and costs have not been recovered in full, the amount recovered shall first be applied to the payment of the costs, and the balance divided in the manner and in the proportion indicated in sub-paragraph 1 of this section. R. S. 1925, c. 37, s. 141; 24 Geo. V, c. 17, s. 34.

142. The provisions of the Fines Payment Act (Chap. 30) shall apply to the fines and costs contemplated by sections 140 and 141. R. S. 1925, c. 37, s. 142; 24 Geo. V, c. 17, s. 35.

143. No remission shall be granted of any fine imposed under this act, nor any suspension, before or after judgment, of the proceedings instituted under it, saving any delay the court may see fit to grant in the interests of the parties.

The power to remit certain fines, conferred upon the Lieutenant-Governor in Council by section 44 of the Provincial Revenue Act (Chap. 73), shall not apply to any fine imposed under this act. R. S. 1925, c. 37, s. 143.

SECTION X

DES PRESCRIPTIONS

Prescription.

144. À moins de dispositions contraires, toute poursuite intentée en vertu de la présente loi doit être commencée dans les deux mois qui suivent la date de l'infraction, si cette infraction a eu lieu dans l'une ou l'autre des cités de Québec et de

DIVISION X

PRESCRIPTION

144. Unless otherwise provided, every proceeding taken under this act shall be begun: within two months of the commission of the offence if it took place in either of the cities of Quebec or Montreal; within twelve months, if it occurred in

Montréal; dans les douze mois, si l'infraction a eu lieu dans le district de revenu du Saguenay; et dans les quatre mois, si elle a eu lieu en tout autre endroit de la province. L'émission du mandat est un commencement de poursuite.

Exception.

Toutefois, la limitation de temps ci-dessus prescrite ne s'applique pas à la confiscation des liqueurs alcooliques saisies avant jugement; le jugement du tribunal confiscant ces liqueurs peut être demandé et rendu en tout temps. S. R. 1925, c. 37, a. 144; 19 Geo. V, c. 22, a. 5.

the revenue district of Saguenay; and within four months of the commission of the offence if it occurred in any other part of the Province. The issue of a warrant shall constitute a beginning of proceedings.

Nevertheless, the above limitation of time shall not apply to the confiscation of the alcoholic liquor seized before judgment; the judgment of the court confiscating such liquor may be applied for and rendered at any time. R. S. 1925, c. 37, s. 144; 19 Geo. V, c. 22, s. 5.

Exception.

SECTION XI

DE L'ANNONCE DES LIQUEURS ALCOOLIQUES

Réclame
prohibée.

145. Il est défendu de représenter au moyen d'une annonce quelconque qu'une liqueur alcoolique favorise la santé ou a une valeur nutritive ou curative. S. R. 1925, c. 37, a. 144a; 5 Geo. VI, c. 24, a. 26.

Enseignes
prohibées.

146. Il est interdit d'annoncer une liqueur alcoolique au moyen d'enseignes ou d'affiches, à moins qu'elles ne soient placées à l'intérieur d'un bâtiment de façon à ne pas être visibles de l'extérieur. S. R. 1925, c. 37, a. 144b; 5 Geo. VI, c. 24, a. 26.*

Enlèvement.

147. Le tribunal qui prononce une condamnation sur une poursuite intentée pour infraction à l'article précédent ordonne que l'enseigne ou affiche qui a fait l'objet de la condamnation soit enlevée ou détruite dans un délai de huit jours à compter de la sentence, aux frais du contrevenant. S. R. 1925, c. 37, a. 144c; 5 Geo. VI, c. 24, a. 26.

SECTION XII

DE LA RECHERCHE ET DE LA POURSUITE DES INFRACTIONS

Devoirs
du procureur
général.

148. Le procureur général est chargé:

1° D'assurer l'observance de la présente

* En vertu de l'article 31 de la loi 5 George VI, chapitre 24, cette prohibition ne s'applique pas avant le 1er mai 1942, aux enseignes ou affiches installées avant le 30 avril 1941, et elle ne s'applique pas avant le 1er mai 1944, aux enseignes lumineuses visées par l'article 2 de la loi 21 George V, chapitre 31 (abrogée) érigées en dehors des cités et villes avant le 29 avril 1941.

DIVISION XI

ADVERTISING OF ALCOHOLIC LIQUOR

145. It is forbidden to represent by means of any advertisement that an alcoholic liquor is beneficial to health or that it possesses nutritive or curative value. R. S. 1925, c. 37, s. 144a; 5 Geo. VI, c. 24, s. 26.

Representations
forbidden.

146. It is forbidden to advertise an alcoholic liquor by means of signs or posters, unless they are placed within a building so as not to be visible from the outside. R. S. 1925, c. 37, s. 144b; 5 Geo. VI, c. 24, s. 26.*

Signs
forbidden.

147. The court which pronounces a condemnation upon a prosecution instituted for an infraction of the preceding section shall order that the sign or poster which was the subject of the condemnation be removed or destroyed within a delay of eight days from the date of the conviction, at the offender's cost. R. S. 1925, c. 37, s. 144c; 5 Geo. VI, c. 24, s. 26.

Removal.

DIVISION XII

INVESTIGATION AND PROSECUTION OF OFFENCES

148. The Attorney-General shall be charged with:

Duties of
Attorney-General.

1. Assuring the observance of this act

* Under section 31 of the Act 5 George VI, chapter 24, this prohibition does not apply before May 1st, 1942, to signs or posters put up before April 30, 1941, nor before May 1st, 1944, to illuminated signs contemplated in section 2 of the act 21 George V, chapter 31 (repealed) erected outside of cities and towns before April 29th, 1941.

loi et de la Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques (chap. 256), et de rechercher, prévenir et réprimer les infractions à ces lois de toutes les manières que ces lois autorisent;

2° De diriger les actions ou poursuites pour infractions à la présente loi et à celles de ladite Loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques. S. R. 1925, c. 37, a. 78a; 24 Geo. V, c. 17, a. 17.

and of the Alcoholic Liquor Possession and Transportation Act (Chap. 256), and investigating, preventing and suppressing the infringements of such acts, in every way authorized thereby;

2. Conducting the suits or prosecutions for infringements of this act or of the said Alcoholic Liquor Possession and Transportation Act. R. S. 1925, c. 37, s. 78a; 24 Geo. V, c. 17, s. 17.

SECTION XIII

DU CIDRE DE POMME

Règle-
menta-
tion.

149. Nonobstant toute disposition contraire de la présente loi ou de toute autre loi générale ou spéciale, le lieutenant-gouverneur en conseil, dans les limites des pouvoirs qui sont conférés à la Législature par la constitution canadienne, peut réglementer la fabrication et la vente des cidres dans la province, déterminer les droits de fabrication et de vente et décréter des sanctions pour infractions aux règlements adoptés sous l'empire de la présente section. 2 Geo. VI, c. 56, a. 1. |

DIVISION XIII

APPLE CIDER

149. Notwithstanding any provision Regula-
tions. to the contrary of the present act or of any other general law or special act, the Lieutenant-Governor in Council, within the limits of the powers conferred upon the Legislature by the Constitution of Canada, may make regulations for the manufacture and sale of cider in this Province, fix the duties on this manufacture and sale and enact penalties for infringements of the regulations adopted under the authority of this division. 2 Geo. VI, c. 56, s. 1.

SECTION XIV

DISPOSITIONS DIVERSES

Taxe
municipi-
pale.

150. Nonobstant toute loi spéciale à ce contraire, aucune municipalité ne peut, par règlement, résolution ou autrement, prélever, la même année, sur une personne munie d'un permis en vertu de la présente loi, une licence, une taxe, un impôt ou un droit excédant deux cents dollars dans les cités et les villes, et cinquante dollars dans les autres municipalités, pour l'objet pour lequel ladite personne possède un permis. Toute municipalité qui prélève ou reçoit, directement ou indirectement, un montant plus élevé que ne le permet le présent article pour l'objet susdit, peut être forcée, en tout temps, de rembourser cette surcharge à la personne munie dudit permis ou à ses représentants légaux. S. R. 1925, c. 37, a. 145.

DIVISION XIV

GENERAL PROVISIONS

150. Any special act to the contrary Municipal
tax. notwithstanding, no municipality may, by by-law, resolution or otherwise, levy, in the same year, from any holder of a permit under this act, any license, tax, impost, or duty of more than two hundred dollars in cities and towns, or fifty dollars in other municipalities, for the purpose for which the said person holds such permit. Any municipality which levies or receives directly or indirectly any amount greater than as allowed by this section for the above purposes, may at any time be compelled to reimburse the overcharge to the holder of such permit or to his legal representatives. R. S. 1925, c. 37, s. 145.

Mar-
chands de
liqueurs
avant
1922.

151. 1. Depuis le 21 mars 1922, date de l'entrée en vigueur de la loi 12 George V, chapitre 31, les marchands autorisés à vendre des liqueurs enivrantes en vertu de

151. 1. Since the 21st of March, 1922, Former
author-
ized
vendors. the date of the coming into force of the act 12 George V, chapter 31, every vendor authorized to sell intoxicating liquors

la Loi de tempérance du Canada dans l'année précédant son rappel, dans une municipalité où elle était en vigueur, doivent, dans les trente jours de la date du rappel de ladite loi, dénoncer à la commission toutes les liqueurs alcooliques qui leur appartiennent, ou dont ils ont la possession ou le contrôle à quelque titre que ce soit, et les mettre sous le contrôle et en la possession de la commission en la manière indiquée par celle-ci.

Confiscation.

2. À défaut par un de ces marchands autorisés de se conformer aux exigences de la disposition ci-dessus, la commission peut, en vertu d'une ordonnance écrite et signée par trois de ses membres, faire saisir par toute personne munie de cette ordonnance, et confisquer, avec tous les vaisseaux qui les contiennent, les liqueurs alcooliques qu'il n'a pas dénoncées ou mises sous le contrôle et en la possession de la commission. Des procédures judiciaires ne sont pas requises pour cette confiscation.

Responsabilité de la commission.

3. La commission n'est pas responsable de la perte ni de la dépréciation des liqueurs alcooliques dont elle a pris possession en vertu du paragraphe 1 du présent article. Elle peut, à sa discrétion, vendre ou autrement aliéner ces liqueurs ou partie de ces liqueurs aux prix, termes et conditions qu'elle juge convenables, et indemniser les personnes à qui elles appartiennent, après avoir déduit du prix obtenu les frais et charges qu'elle détermine. Elle peut aussi, à sa discrétion, détruire ces liqueurs ou partie de ces liqueurs, ou en extraire l'alcool. S. R. 1925, c. 37, a. 146.

Interprétation.

152. Dans toute loi spéciale votée avant le 25 février 1921, les mots "Loi des licences de Québec", quand ils ont trait à la première division de la Loi des licences de Québec édictée par les articles 903 à 1315 des Statuts refondus de 1909 et par les lois qui les modifient, signifient "Loi des liqueurs alcooliques", et les mots "liqueurs enivrantes" signifient "liqueurs alcooliques". S. R. 1925, c. 37, a. 147.

Incompatibilité.

153. Toute disposition d'une loi générale ou spéciale incompatible avec la présente loi est déclarée inapplicable. S. R. 1925, c. 37, a. 148.

under the Canada Temperance Act, in the year preceding its repeal in any municipality where it was in force, must, within the thirty days following such repeal, make known to the Commission all the alcoholic liquor belonging to him or in his possession or control, by whatsoever title, and place it under the control and in the possession of the Commission in the manner indicated by it.

Confiscation.

2. Upon the failure of any such authorized vendor to comply with the above provision, the Commission may, by virtue of a written order, signed by three of its members, direct the seizure, by any person entrusted with such order, and the confiscation, of such alcoholic liquor not entered in such statement nor put under the control or in the possession of the Commission, with all the vessels containing the same. No proceedings at law shall be required for such confiscation.

Responsibility of Commission.

3. The Commission shall not be responsible for any loss of, or damage to, any alcoholic liquor of which it has taken possession under subsection 1 of this section. It may, in its discretion, sell or otherwise dispose of any of such alcoholic liquor for such price and upon such terms and conditions as it may deem advisable, and may compensate the owner therefor, less any such costs and charges as it may decide upon. It may also, in its discretion, destroy any such alcoholic liquor or any part thereof, or recover the alcohol therefrom. R. S. 1925, c. 37, s. 146.

Interpretation.

152. In every special act passed before the 25th of February, 1921, the words "Quebec License Law", when they refer to the first division of the said Quebec License Law, enacted by articles 903 to 1315 of the Revised Statutes, 1909, and by the acts amending the same, shall mean the "Alcoholic Liquor Act", and the words "intoxicating liquor" shall mean "alcoholic liquor". R. S. 1925, c. 37, s. 147.

Incompatibility.

153. Every provision in any general or special act which is incompatible with this act is declared not to apply thereto. R. S. 1925, c. 37, s. 148.